

L'Humanité magazine



1974 • PORTUGAL • 2024

QUE RESTE-T-IL DU PARFUM DES ŒILLETS ?

JEAN-CLAUDE FRANCOLIN/GAMMA

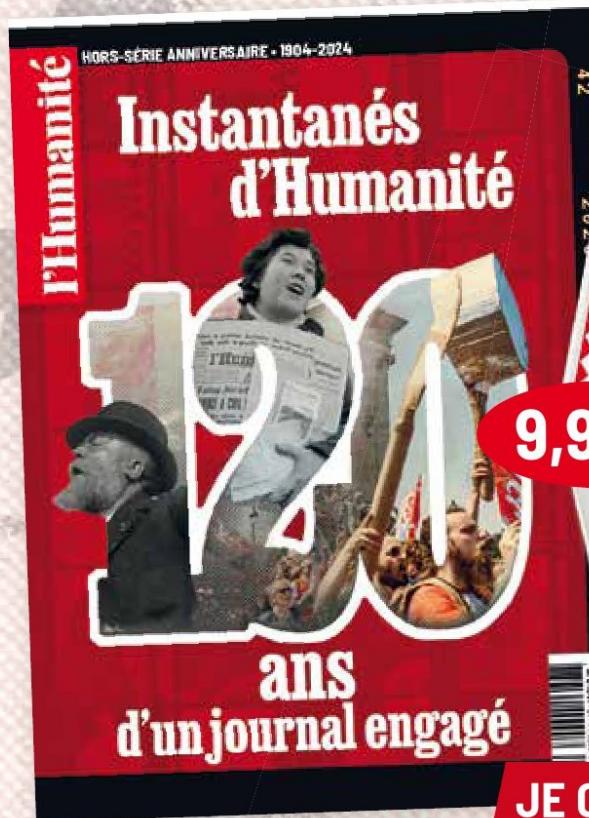
L'HISTOIRE DE LA SEMAINE
« MARQUÉS À VIE » PAR
LA RÉPRESSION ANTI-GAY

LA RENCONTRE
SALOMÉ SAQUÉ BRISE LES
CLICHÉS SUR LES JEUNES

MUSIQUE
CLARIKA DANSE
CONTRE LA MOROSITÉ



M 04837 - 902 - F: 4,00 €



JE COMMANDE *

Le hors-série anniversaire *Instantanés d'Humanité*
au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port **,
soit 12,90 € x exemplaire(s) = €.
Total de ma commande : €

PRÉNOM

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de
votre smartphone

l'Humanité

l'Humanité
magazine

Humanité.fr

ÉDITORIAL

Énergie en Europe: dogme libéral contre bien commun

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

L



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

Le Parlement européen a adopté une « réforme du marché européen » de l'énergie qui, loin de remettre en cause le processus de libéralisation, aggrave encore la dérégulation de ce secteur stratégique et indispensable. En pleine crise énergétique, Ursula von der Leyen affirmait pourtant que « ce système de marché ne fonctionne plus », quand Bruno Le Maire le qualifiait d'« obsolète » et d'« aberrant ». On pouvait donc s'attendre à une refonte du mode de fixation du coût de l'énergie, déterminé au niveau du coût de production de la centrale la plus onéreuse sur le réseau européen interconnecté, souvent à gaz. Initialement, ce mécanisme a été inventé par Marcel Boiteux, ancien PDG d'EDF, pour optimiser la rente de l'entreprise. Cependant, si ce système fonctionnait sur un territoire national avec une entreprise qui détient un monopole, sa mise en œuvre devient plus complexe sur un marché européen où la politique de production énergétique est différente selon chaque pays. Ainsi, sur le marché européen, les centrales à gaz ne représentent que quelques pour-cent de la production électrique mais fixent le prix de marché pour 100 % de l'électricité ! Le prix est en fine le même pour tous les États membres quels que soient les modes de production ! Loin de mettre fin à ces logiques de pure rentabilité, les libéraux poursuivent dans leur dogmatisme de marché. Ainsi, les ventes directes d'électricité (power purchase agreement) entre promoteurs d'énergies renouvelables et entreprises seront favorisées. Ces contrats longs garantissent certes une stabilité pour les entreprises et les producteurs en dehors du marché. Cependant, cela pourra conduire à terme les grosses entreprises électro-intensives à revendiquer une sortie

du réseau électrique, entraînant un risque de sous-investissement.

Les États sont également encouragés à soutenir les énergies renouvelables et les centrales nucléaires neuves ou rénovées par les « contracts for difference » en garantissant aux fournisseurs d'électricité un revenu minimum, indépendamment des prix du marché, tout en plafonnant les bénéfices. Ce « dispositif de sécurité » permettrait aux États de prendre des mesures sur le modèle du bouclier tarifaire en France, si les prix dépassent 180 euros/MWh.

Cependant, le bouclier tarifaire et les 24 autres mesures mises en place depuis 2021 ont coûté près de 72 milliards d'argent public tout en laissant 30 milliards de marge nette aux acteurs de gros du marché de l'énergie, pendant que les factures bondissaient, quant à elles, de 36 % en moyenne. Usagers et usagères paient donc plus cher leur facture de la main gauche, et leurs impôts de la main droite pour garantir des profits aux énergéticiens. Il est temps d'agir en reconnaissant l'énergie comme un bien commun, en la sortant des mécanismes concurrentiels. Adoptons une nouvelle loi de nationalisation aussi ambitieuse qu'en 1946 sous la direction de Marcel Paul, ministre communiste, père d'EDF-GDF, et renationalisons Engie et TotalEnergies en les regroupant sous GEDF, Groupe Énergie de France. Le retour aux tarifs réglementés et son nouveau mode de calcul post-Arenh est une étape indispensable pour inventer un nouveau système solidaire d'échange d'énergie avec nos voisins européens. ●

Usagers et usagères paient plus cher leur facture de la main gauche, et leurs impôts de la main droite pour garantir des profits aux énergéticiens. Il faut reconnaître l'énergie comme un bien commun, en la sortant des mécanismes concurrentiels.

COLLECTOR 120 ANS D'HUMANITÉ, LE LIVRE ANNIVERSAIRE

FABIEN GAY RAOUl HEBEBOUW
PIERRE DHARRÉVILLE ZEBDA
MARYSE DUMAS GUILLAUME QUAI
FABIEN ROUSSEL DANIELLE T
ALEXANDRE COURBAN ANDRÉ
CAILLAUD-CROIZAT PIERRE L
CHAMBAZ JEAN-MARIE COLIN
LAURENT BINET SYLVIE T
TRIPIER GILBERT GARREL
STÉPHANE SIROT GÉRARD
DUHAMEL ALAIN
PESQUET THOMAS
MARTELLI ROGER
THOMAS PESQUET ALAIN DUHAMEL ABDOURAHMA



39,90 €

JE COMMANDE *

Le livre **120 ans, 120 Unes, 120 regards**
284 pages, tirage limité.
au prix de 39,90 € + 9,90 € de frais de port **,
soit 49,80 € × _____ exemplaire(s) = _____ €.
Total de ma commande : _____ €

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

E-mail

* Envoi soigné dans un colis cartonné, délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre
de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION,
3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide
de votre smartphone

l'Humanité

magazine

Humanité.fr

SOMMAIRE

3 L'ÉDITORIAL DE FABIEN GAY

6 FÊTE DE L'HUMANITÉ

Les premiers artistes à l'affiche

P. 8



CATHERINE DEUDON / ROGER-VIOLET

L'HISTOIRE DE LA SEMAINE

8 RÉHABILITATION

« Marqués à vie » par l'homophobie d'État

COMPRENDRE

14 À LA UNE

Cinquante ans après, que reste-t-il de la révolution des œillets ?

28 LA RENCONTRE

La journaliste Salomé Saqué étrille les clichés sur les jeunes

32 EN IMAGE

Le banquet des 120 ans de « l'Humanité »

34 L'ANALYSE

Les européennes sans Frexit ni fédéralisme

36 CHARIVARI

Carlos Tavares, le cost killer à 100 000 euros par jour

38 ÉCONOMIE

Aides à domicile, un pognon de dingue pour les assistés de la France d'en haut

40 SPORTS

Football : les entraîneurs français avaient besoin d'un Sage

42 SCIENCES

Le darwinoptère, un pont entre les âges

44 LE DESSIN DE BESSE

CULTURE

46 MUSIQUE

Clarika, un 9^e album pour en découdre avec la morosité

50 THÉÂTRE

« Lisbeth's », de Fabrice Melquiot, et « Come Bach », mis en scène par Gérard Rauber

51 CINÉMA

« Back to Black », de Sam Taylor-Johnson, et « les Vieux », de Claus Drexel

52 IDÉES

Le journaliste Adam Shatz publie « Une vie en révolutions », biographie monumentale de Frantz Fanon

55 ESSAIS

Transformer l'ordre monétaire pour changer le monde

56 TÉLÉVISION

Béatrice de La Boulaye et Sonia Rolland nous parlent de la série « Tropiques criminels »

59 ACTU TÉLÉVISION

61 JEUX VIDÉO

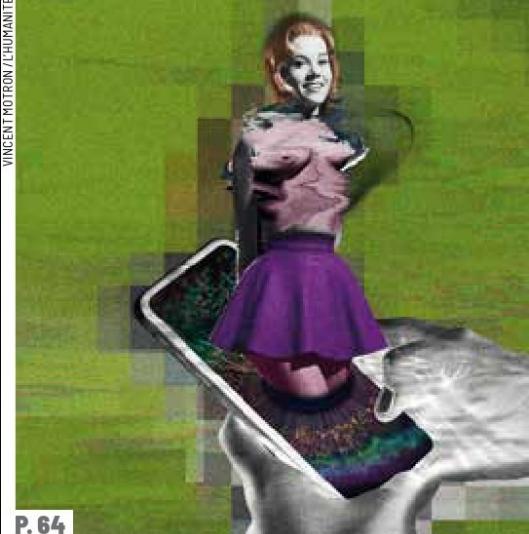
62 RADIO / PODCASTS

P. 46



ALEXANDRE LEMOURUX

VINCENT MORTRON / L'HUMANITÉ



P. 64

LE TEMPS DE VIVRE

64 CYBERHARCÈLEMENT

Deepfakes porno : la déferlante misogynie

68 DÉCOUVERTE

Le Jardin des Plantes, quel savoir vert !

70 BON ET SAIN

Tataki, un aller-retour pour le Japon

72 BIEN-ÊTRE

Avec l'aquajogging, courez en apesanteur

73 SANTÉ

La PrEP, une innovation décisive dans le traitement préventif du VIH

74 TRAVAIL

L'enquête paritaire, une arme contre le harcèlement

75 DROITS

Attention au bail « Code civil » !

78 À VOUS DE JOUER

LES CHRONIQUES

13 MARYSE DUMAS

45 FRANCIS WURTZ

82 NICOLAS OFFENSTADT

Retrouvez *l'Humanité* sur Internet. Articles, vidéos, rencontres...

www.humanite.fr

www.facebook.com/humanite.fr

Compte lhumanitefr sur Instagram

x.com/humanite_fr

linkedin.com/company/lhumanite

LA BASE 217 (91)

Le Plessis-Pâté
Brétigny-sur-Orge

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

13 • 14 • 15

Sept
2024



LES ARTISTES À L'AFFICHE, 2^e PARTIE

GWENDOLINE

Fusion audacieuse de cold wave et de sarcasme, le groupe breton Gwendoline éclate les frontières musicales. Ses paroles racontent la société actuelle avec ironie, autodérision et cynisme. Gwendoline, c'est une expérience faite d'instrumentales sombres, radicales, sans détournement, à ne manquer sous aucun prétexte à la Fête !



ALOIS LECERF



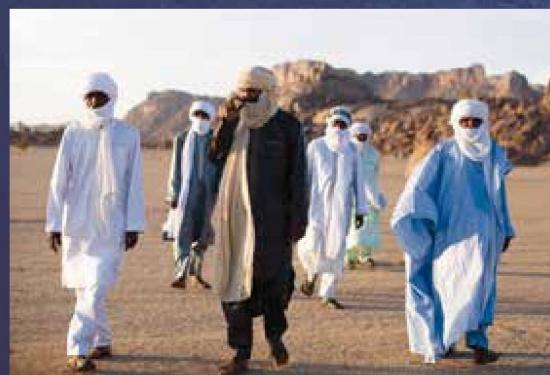
ANTOINE JAUSSET

MENTISSA

Révélée lors de sa participation marquante dans l'émission « The Voice » et soutenue par Vianney, Mentissa a enflammé les Zéniths lors de sa tournée, imposant sa marque avec le tube « Et Bam ». Son premier album, « la Vingtaine », confirme son talent brut. Mentissa mélange pop et variété, qu'elle teinte de nuances soul et R'n'B, exprimant force et sensibilité en des envolées orchestrales et des ballades captivantes.

MC SOLAAR

Légende incontestée du rap français des années 1990, MC Solaar conserve son statut de virtuose des mots. Avec 5 Victoires de la musique et une collection impressionnante de disques d'or, son style poétique et malicieux reste indémodable. Son nouvel album, au groove envoûtant et aux mélodies séduisantes, marque son grand retour sur la scène Angela Davis.



TINARIWEN

Les pionniers du desert blues ont émergé des sables du Sahara dans les années 1980, aux frontières du Mali et de l'Algérie. Leur musique hypnotique et leurs paroles engagées incarnent les luttes du peuple touareg. Tinariwen, c'est un Grammy Award et un mélange unique des styles musicaux traditionnels de l'Afrique de l'Ouest et arabes, mêlant blues et folk.





TIKEN JAH FAKOLY

Artiste emblématique du reggae africain, Tiken Jah Fakoly fait résonner la conscience politique du continent. Ses concerts explosifs offrent des moments marquants, mêlant rythmes envoûtants et messages percutants. Il revisitera à la Fête de l'Humanité 2024 ses plus grands succès, avec des musiciens traditionnels venus d'Afrique de l'Ouest.



LA RUMEUR

Groupe de rap français underground des années 1990, La Rumeur défie l'industrie musicale avec des textes acérés et une posture indéfectiblement rebelle. Leur musique, brute et sans compromis se fait l'écho des luttes et des injustices. La Rumeur c'est plus qu'un groupe, c'est un état d'esprit, une résistance contre l'ordre établi.



KALASH CRIMINEL

Alerte sauvagerie : Kalash Criminel envahira la Scène Nina Simone en septembre. Rappeur engagé et enragé, il secoue le rap français depuis une décennie avec des punchlines toujours plus incisives. Son dernier album, « Bon courage », explore des thèmes profonds et universels, qu'il dévoilera pour sa première fois à la Fête de l'Humanité.

L'étoile montante de la chanson française captive par sa voix cristalline et son univers intimiste. Après trois albums acclamés par la critique, elle s'impose comme une voix concernée et féministe. Son dernier opus, empreint de sensibilité et de sincérité, marie habilement les mélodies pop-folk aux sujets sérieux. Un rendez-vous magique à ne pas louper sur la Scène Angela Davis en septembre prochain.

ET AUSSI...

Mac Declos, Salomé, Ben PLG, Marguerite Thiam, Thérèse



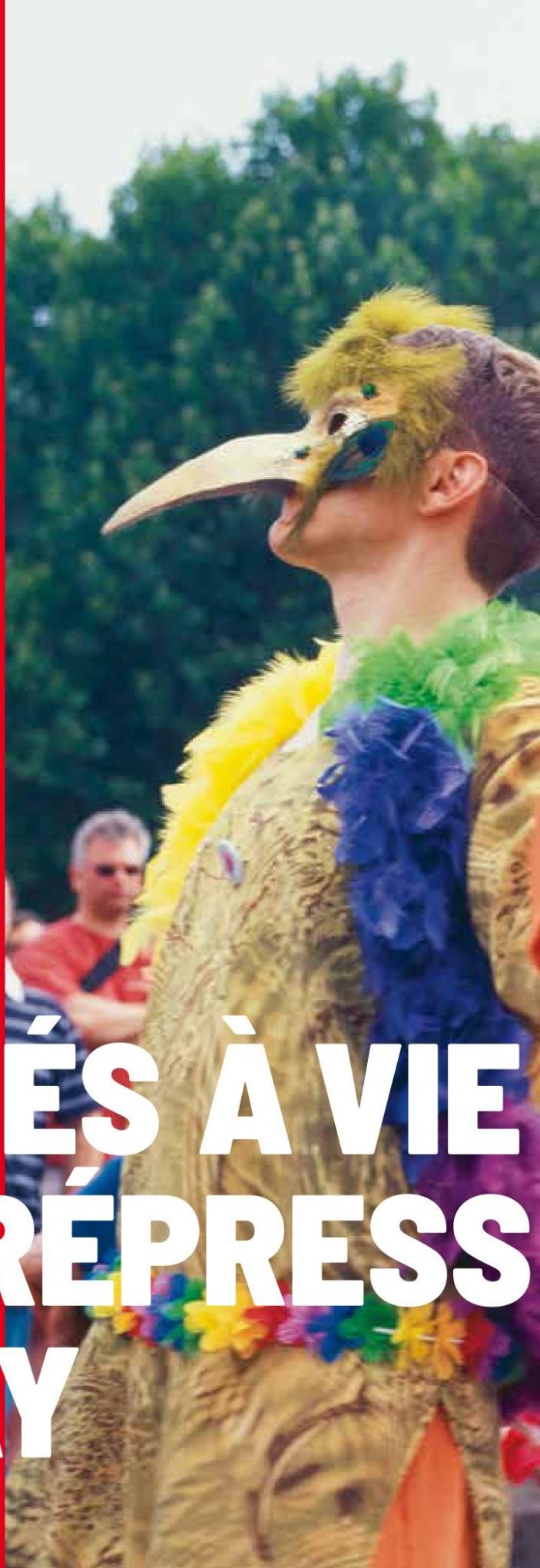
LAWRENCE FAF

Lors d'une Marche
des fiertés,
ou gay pride,
en février 2013.

Le mois dernier, le Parlement a adopté un texte reconnaissant le caractère discriminatoire des condamnations pour homosexualité des personnes entre 1942 et 1982. Ouvrant droit à réparation, cette loi est une avancée notable qui n'efface pas cependant les traumatismes des victimes de l'homophobie d'État.

ANTHONY CORTES
anthony.cortes@humanite.fr

« MARQUÉS À VIE PAR LA RÉPRESS ANTI-GAY



»
ION



Ces images le réveillent encore la nuit et le secouent le jour. Bernard Bousset, 84 ans, se souvient de tout. Des agressions, du regard de son père, du harcèlement policier, des rafles sur les lieux de drague, de ses tentatives de suicide, essoré d'être qui il est, et de son procès pour homosexualité. Noël 1963, Bernard a 21 ans. L'âge de la majorité sexuelle des homosexuels, contre 15 ans pour les hétéros. Il rencontre un homme de trois ans son cadet, s'en entiche, tant pis pour les mœurs du moment et l'illégalité de la situation. Il passe une douce nuit, belle comme le sont celles des découvertes, de son corps et de l'autre, jusqu'au matin. « Il s'est barré avec mes affaires, il m'a cambriolé ! » fulmine-t-il encore aujourd'hui. Bernard dépose plainte, l'amant forban est retrouvé, s'en tire en rendant simplement son butin enveloppé dans un foulard. Mais l'histoire n'en reste pas là : « Je suis revenu au poste pour récupérer mes biens et retirer ma plainte, je ne voulais pas qu'il ait d'ennuis. Au moment de partir, l'agent me retient : "Vous allez où ? Vous allez être jugé pour ce que vous avez fait avec un homme, mineur sexuellement en plus !" Une semaine après, j'étais au tribunal. » L'audience, devant le tribunal de Bonneville, en Haute-Savoie, se déroule au rythme des moqueries du président et des rires gras de l'assistance, puis se conclut par une condamnation à payer une amende équivalente à deux mois de salaire et la publication de sa peine dans les journaux locaux. Elle donne le ton du reste de sa vie : honte et déshonneur.

« ON FRANCHIT QUAND MÊME UNE BELLE ÉTAPE »

Aujourd'hui, Bernard vit retiré du monde, en Normandie. Il a tout vendu, tout laissé, même ses établissements festifs LGBT dans le Marais parisien, qu'il espérait préservés du monde extérieur. Il lui fallait retrouver la sérénité que n'a jamais su lui offrir la compagnie humaine. « Je suis marqué à vie, enfermé dans l'intranquillité, murmure-t-il. Je me demande toujours si la personne en face de moi est homophobe, si elle ne va pas me tendre un piège et me dénoncer. J'ai même parfois du mal à voir des couples homosexuels, comme s'ils nous mettaient en danger en s'affichant. » Car après sa condamnation, Bernard a pris la direction de Bordeaux pour se refaire, loin d'une famille qui lui a immédiatement tourné le dos. Là-bas, il a découvert un autre enfer, la répression quotidienne. « Les descentes de police sur dénonciation des gérants de bars, le fichage policier en tant qu'homosexuel, les gardes à vues, les guets-apens et les tabassages ouvertement homophobes...

C'était tous les jours. Pour y échapper, il nous fallait vivre comme des rats. La nuit, seulement la nuit, et en rasant les murs. Ça a duré pendant des décennies. Rien ne l'effacera », raconte-t-il. Pas même l'adoption par l'Assemblée nationale, le 6 mars dernier, d'un texte visant à reconnaître la responsabilité de l'État français dans les condamnations de personnes homosexuelles entre 1942 et 1982, date de la dépénalisation de l'homosexualité, et à indemniser les derniers concernés. « Le mal est fait, souffle-t-il. Je ne demanderai rien, pas un centime. Ça ne ramènera jamais une vie gâchée par des lois ignobles. » Lui aussi condamné, Michel Chomarat, 75 ans, est moins sévère avec ce texte. « On franchit quand même une belle étape », reconnaît-il, même s'il lui en faudra plus pour effacer les traces du passé. En 1977, après l'alerte de policiers « en planque », il est interpellé en plein ébat avec un homme au sous-sol du Manhattan, un club parisien. Avec lui, neuf autres clients sont interpellés, ainsi que les patrons

« ENCORE AUJOURD'HUI, QUAND JE CROISE QUELQU'UN, JE ME DEMANDE S'IL VA ME TENDRE UN PIÈGE, ME DÉNONCER. »

BERNARD BOUSSET, 84 ANS, SIX DÉCENNIES APRÈS SON PROCÈS



HUGO MIMOUNI

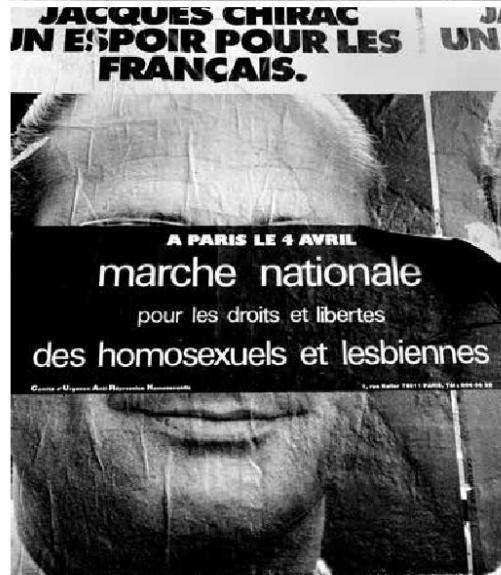
des lieux. Transférés au Quai des Orfèvres, ils y seront interrogés « comme des bandits » toute la nuit par la police judiciaire. Pour finalement être poursuivis sur la base de l'article 330 alinéa 2 du Code pénal qui sanctionne alors « l'outrage public à la pudeur (consistant) en un acte impudique ou contre-nature avec un individu de même sexe ». Michel sera condamné à 500 francs d'amende à l'issue d'un procès très médiatique, le contexte politique jouant. Au Parlement, le sénateur radical de gauche Henri Caillavet vient d'installer le tout premier débat sur la suppression du « délit d'homosexualité ». « Je sais que je suis une sorte de curiosité, mais je m'en suis relevé parce que je savais que c'était le risque, observe-t-il aujourd'hui. À Lyon, où je vivais, c'était compliqué de rencontrer d'autres hommes, sauf les jours de brouillard où l'on draguait cachés le long du Rhône. C'est pourquoi je montais à Paris pour cela. Avec toujours la peur au ventre, c'était le jeu. » Parce qu'il l'assure, « il fallait avoir beaucoup de courage pour être homosexuel à l'époque : les policiers encerclaient les lieux de drague (les bois, les parcs...), contrôlaient les identités sans cesse pour nous poser des questions indiscrettes, nous pourchassaient, nous embarquaient... À tout moment, vous pouviez aussi tomber sur une casse de pédés par les flics. Et vous ne pouviez rien y faire, c'était leur droit ».

POUSSÉ AUX AVEUX ET AU SUICIDE

Mic Guillaume, 73 ans, n'a lui jamais été condamné, mais il s'en est fallu de peu. Interpellé à de multiples reprises dans les années 1970, le chorégraphe garde de cette période une anxiété qui persiste encore aujourd'hui. « Si vous vous promeniez la nuit, vous étiez tout de suite suspecté d'être homosexuel, rapporte-t-il. À ce moment-là, un panier à salade s'arrêtait devant vous (les fourgonnettes de police - NDLR) et vous embarquait au poste dans une cage de sept ou huit personnes, pour ensuite vous interroger toute la nuit sur votre vie intime et trouver des preuves de votre homosexualité. Pour moi, ils n'en ont pas trouvé, c'est pour cela que j'y ai échappé, mais je ressens toujours cette menace. » Manuel, 71 ans, pour sa part condamné à de la prison ferme, se souvient de conséquences tragiques ayant suivi un de ces interrogatoires musclés si réguliers. « L'un de mes amis, avec qui je faisais souvent la fête, était marié avec une femme, mais il fréquentait des hommes dans quelques bars que nous pensions à l'abri des regards. C'était notre secret, décrit-il. Un jour, nous nous faisons embarquer, interroger... Moi, j'avais l'habitude, pas lui. Sauf que l'agent comprend qu'il est père de famille et le menace d'appeler sa femme, de le briser, s'il n'avoue pas son homosexualité. Il l'a



CATHERINE DEUDON / ROGER-VIOLLET



Les années 1970 voient la naissance de deux alliés objectifs contre le patriarcat, le Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar) et le mouvement féministe (MLF). Sur une affiche électorale en mars 1981.

donc fait, mais sa famille a tout de même été prévenue par un coup de fil des policiers. Il s'est suicidé le lendemain. » De nombreux récits semblables nous ont été rapportés.

Pour lutter et ne pas rester seul face à cette hostilité et aux éventuelles conséquences qui peuvent en découler, Mic a fait le choix du militantisme, en rejoignant notamment le Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar), l'une des premières structures à s'attaquer aux lois d'un État « bourgeois et hétéropatriarcal », en revendiquant le renversement des valeurs « machistes et homophobes » qui touchaient jusqu'aux « milieux de gauche et »

» d'extrême gauche », comme il le dénonçait. D'ailleurs, la plupart de nos interlocuteurs pour cet article nous ont interrogés sur l'intérêt jugé « surprenant » de « l'Humanité » pour cette période, tant le journal était à l'époque absent des différents procès pour homosexualité, au grand regret de beaucoup d'entre eux. Le Parti communiste français qualifiait encore en 1971 les relations entre hommes de « déviation bourgeoise ». Les temps changent. « En me rendant à ces réunions, j'ai compris l'ampleur de la violence d'État. Nous venions en toute clandestinité raconter les humiliations subies et notre malaise quant aux discours médiatique et politique qui voyaient dans l'homosexualité un « fléau social ». Une solidarité homosexuelle se construisait et annonçait la libération future », se remémore Mic. Ces réunions, ils sont nombreux à nous les raconter avec une certaine émotion, se remémorant l'intensité des témoignages de personnes licenciées par leur employeur pour présomption d'homosexualité, ou d'autres découvrant leur courrier ouvert dans leur boîte aux lettres par des autorités en quête de preuves de leur différence, selon eux.

En attendant, d'autres liens de solidarité se construisaient pour survivre dans un monde hostile, nous rapportent d'autres condamnés interrogés, mais désireux de rester anonymes. Avec qui ? Les prostituées. « Nous étions les deux marginalités traquées par les flics et accusées du même mal : racolage sur la voie publique. On s'avertissait sur les lieux à risques, les bonnes attitudes à adopter, et parfois, quand j'étais avec un homme caché sous un pont, elles montaient la garde, et je faisais de même. C'était pour moi, souvent, la seule possibilité d'avoir de l'intimité avec des amoureux », se souvient Henri*, 71 ans. Ce lien, Michel Chomarat en témoigne aussi : « Nous avions pourtant tout pour être des concurrents, nous aussi nous faisions plaisir aux hommes, mais gratuitement, se gondole-t-il. Mais elles étaient bien souvent nos anges gardiens, d'où le lien que prostitués et homosexuels ont noué ensuite dans leurs luttes. »

« LES FICHIERS ONT ÉTÉ DÉTRUITS »

Que reste-t-il aujourd'hui de ces histoires, de cette violence et de cette oppression subie par les personnes homosexuelles ? « Les fichiers dans lesquels la police recensait les personnes homosexuelles ont vraisemblablement été détruits. Ce qui rend très difficile la possibilité de retrouver la trace des pratiques policières de l'époque. Les jugements, eux, sont en général accessibles, mais pas les dossiers de procédure, qui sont peu gardés et obéissent aux délais de communicabilité publique ; les archives les plus récentes ne sont pas toujours déposées ni



« À TOUT MOMENT, VOUS POUVIEZ TOMBER SUR UNE CASSE DE PÉDÉS PAR LES FLICS, SANS POUVOIR RIEN N'Y FAIRE, C'ÉTAIT LEUR DROIT. »

MICHEL CHOMARAT, 75 ANS

inventoriées », relève Antoine Idier, sociologue et historien spécialiste de la question. Des difficultés qui n'ont pas empêché l'universitaire d'explorer et de documenter la répression de l'homosexualité au XX^e siècle, qui est, selon lui, largement minimisée par le texte récemment voté au Parlement : « Le problème, c'est qu'il n'envisage la répression de l'homosexualité qu'à partir de 1942, oubliant qu'elle est bien plus ancienne, et il laisse de côté une variété d'incriminations infinie pour punir les homosexuels. Outrage public à la pudeur « simple », travestissement, racolage, interdiction faite aux hommes de danser ensemble, incitation de mineurs à la débauche, mais aussi les poursuites menées contre les publications militantes via l'outrage aux bonnes moeurs... » Comme Michel, Mic et les autres, combien ont-ils été à la subir ? « Quand on essaie de chiffrer le nombre de personnes victimes de répression, tout dépend du point de départ que l'on prend, répond Régis Schlagdenhauffen, maître de conférences à l'EHESS. Les interpellations, les gardes à vues, les condamnations effectives, si les gens ont purgé leur peine intégralement ou pas... Mais au total, si l'on prend tout cela, je dirais qu'entre 40 000 et 70 000 personnes ont été réprimées pour leur orientation sexuelle entre 1942 et 1982. Et il n'en reste aujourd'hui que très peu en vie : entre quelques dizaines et quelques centaines. » Toutes marquées au fer rouge, condamnées aux marges à tout jamais. ●

(1) Le prénom a été modifié.

Des tabous à faire tomber

PAR MARYSE DUMAS, SYNDICALISTE

LAURENCE ABIB / DIVERGENCE

F

aire tomber un tabou, c'est le combat du ministre de la Fonction publique. Vous pensez sans doute aux tabous de l'inégale répartition des richesses, ou de l'appauvrissement des services publics, à moins que ce ne soit à celui du creusement des inégalités sociales. Mais non ! Vous avez tout faux. Le tabou que vise le ministre est celui des conditions de licenciement des fonctionnaires. Donc, au moment où la santé, l'éducation, la justice, pour ne citer qu'elles, souffrent de ne pas trouver assez de candidates et candidats, le ministre n'a rien de plus pressé que de se séparer plus facilement des fonctionnaires en poste.

Fort opportunément, un sondage vient clore le débat avant même qu'il ne soit lancé : 70 % des Français approuveraient le ministre. Plus on en bave, plus on soutient ce qui en fait baver aux autres, pourrions-nous commenter... S'il s'agissait d'aligner la situation des salariés du privé et du public, on pourrait le faire par le haut en dotant chacune des situations de ce qui se fait de mieux dans l'autre. C'est ce que propose la CGT avec son nouveau statut du travail salarié. Proposition récusée par le patronat au prétexte, justement, qu'il offrirait aux salariés du privé des garanties similaires à celles de la fonction publique. Voilà un autre tabou qu'il serait bon de faire sauter. Mais revenons aux conditions de licenciement. La vérité, c'est qu'il est déjà possible de mettre les fonctionnaires à la porte. Cela s'appelle une révocation, et il y en a chaque année. La différence avec le privé touche aux motifs qui rendent la révocation possible et aux recours dont peuvent bénéficier les fonctionnaires avant que celle-ci ait lieu. Encore faut-il noter que ces garanties ne valent que pour les fonctionnaires, pas pour

les agents contractuels de plus en plus nombreux à les remplacer, car moins chers et plus malléables. Qu'est-ce qui justifie un traitement différent des fonctionnaires par rapport au privé ? C'est d'être au service de la nation plutôt qu'à celui des intérêts privés. C'est déjà pour cette raison que le Conseil d'État avait, dès 1937, mis un terme aux contrats de droit privé qui prévalaient jusque-là dans les administrations. Elles étaient confrontées à des problèmes insolubles de gestion, notamment pour assurer la continuité du service public sur tout le territoire. Le Conseil d'État affirme alors que « la fonction publique n'est pas un métier comme les autres mais une fonction au service de l'intérêt général ». Plus tard, en 1946, le statut général des fonctionnaires définit des règles communes aux fonctionnaires de toutes les administrations de l'État. Pour le ministre communiste Maurice Thorez qui le promulgue, il doit protéger le fonctionnaire de l'arbitraire et du favoritisme, afin qu'il puisse se consacrer exclusivement « au service de l'État et de la nation ». Ces principes seront étendus en 1983

« La fonction publique n'est pas un métier comme les autres mais une fonction au service de l'intérêt général », rappelait le Conseil d'État en 1937.

par un autre ministre communiste, Anicet Lepors. C'est cette adéquation entre principes de fonctionnement des services publics et contenu des règles statutaires des personnels qui est mis à mal par les politiques néolibérales. Depuis 2019, un code remplace déjà le statut. Résultat ? Le statut des agents publics est précarisé, les services publics sont en déshérence, le lien social fondamental se désagrège, la société se délite. Alors ? Alors le vrai tabou à faire tomber est celui de la domination sans partage du marché sur tous les aspects de notre vie. ●



Alors que sont célébrés le 25 avril 1974 et la chute de la dictature, le Portugal, qu'on a longtemps cru vacciné contre la peste brune, voit ressurgir le démon de l'extrême droite. Simple poussée de fièvre ou fin de « l'exception portugaise » ?



CINQUANTE ANS APRÈS DE LA RÉVOLUTION DES



HORACIO VILLALOBOS / CORBIS VIA GETTY IMAGES

Dans les rues
de la capitale,
commémoration de
la révolution,
le 25 avril 2022.

, QUE RESTE-T-IL ŒILLETS?))))



IL ÉTAIT UNE FOIS ET LA DÉMOCRATIE PORTUGAISE REFLEURIT

Il n'aura fallu que dix-huit heures pour abattre une dictature vieille de près d'un-demi siècle. Le **25 avril 1974**, le putsch organisé par le Mouvement des forces armées allait mettre fin à l'empire colonial portugais et initiait une révolution sociale et culturelle.

VICTOR PEREIRA

Chercheur à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université nouvelle de Lisbonne, spécialiste du XX^e siècle portugais

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1974, António Joaquim Gervásio est libéré de la prison de Peniche, avec près de 40 autres prisonniers. Membre du Parti communiste portugais depuis 1945, il a été plusieurs fois incarcéré, torturé, et a vécu dans la clandestinité, notamment après sa spectaculaire évasion en décembre 1961. La même nuit, les quelque 80 prisonniers politiques détenus à Caxias sont libérés. Une foule compacte les fête, scandant des mots d'ordre qui résonnaient au Chili jusqu'au 11 septembre 1973 : « O povo unido jamais será vencido ! » (le peuple uni ne sera jamais vaincu). Des événements inimaginables trois jours auparavant, alors que la dictature vieille de 48 ans semblait inébranlable, ayant survécu à la disparition, en juillet 1970, de sa principale figure, António de Oliveira Salazar, premier ministre de 1932 à 1968.

Or, le 25 avril 1974, le cours de l'histoire portugaise change radicalement. En à peine dix-huit heures, la dictature dirigée par Marcelo Caetano depuis septembre 1968 tombe comme un château de cartes. Elle ne résiste pas aux opérations menées par un inconnu Mouvement des forces armées (MFA, fondé et mené par de jeunes officiers), qui, dans la nuit du 24 au 25 avril, au signal donné par la diffusion à la radio de la chanson « Grândola, Vila Morena » de José Afonso, prend le contrôle de plusieurs casernes, occupe des médias, des ministères et plusieurs points stratégiques du pays. En fin d'après-midi, Caetano, acculé dans le bâtiment du commandement général

Les œillets, comme le symbole d'une révolution pacifique. À l'exception de quatre morts causées par la police politique, le passage du Portugal à la démocratie se fera sans violence.

de la gendarmerie, remet sa reddition au général António de Spínola, nouvel homme fort du Portugal. Si l'expression « révolution des œillets » s'impose rapidement et suggère une transition pacifique, le sang coule cependant à Lisbonne. Assiégés par la foule en début de soirée, les agents de la police politique, la Pide (Polícia internacional e de defesa do estado), craignant d'être lynchés, tirent et tuent quatre personnes.

SOUS LA BOTTE DE L'« ESTADO NOVO »

Le 25 avril 1974 est à la fois l'aboutissement d'une prise de conscience d'une partie de l'armée portugaise, pour qui la solution des guerres d'indépendance en Afrique (parmi les empires coloniaux, celui du Portugal est le dernier à tomber) est politique et non pas militaire, et l'enclenchement d'une profonde révolution sociale et culturelle. Pendant plusieurs mois, le capitalisme est remis en question et militaires et militants politiques recherchent ensemble une voie originale vers un socialisme portugais. Une des causes de la longévité de l'Estado Novo (État nouveau) réside dans l'appui qu'il a toujours trouvé au sein de l'armée. Bien qu'universitaire, Salazar rejoint le gouvernement en 1928, invité par des militaires qui se sont soulevés contre la Première République le 28 mai 1926. Pendant plus de trente ans, il sera toujours à la merci d'un président de la République, officier de haut rang, qui peut révoquer librement le premier ministre. Dès lors, Salazar s'assure de satisfaire les intérêts matériels et symboliques des militaires, ce qui n'empêche pas plusieurs tentatives de soulèvement ou de putsch.

IL ÉTAIT UNE FOIS

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS

» La plus grave a lieu en avril 1961, lorsque plusieurs ministres militaires se préparent à démettre Salazar, âgé de 72 ans, de ses fonctions, estimant qu'il n'est plus capable de faire face à la situation. En effet, depuis le début de l'année, des soulèvements indépendantistes ont lieu en Angola, dont des attaques de prisons et des massacres de populations blanches. Salazar démet les putschistes avant qu'ils ne puissent agir et impose au pays un effort de guerre conséquent : près de 40 % du budget est consacré à la guerre coloniale (qui s'étend en Guinée-Bissau en 1963 et au Mozambique en 1964), de 1961 à 1974 800 000 jeunes Portugais sont envoyés en Afrique et, à partir de 1968, le service militaire dure quatre ans. En 1961, une grande partie de la population, soumise à la propagande colonialiste depuis l'école et choquée par les massacres de civils blancs en Angola, soutient Salazar.

LA CONSPIRATION DES CAPITAINES

Mais, les années suivantes, de plus en plus de jeunes hommes se soustraient aux obligations militaires : 20 % n'effectuent pas leur service militaire au début des années 1970. La contestation des guerres enflent dans les lycées et les universités. L'académie militaire peine à recruter et les forces armées manquent de gradés pour encadrer les soldats dispersés dans les trois colonies africaines. En juillet 1973, un décret-loi facilite l'intégration des officiers de réserve au sein du cadre permanent, mais, en favorisant leur avancement par rapport à celui des capitaines et des commandants, il provoque la colère de ceux-ci. C'est notamment en Guinée-Bissau, colonie gouvernée par Spínola de 1968 à 1973, que les protestations des officiers sont les plus vives. L'armée portugaise est au bord de la déroute, harcelée par les troupes du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), commandées par Amílcar Cabral. Conscient de cette situation, Spínola propose à Caetano de négocier avec le PAIGC par l'entremise du président sénégalais Léopold Sédar Senghor. Refus de Caetano, pour qui accepter l'indépendance de la Guinée-Bissau obligerait à négocier l'autodétermination des autres colonies. Spínola et les officiers qui l'entourent estiment que le pouvoir politique contraint l'armée à mener une guerre impossible à gagner. Un grave précédent les obsède : l'invasion en décembre 1961 de Goa – fleuron de l'Inde portugaise constituée

Au pouvoir entre 1932 et 1968, Antonio Salazar règne sur le Portugal en bridant les libertés publiques et en interdisant toute opposition.



au XVI^e siècle – par l'Inde. Salazar ordonne au gouverneur militaire de résister à tout prix, mais, face à l'écrasante supériorité indienne, celui-ci désobéit pour sauver ses hommes ; il est rendu responsable de la défaite. Une partie des officiers craint donc d'être érigés en boucs émissaires d'une guerre coloniale qui semble sans fin.

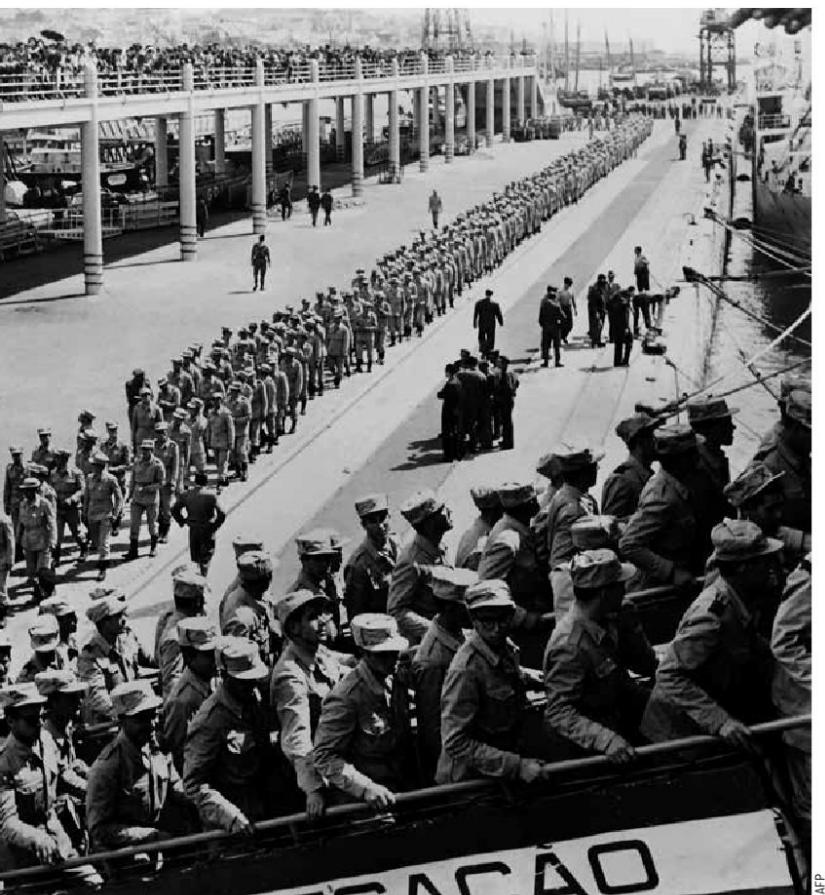
En février 1974, Spínola publie un ouvrage qui fait l'effet d'une bombe dans l'opinion publique : « le Portugal et son avenir ». Il y défend que la solution aux guerres coloniales n'est pas militaire mais politique et appelle à la formation d'une communauté « lusiade » (nom inspiré de l'œuvre du poète Luís de Camões) dans laquelle les territoires d'outre-mer disposeront d'une plus grande autonomie.

Dans le même temps, la conspiration des capitaines continue, malgré la suspension du décret-loi de juillet 1973 et une importante hausse des soldes des officiers intermédiaires. Les revendications corporatives deviennent politiques : faire tomber le régime pour mettre fin aux guerres coloniales et rendre le pouvoir au peuple. Le MFA, formé en mars 1974, se dote d'un programme qui promet notamment la tenue d'élections libres. À la différence de Spínola, qui entend conserver des liens entre le Portugal et ses colonies, le MFA défend l'autodétermination.

Le coup d'État du 25 avril 1974 est organisé par le MFA. Spínola a été tenu au courant, mais il n'est pas

EN MARS 1974, LE MOUVEMENT DES FORCES ARMÉES PRÔNE LA TENUE D'ÉLECTIONS LIBRES ET L'AUTODÉTERMINATION DANS LES COLONIES.

LE 1^{er} MAI, DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES DÉFILENT ET FÊTENT ENFIN LIBREMENT LE JOUR DES TRAVAILLEURS.



BETTMANN ARCHIVE

De 1961 à 1974, 800 000 jeunes sont envoyés en Afrique pour briser les soulèvements (ci-dessus, des rebelles angolais) et préserver l'empire colonial portugais. Au pays et dans l'armée, la contestation va peu à peu enfler.

censé prendre le pouvoir à l'issue du soulèvement. Le MFA lui préfère un autre général: Francisco da Costa Gomes. Cependant, le 25 avril, Spínola réussit un « coup d'État dans le coup d'État » et s'impose en fin de journée comme l'homme fort. Dès le soir, des dissensions l'opposent au MFA, jusqu'à sa démission de la présidence de la République le 30 septembre 1974. Le général au monocle refuse l'autodétermination en Afrique et la libération de tous les prisonniers politiques.

Toutefois, dès le 25 avril et dans les semaines qui suivent, le MFA va pouvoir compter sur un soutien aussi important qu'imprévu: celui d'une partie de la population. Bien que les premiers communiqués du MFA à la radio ordonnent aux habitants de rester chez eux, dès la matinée du 25 avril des centaines d'entre eux acclament les militaires insurgés et investissent le largo do Carmo et sa caserne, où s'est réfugié Caetano.

AUTOGESTION ET CONTRÔLE PAR LES OUVRIERS

Le coup d'État militaire se transforme ensuite en révolution. Après quarante-huit ans de dictature, au cours de laquelle les grèves étaient interdites, toute protestation réprimée et les citoyens surveillés par la Pide et ses informateurs, une partie de la population profite de la crise que connaît l'État après la révolution. Ainsi, à Lisbonne, des habitants de bidonvilles occupent spontanément des logements vides, lassés d'attendre un toit promis par les autorités. Le 1^{er} Mai, d'énormes défilés rassemblent des centaines de milliers de personnes qui commémorent enfin librement le jour des travailleurs et affirment leur soutien à la « Junta de salut national » qui dirige désormais le pays.

Dès le 2 mai 1974, un mouvement de grève, en grande partie spontané, touche de très nombreuses entreprises. Les travailleurs réclament non seulement des hausses de salaire, des congés payés, mais aussi l'épuration des patrons et de tous ceux qui ont collaboré avec la Pide. Dans certaines entreprises, des expériences d'autogestion se développent. Les événements récents du Chili font craindre un sabotage de l'économie portugaise orchestré par le grand patronat, qui avait bénéficié de la dictature. Après le 28 septembre 1974 (tentative d'organisation d'une grande manifestation de »)

IL ÉTAIT UNE FOIS

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS

EN MARS 1975, LE MFA NATIONALISE UNE PARTIE DE L'ÉCONOMIE : BANQUES, ASSURANCES ET CERTAINS SECTEURS INDUSTRIELS.

» la « majorité silencieuse » en soutien à Spínola), puis après le 11 mars 1975 (tentative de coup d'État organisé par Spínola), des travailleurs imposent le contrôle ouvrier dans certaines entreprises, exigeant de connaître les salaires, les achats et les dépenses. À partir du 14 mars 1975, le MFA impose la nationalisation d'une partie de l'économie portugaise (banques, assurances, certains secteurs industriels). Le Portugal semble prendre le chemin du socialisme. D'autant que, dans les régions de latifundia – vastes domaines agricoles aux mains de quelques propriétaires –, les paysans sans terre occupent des exploitations et fondent des coopératives.

REPRISE EN MAIN PAR LES MODÉRÉS

Le 25 novembre 1975, après plusieurs mois d'effervescence politique et sociale et l'indépendance des anciennes colonies (sauf Macao, qui reste portugaise jusqu'en 1999, et le Timor oriental, envahi par l'Indonésie en 1976), les militaires modérés prennent le contrôle de la situation. Les officiers les plus à gauche, comme Otelo Saraiva de Carvalho, l'organisateur du 25 avril 1974, sont, un temps, arrêtés. Toutefois le 25 avril 1976, le Portugal se dote d'une Constitution qui affirme que le pays est « en transition vers le socialisme » et assure le fonctionnement d'une démocratie.

Une démocratie qui, cinquante ans après, le 10 mars 2024, lors d'élections législatives anticipées à la suite de la démission du premier ministre socialiste António Costa, montre des signes inquiétants de fatigue. Le parti d'extrême droite Chega (Assez), créé en 2019 et très critique à l'égard du 25 avril 1974, de la période révolutionnaire et de la décolonisation, a réuni 1,1 million d'électeurs (18 % des suffrages), triplant son score de 2022 et devenant la troisième force politique. Le soir du scrutin, André Ventura, leader de Chega, a présenté les résultats comme un « règlement de comptes » avec le 25 avril 1974. Or le 25 avril 2024, au Parlement, lors des commémorations du 50^e anniversaire de la révolution des œillets, 50 députés de Chega seront présents, soit autant de députés que d'années de démocratie. Un défi pour beaucoup de Portugaises et de Portugais, voire un amer retour en arrière. ●

JEAN-CLAUDE FRANCOLIN/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES



Bien que le MFA ordonne aux habitants de rester chez eux, dès le matin du 25 avril, des centaines d'entre eux descendent dans les rues et fraternisent avec les militaires insurgés.



JEAN-CLAUDE FRANCOLIN/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES



Très vite, les paysans sans terre occupent des exploitations et fondent des coopératives. Ici, des agriculteurs au meeting du Parti communiste portugais en avril 1975, dans la région de l'Alentejo. Le Portugal prend temporairement le chemin du socialisme.



Le général Costa Gomes (à g.) était l'homme du MFA censé prendre les rennes du pouvoir, mais le général Spinola (au c.) lui ravira la place avant de démissionner le 30 septembre au profit de... Costa Gomes, nommé président de transition.



EN SAVOIR PLUS

« C'est le peuple qui commande. La révolution des œillets, 1974-1976 », de Victor Pereira, éditions du Détour, 2023, réédition 2024, 280 pages, 21,90 euros.

Offrant une vision renouvelée de la révolution des œillets

- souvent réduite à un bref coup d'État pacifique renversant la dictature -, entre enclenchement d'un profond bouleversement social et démocratique et fin d'un empire colonial, l'auteur nous guide au cœur du processus révolutionnaire

portugais, en y intégrant des éléments rarement pensés ensemble, tels les mouvements sociaux. Son analyse de la mémoire du 25 avril 1974 vient compléter un éclairage précieux à l'heure de la montée inédite de l'extrême droite dans le pays.





LE REPORTAGE

« QUAND IL FAUT LUTTER, L'HÉRITAGE DES ŒILLETS NOUS RENFORCE »

Comme toute la population du pays, les étudiants portugais subissent depuis plusieurs décennies le détricotage des conquêtes de la révolution des œillets. Foyer de la résistance à l'époque de la dictature, l'université de Lisbonne reflète, cinquante ans plus tard, les tensions qui traversent une société bousculée par la montée de l'extrême droite.

LUIS REYGADA

LISBONNE (PORTUGAL), ENVOYÉ SPÉCIAL



Sortie du métro, avenue Campo Grande. Sacs à dos, baskets, paires de lunettes : en groupes ou marchant seuls les yeux rivés sur leur smartphone, des dizaines d'étudiants se dirigent vers le campus. Le premier bâtiment de cette entrée latérale de l'université de Lisbonne, la faculté des sciences, nous accueille avec un salon de recrutement organisé par le « bureau de l'employabilité ». Il est bordé d'une fresque revendicative, vestige de la campagne des élections législatives du mois dernier. « Assez des injustices », clame un mur qui invite à voter pour la Coalition démocratique unitaire (CDU, formée par les partis communiste et écologique). Ce n'est pourtant pas pour les partis de gauche que les jeunes Portugais, frappés par 20 % de chômage, ont majoritairement voté le 10 mars dernier. 25 % des 18-34 ans ont voté pour l'extrême droite, le parti Chega (assez), qui a renforcé sa position de troisième force politique du pays avec 18 % des suffrages – passant de 12 à 50 députés. Un comble à quelques semaines du cinquantième anniversaire de la révolution des œillets, le coup d'État qui mit fin, le 25 avril 1974, à la dictature fasciste instaurée

en 1933 par Antonio Salazar. Et qui interroge quand on sait que l'héritage du soulèvement des capitaines progressistes est pourtant favorablement évalué par la majorité des Portugais (69 %), et avant tout par les jeunes (73 % des 16-34 ans) (1).

DÉSILLUSIONS FACE AU POUVOIR SOCIALISTE

« Ça peut paraître paradoxal mais finalement ce n'est pas si étonnant que ça », regrette, en haussant les épaules, Catarina, 28 ans. Place minime accordée à l'enseignement de l'histoire dans les programmes, manque de « formation à l'esprit critique », rôle des réseaux sociaux, corruption des dirigeants ou encore désillusions provoquées par la « soi-disant gauche » quand elle était au pouvoir (entendre le Parti socialiste), les explications ne manquent pas pour cette doctorante en sciences de l'éducation. « J'ai toujours milité et les conquêtes sociales issues du 25 avril 1974 sont très claires dans mon esprit. Je suis bien consciente que la plupart de nos grands-parents n'ont pas pu faire d'études, l'analphabétisme et la misère étaient la norme. Le droit à l'éducation, à la santé, les jeunes ne se rendent plus compte de ce que signifierait perdre cela. »

Alors qu'au motif des commémorations officielles la capitale est truffée d'affichages annonçant des

Les récentes élections législatives, où les nationalistes de Chega sont arrivés troisièmes avec 18 % des voix, reflètent un effritement des valeurs de la révolution des œillets.

Un temps fiefs de la contestation face à la dictature, les facs ont depuis fait les frais des réformes néolibérales.

la fin de la gratuité et les coupes budgétaires ont achevé la refonte des universités.



» événements liés à la révolution, que reste-t-il de ce que fut cet énorme bouleversement politique dans l'esprit des jeunes Portugais ? « Quand on demande aux jeunes quelle est la figure historique qui leur vient à l'esprit par rapport à la révolution de 1974, le capitaine Salgueiro Maia est cité ex aequo avec Salazar (15 % des réponses), alors que ce dernier était déjà mort depuis plusieurs années ! » remarque le chercheur Luca Manucci, citant une étude en cours menée par l'Institut des sciences sociales de l'université, où il nous reçoit. « Le dictateur Caetano ne recueille que 3,6 % des réponses ; les leaders communistes et socialistes de l'époque à peine 2,3 % et 9,2 % respectivement. Mais le plus notable c'est peut-être que près d'un quart répond qu'il ne peut citer personne. »

LE 25 NOVEMBRE CONTRE LE 25 AVRIL

Au cœur du campus, le rectorat s'impose dans le plus pur style du modernisme architectural portugais. Le bâtiment date de 1961, une époque durant laquelle les études supérieures étaient réservées à l'élite et où l'université formait nombre de futurs hauts responsables du régime salazariste de l'« État nouveau ». Mais la décennie des années 1960 en fait aussi un foyer de la résistance face à la dictature, qui s'amplifie à partir du grand mouvement étudiant de 1962, porté par des jeunes suffoquant de l'absence de libertés d'association et d'expression. Souvent liés aux communistes ou à des groupes d'extrême gauche (notamment maoïstes), ils contestent l'avenir qui leur est tout tracé : servir sous les drapeaux

pendant plusieurs années, à des milliers de kilomètres, pour risquer leur vie dans des guerres coloniales qu'ils condamnent.

Dans le hall de la faculté des lettres, une exposition photo organisée par l'Union des résistants antifascistes portugais rappelle la brutalité d'une époque en noir et blanc qui semble lointaine. Police politique, milices, censure, opposants torturés et assassinés, partis politiques interdits... « N'oublions jamais : le régime fasciste haïssait la culture ; la répression était généralisée », peut-on lire sur un panneau.

Un demi-siècle plus tard, les imposantes structures rouge vermillon qui trônent au milieu de l'Alameda centrale, l'entrée principale du campus, sont flanquées d'un énorme panneau d'affichage aux couleurs du parti Chega, et les étudiants sont accueillis dans leur alma mater par un imposant portrait de son leader, André Ventura.

« Généralement, les électeurs de Chega sont plutôt ceux qui n'ont pas fait trop d'études, mais même ici ils ont beaucoup de soutiens », assure Maria Inês, en maîtrise de philosophie. Elle se déclare proche du Bloc de gauche (BG), parti qui a obtenu 4,3 % des voix aux dernières législatives, tout juste au-dessus du CDU (3,1 %). « Tout le monde approuve le 25 avril mais la réalité c'est que l'esprit de lutte qui a suivi la révolution fait terriblement défaut, nous sommes devenus trop individualistes », analyse-t-elle.

À l'opposé de l'esplanade centrale, la faculté de droit célèbre ses 110 ans, avec en façade : « Tradition, rigueur, innovation ». Pour Alfonso, en master « régulation de l'intelligence artificielle », c'est surtout le 25 novembre 1975 – jour qui marque la fin du processus révolutionnaire avec la victoire des modérés – qui devrait être la date à retenir. « Les capitaines ont fait tomber la dictature mais c'est l'année suivante que le pays a été sauvé et que la démocratie a pu réellement être instaurée. » Un récit relaté depuis bien

CES ÉLECTIONS SONT « UN AVERTISSEMENT POUR NOUS, LES PROGRESSISTES : NOUS SOMMES PEUT-ÊTRE TROP DÉCONNECTÉS DES BASES ».

SEBASTIAO, ÉTUDIANT EN LETTRES MODERNES

longtemps par la droite, qui efface ainsi son passé salazariste et met en valeur sa participation dans l'ère démocratique, inaugurée en 1976 avec la nouvelle Constitution. En mars, Alonso n'a pas voté pour Chega mais pour Initiative libérale (5 % de suffrages), un parti qui réfute l'axe gauche-droite et qui célèbre le « 25-N » comme le jour où le Portugal « s'est débarrassé d'une dictature de gauche ».

« LA VIE POLITIQUE SE LIMITE À TIKTOK »

Sur une terrasse jouxtant le restaurant universitaire, Sebastiao, étudiant en lettres modernes, se dit effrayé de voir tant de jeunes attirés par le conservatisme et son aile la plus dure. « C'est clairement un avertissement pour nous, les progressistes : nous sommes peut-être trop déconnectés des bases. » Comme d'autres de ses camarades, il souligne l'apathie, en matière d'activisme politique, qui s'abat sur le campus. Ses yeux brillent lorsqu'il rappelle l'ébullition présente en ces lieux juste après la révolution : création de comités, expulsion des professeurs trop proches du régime, remise en question des programmes et de la façon d'enseigner... « Il y avait un vrai esprit soixante-huitard, les gens faisaient la révolution et tentaient de bâtir une nouvelle société, plus juste », ajoute Rita, parée de boucles d'oreilles en formes d'œillette rouge. Étudiante en médecine et militante du CDU, elle reste plus optimiste que Sebastiao, tout en reconnaissant que « pour beaucoup d'étudiants la vie politique se limite à des vidéos sur TikTok ».

Après la révolution, l'université s'est ouverte aux classes populaires et est devenue un lieu de politicisation pour nombre de jeunes. « Dès mon premier jour à la fac on m'a tendu un tract en m'informant

« Nous payons tant d'impôt pour soutenir la corruption ! »
Les nationalistes de Chega ont désormais voix au chapitre sur les campus.

que je pouvais – ou plutôt que je devais – participer à l'élection des représentants pédagogiques », se souvient Filipa (2). « C'était les années 1990, les étudiants participaient encore très activement à la vie de l'université, nous avions un poids dans la structure de l'administration. Tout ça a disparu », déplore cette journaliste, très au fait de l'activité au sein des organes décisionnaires de l'université.

Les réformes néolibérales sont passées par là. Frais d'inscription tout d'abord – à l'encontre du principe de gratuité –, puis la loi de révision du régime juridique des institutions de l'enseignement supérieur. Cette réforme, lancée à partir de 2007, instaure un nouveau mode de gouvernement dans un contexte d'« autonomisation » des universités, accompagné de coupes budgétaires drastiques. Les universités tendent à devenir des entreprises publiques « avec la participation au sein des instances de personnes cooptées issues de la « société civile » : des économistes liés au secteur bancaire, des membres de fondations de grandes entreprises... » ajoute Filipa.

UN CONTEXTE POST-ÉLECTIONS MOBILISATEUR

Deux arrêts de métro plus au sud : l'Université nouvelle de Lisbonne. « Les étudiants – comme tous les Portugais – ont subi une série de régressions avec des attaques continues contre l'esprit progressiste de la révolution des œillets », confirme Guilherme Vaz, président de l'Association des étudiants de la faculté des sciences sociales et humaines (AEFSCH). « La perte de repères idéologiques, avec des gouvernements "centristes" qui n'ont rien fait pour résoudre les problèmes des gens, fait qu'on se retrouve avec beaucoup de jeunes votant à droite en pensant défendre les valeurs d'avril. » Il considère toutefois que le contexte auquel doit faire face la gauche peut être un élément mobilisateur, « et c'est là, au cœur des luttes progressistes, que la révolution de 1974 recouvre toute sa force pour nous donner de l'impulsion ». Et de rappeler la manifestation organisée le 21 mars dernier, à Lisbonne, par des étudiants venus de tout le pays. « Notre slogan était : "Nous voulons plus d'avril dans l'enseignement supérieur". Quand vient le moment de lutter, l'héritage des œillets nous renforce : nous sommes bien conscients que la révolution ne s'est pas limitée à une journée, c'était un processus. » Une lutte toujours en cours et qui promet de nouvelles batailles, cinquante ans plus tard, en ces temps de retour en force de l'extrême droite. ●

(1)Enquête « Cinquante ans de démocratie au Portugal, changements et continuités générationnelles », menée par le Centre d'administration et de politique publique de l'institut supérieur des sciences sociales et politiques de l'université de Lisbonne (2024).

(2)Le prénom a été modifié.



ENTRETIEN

« La mauvaise image de la dictature s'estompe avec le temps »

Alors que les jeunes sont, dans l'ensemble, ceux qui valorisent le plus l'héritage de la révolution des œillets, 25 % des 18-34 ans ont voté pour le parti de droite radicale populiste Chega lors des élections législatives de mars dernier. Un « paradoxe » que le chercheur en sciences politiques Luca Manucci nous aide à appréhender.



LUCA MANUCCI
Chercheur à
l'Institut des
sciences sociales
de l'université
de Lisbonne

De récentes études indiquent que ce sont les jeunes qui valorisent le plus la révolution des œillets, alors qu'ils ne l'ont pas connue...

En effet, c'est de plus en plus consensuel au sein de la population portugaise : la révolution est évaluée de façon positive, et surtout chez les jeunes. Il y a toujours un risque de romantisation, d'héroïsation, voire de mythisation de la révolution, mais ce même phénomène existe vis-à-vis de l'Estado Novo de la dictature salazariste, avec cette idée qu'elle était, après tout, quelque chose de positif pour le pays, en évoquant notamment l'idée d'une certaine puissance de l'empire.

Et une forte proportion de jeunes a voté pour le parti de droite radicale populiste Chega lors des dernières élections législatives. N'est-ce pas contradictoire avec cette image positive d'une révolution qui a mis fin à une dictature fasciste ?

Effectivement, cela peut paraître contre-intuitif étant donné qu'il s'agit de deux pôles idéologiquement opposés. Après son renversement, la dictature a été fortement stigmatisée pendant de nombreuses années. On a

pu observer le même mécanisme en Allemagne vis-à-vis du nazisme. Pourtant, malgré la force de la mémoire de l'Holocauste, un parti comme l'AfD fait aujourd'hui des scores de 20 %. Il est normal qu'au Portugal aussi la mauvaise image de la dictature s'estompe avec le temps, surtout si le travail de mémoire n'est pas à la hauteur auprès des nouvelles générations. Le même phénomène a été observé en Italie, en Espagne, en France. On dit souvent que la mémoire collective sert de « vaccin » contre la droite radicale. Aujourd'hui les scores de Chega viennent contredire tous ceux qui croyaient à une exception portugaise, le vaccin ne fait plus effet : on ne peut plus considérer la mémoire historique comme une barrière servant à freiner les prétentions électoralistes de la droite radicale.

Le « poids » historique de la révolution des œillets ne pèse plus assez lourd ?

Dans l'esprit de beaucoup de gens, le plus grand apport de la révolution du 25 avril 1974, c'est la démocratie. Chega ne remet pas en question le système démocratique, ce n'est pas un parti fasciste mais radical, tout en jouant parfois la carte de l'ambiguïté, en flirtant avec la « nostalgie autoritaire » de nombreux Portugais et en multipliant les clins d'œil pour signaler qu'ils sont en phase avec certains traits de ce passé (par exemple, le slogan du parti – « Dieu, patrie, famille et travail » – s'inspire

directement de la dictature de Salazar). Mais ce qui fait moins de doute, c'est que les partisans de Chega sont les plus « nostalgiques » du régime de Salazar et des idées qui y sont associées (autoritarisme, valeurs traditionnelles, identité nationale, grandeur passée...). Nous notons la « persistance de mythes révisionnistes » à propos de la dictature, dotés d'un fort potentiel d'attractivité auprès de certains électeurs (1). L'histoire a été remplacée par des mythes, et pour les jeunes l'attraction vers les deux pôles – révolution et salazarisme – est très forte, alors qu'elle est paradoxale.



RITA FRANCA / NURPHOTO / NURPHOTO VIA AFP

« POUR BEAUCOUP, L'APPORT DU 25 AVRIL 1974, C'EST LA DÉMOCRATIE. OR CHEGA NE REMET PAS EN QUESTION LE SYSTÈME DÉMOCRATIQUE. »

Certains analystes expliquent aussi le succès de Chega auprès des jeunes par sa forte présence et l'efficacité de sa communication sur les réseaux sociaux...

Je ne connais pas d'étude scientifique qui le confirme. Je pense que la question de la perte de la mémoire historique a plus de poids, ainsi que le déclin de la stigmatisation des idées de la droite radicale, ou encore d'autres facteurs comme l'incomparable espace offert à Chega dans les médias traditionnels. Le fait de focaliser sur les réseaux sociaux dédouane certains acteurs de leur responsabilité dans la montée de ce parti.

D'autant plus que son leader, André Ventura, était déjà une personnalité médiatique avant de se lancer en politique (il était commentateur de football - NDLR)...

En effet, il jouissait déjà d'une visibilité, mais c'est peut-être le fait qu'il vienne de la droite traditionnelle qui lui donne plus de force. Ayant été membre du Parti social-démocrate

(centre droit), il a pu se présenter comme quelqu'un de modéré, tout en ayant basculé vers la droite radicale.

Au point de revendiquer aussi l'héritage du 25 avril ?

À droite, c'est plutôt la date du 25 novembre 1975 qui est mise en avant, comme le jour qui aurait sauvé le pays du « danger rouge » et qui a instauré définitivement la démocratie. Nous nous retrouvons avec deux dates faisant référence à la révolution, mais qui signifient des choses différentes pour l'identité nationale, pour la mémoire collective. Au final, la mémoire s'estompe et ne restent que des pôles idéologiquement opposés ayant chacun un récit historicisé. Nul doute que ces deux dates détermineront les batailles mémorielles des prochaines années. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR L. R.

(1) Lire l'étude « Comment l'héritage autoritaire et la nostalgie consolident le soutien au parti Chega au Portugal », de Luca Manucci et Steven M. Van Hauwaert, 8 mars 2024, London School of Economics – Projet « Retour vers le futur ? Le populisme et l'héritage des régimes autoritaires ».



Militants du parti Chega, en marge d'une manifestation antifasciste de soutien aux migrants, à Porto, le 6 avril.

La guerre d'influence de Chega sur les réseaux sociaux

« Les jeunes sont au cœur de notre action politique ; la jeunesse ne doit pas être le monopole de la gauche », lançait Rita Matias à ses sympathisants à la veille des élections législatives anticipées du 10 mars. Jeune lieutenant du leader André Ventura (elle est âgée de 25 ans) aujourd'hui devenue l'une des figures de Chega, la « députée-influenceuse » serait selon certains observateurs celle qui aurait permis de rajeunir l'électorat du parti d'extrême droite. Rita Matias a ainsi pu consolider une ascension fulgurante confirmée dans les urnes. Son parti a quasiment triplé son score en seulement deux ans, obtenant 50 sièges lors des législatives, soutenu notamment par 25 % des électeurs âgés de 18 à 34 ans. La méthode est simple : séduire les jeunes là où ils se trouvent, à savoir sur les réseaux sociaux. Et c'est peu dire que l'activité de Chega y est intense, relayée sur les plateformes X (ex-Twitter), Facebook, TikTok et Instagram par des influenceurs dont la tâche consiste à donner une apparence de « coolitude » aux idées conservatrices. Visant une population pour laquelle l'histoire de la dictature salazariste est parfois bien lointaine, ces campagnes tendent souvent à la désinformation. Ce serait le cas de près 60 % des publications de Ventura selon l'organisme portugais de fact-checking Poligrafo. Le 14 avril, Meta - auquel appartient Facebook - a restreint pour une durée de dix ans le compte du parti Chega pour « manquements aux normes communautaires », l'empêchant ainsi de partager vidéos et photos avec ses 200 000 abonnés.

LA RENCONTRE

« IL FAUT EN FINIR AVEC LA VISION D'UNE JEUNESSE DANGEREUSE »

Avec le succès de son livre « Sois jeune et tais-toi », la journaliste de Blast, âgée de 28 ans, s'est retrouvée en première ligne pour défendre sa génération face aux stigmatisations. Une percée médiatique qui a pour corollaire un cyberharcèlement que **Salomé Saqué** dénonce publiquement.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EMILIO MESLET
emilio.meslet@humanite.fr

Rares sont les voix de gauche radicale, hors responsables politiques, à avoir leur rond de serviette dans les médias traditionnels. Salomé Saqué, 28 ans, fait partie de ce cercle très fermé, notamment depuis son best-seller, sorti en mars 2023, « Sois jeune et tais-toi : réponse à ceux qui critiquent la jeunesse » (Payot), lequel vient de ressortir en format poche. Elle y dénonce, via des témoignages, la stigmatisation d'une jeunesse pourtant menacée par la précarité et le réchauffement climatique. La journaliste, chargée de la rubrique économique du média en ligne Blast, est alors devenue, à son corps défendant, l'une des porte-parole médiatiques d'une partie de sa génération, celle qui est en colère devant les inégalités, le patriarcat et l'inaction climatique. Si bien que Salomé Saqué voit régulièrement associer à son métier l'adjectif « militante » – qu'elle refuse –, jusqu'à subir un cyberharcèlement constant.

Vous attendiez-vous à un tel écho médiatique pour un livre sur la jeunesse ?

Personne ne s'attend à ça ! Le livre est sorti en pleine réforme des retraites et, à l'époque, j'ai eu la chance

d'être beaucoup invitée sur les plateaux pour parler de la mobilisation de la jeunesse. Je crois que cela a créé un contexte favorable pour faire connaître mon travail. Plus que l'écho médiatique, c'est vraiment la réception du public qui m'a surprise. À la sortie, j'étais terrifiée à l'idée que les séances de dédicaces soient vides, mais chacune était pleine. Les lecteurs me confient s'être reconnus dans mes discours et les histoires que je raconte. Régulièrement, des jeunes viennent faire dédicacer le bouquin pour ensuite l'offrir à un parent ou un grand-parent, pour faciliter le dialogue intergénérationnel, en faisant intervenir une

« Avec le service national universel, Gabriel Attal conduit une politique de la jeunesse pour plaire aux vieux. »



tierce personne. Je n'ai rien inventé de neuf en retranscrivant la réalité économique, écologique, politique qu'ils vivent. Tout est basé sur de nombreux travaux économiques et sociologiques, notamment ceux de Camille Peugny, qui sont trop peu visibles à mon goût. Ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on comprend les jeunes, et j'avais peur d'être à côté de la plaque. Mais quand je vois la réception de « Sois jeune et tais-toi », je me dis que j'ai malheureusement mis le doigt sur un malaise réel.

Estimez-vous avoir réussi à inscrire le sujet de la jeunesse à l'agenda politique ?

Les retombées politiques sont quasi inexistantes. Il n'y a qu'à voir le discours de politique générale de Gabriel Attal pour se rendre compte que ce gouvernement n'a pas compris à quel point il est problématique de stigmatiser les jeunes. Sinon, le premier ministre ne se permettrait pas des phrases malvenues à consonance autoritaire de type : « Tu casses, tu répares ; tu salis, tu nettoies ; tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter. » C'est cette vision, selon laquelle la jeunesse serait dangereuse et aurait besoin d'ordre, que je dénonce. Même si je salue le mot de Gabriel Attal, dans son allocution, pour la santé mentale des jeunes. C'est déjà ça...

En parallèle de cette stigmatisation de la jeunesse, les partis politiques mettent en avant des personnalités relativement jeunes, comme Gabriel Attal ou Jordan Bardella : comment expliquez-vous ce paradoxe ?

La représentativité est importante, mais la jeunesse n'est pas un gage de compétence. Je n'ai jamais dit qu'il était souhaitable de laisser les jeunes gouverner, mais qu'il fallait prendre en compte leurs intérêts. Prenons le cas de Gabriel Attal, qui a commencé sa carrière de ministre comme secrétaire d'État à la Jeunesse. Depuis le début, il mène une politique très éloignée des attentes de cette génération, par exemple avec le service national universel (SNU). Mettre autant d'argent dans ce dispositif quand il y a autant de failles dans l'instruction professionnelle, l'enseignement supérieur ou dans la lutte contre la précarité n'a aucun sens, sauf à vouloir plaire à un électoral plus âgé. Il conduit une politique de la jeunesse pour les vieux.

Avec votre livre, vous êtes devenue, peut-être malgré vous, une porte-parole générationnelle au même titre que l'activiste Camille Étienne ou le streamer Jean Massiet. Est-ce dur à porter ?

Je ne me considère absolument pas comme une porte-parole de la jeunesse. C'est d'ailleurs un problème de nous qualifier ainsi. Je ne représente ni la »»

LA RENCONTRE

SALOMÉ SAQUÉ

» Jeunesse d'extrême droite ni la jeunesse des banlieues, pour prendre des exemples opposés. Je suis une journaliste, dont le rôle est d'essayer de documenter, avec le plus de précision possible, la diversité de la jeunesse et de ses difficultés. En revanche, on a parfois voulu me faire incarner toute une génération, alors que ça n'a aucun sens, puisque la jeunesse est par définition plurielle.

Cela donne-t-il tout de même une responsabilité supplémentaire ?

J'ai essayé de faire du mieux que j'ai pu pour défendre ces enjeux. Ce n'est pas le poids le plus compliqué à porter. Le plus dur, c'est le cyberharcèlement. Être personnellement exposée est très difficile, car on est dépossédée de son image publique. Depuis la parution du livre, c'est allé très loin, avec par exemple le détournement pornographique d'images de moi que j'ai fini par publier sur mes réseaux sociaux pour les dénoncer.

Comment se protège-t-on ?

Je limite mes interventions dans les médias, et la gestion des réseaux sociaux a beaucoup changé. Je m'appuie sur des proches pour prendre le relais quand je dois faire face à une trop grosse vague de haine. J'ai aussi fait un travail sur moi pour savoir prendre de la distance. Mais ce n'est pas normal d'être ciblée. Quand je parle publiquement du harcèlement, c'est toujours au moment où cela me touche le moins. Car il faut savoir que dénoncer ce phénomène a pour conséquence directe de déclencher plus de cyberharcèlement. On ne publie pas des photos trafiquées de soi, où on apparaît nue, sans être un minimum solide. Le problème, c'est aussi qu'on s'accoutume à cette violence. Mon degré de tolérance aux insultes, menaces ou dénigrement augmente, et ce n'est pas normal.

Vous êtes aussi régulièrement taxée d'être une « journaliste militante ». Que répondez-vous ?

Je ne traite pas les mêmes sujets que la majorité des médias, alors on me colle cette étiquette. Je ne crois pas être plus engagée que les autres journalistes. Je ne suis pas militante, même si j'ai un énorme respect pour ceux qui militent. Sans eux, je n'aurais pas le droit de vote ou le droit d'avorter, par exemple. Sans eux, il n'y aurait pas de Sécurité sociale. Être militant n'est pas une insulte, mais ça ne correspond pas à ce que je fais. Mon travail est de documenter ce que je considère être des sujets d'intérêt général. Or on utilise souvent le qualificatif de « militant » pour sous-entendre que je serai un peu moins journaliste que les autres, quand bien même je respecte la

« *On me colle le qualificatif de "militant" pour sous-entendre que je serai un peu moins journaliste que les autres.* »

déontologie, que je croise mes sources et recoupe mes informations. En revanche, j'assume être guidée par un socle minimal de valeurs. Dire, faits à l'appui, que l'État est coupable d'inaction climatique, pourquoi ce serait militant ?

Vous avez grandi, jusqu'à vos 18 ans, dans une zone rurale, en Ardèche : qu'en gardez-vous ?

J'en garde l'amour de la nature, et une certaine conscience écologique. La principale activité, l'été, consistait à aller à la rivière, sauter depuis les rochers, marcher dans la forêt, escalader. J'ai donc conservé un rapport physique et émotionnel à la nature, qui fait que j'ai besoin de partir régulièrement de Paris pour ne pas étouffer. Cette histoire m'a aussi apporté pendant mon travail sur le mouvement des gilets jaunes. L'Ardèche est l'un des départements les plus isolés de France, sans gare ni autoroute. Je sais ce que veut dire vivre dans un endroit sans transports en commun et où la voiture est indispensable au quotidien. C'était une grande différence avec de nombreux confrères qui ne comprenaient pas à l'époque que la hausse du prix des carburants pouvait être aussi mal vécue par ceux qui n'ont pas d'alternative.

Vous vouliez initialement commencer votre livre en demandant aux jeunes ce qui les faisait rêver.

Et vous, qu'est-ce qui vous fait rêver ?

En ce moment, le #MeToo cinéma me donne beaucoup d'espoir pour construire une société plus égalitaire. On a peu d'avancées concrètes, alors réjouissons-nous ! Rien que d'en parler, ça me donne des frissons car ça bouge : on ne remet pas en cause la parole de Judith Godrèche comme ça avait été le cas pour Adèle Haenel, qui était vue comme la casseuse d'ambiance.

À bientôt 29 ans, d'ici peu, vous ne serez plus comptabilisée dans la catégorie « jeune » de l'Insee.

Ça vous fait peur de vieillir ?

Non, car je ne me suis jamais vue en porte-parole de la jeunesse. Je vois que beaucoup de personnes âgées sont à l'écoute et sont des aides pour la jeunesse. J'espère que j'en serai ! Mais peut-être que moi aussi, un jour, je prononcerai cette terrible phrase : « Moi, tu sais, de mon temps, les jeunes... » On n'est jamais à l'abri de devenir un « vieux con ». ●

SALOMÉ SAQUÉ

Sois jeune et tais-toi



SOIS JEUNE
ET TAIS-TOI,
de Salomé Saqué,
Petite Bibliothèque
Payot, 336 pages,
9 euros

ABONNEZ-VOUS À L'HUMANITÉ !



Dès **26,90€**
par mois
sans engagement

100 % HUMANITÉ : Le quotidien et le magazine papier chez vous + l'accès illimité au site et aux éditions numériques
47,90€* par mois ou 569€ pour un an

100 % QUOTIDIEN : Le quotidien papier chez vous + l'accès illimité au site + l'accès illimité au site et aux éditions numériques
38,90€* par mois ou 465€ pour un an

100 % WEEK-END : Le quotidien du vendredi et le magazine papier chez vous + l'accès illimité au site
26,90€* par mois ou 310€ pour un an

*Abonnement résiliable à tout moment

NOM* _____

PRÉNOM* _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____
VILLE _____

TÉLÉPHONE* _____

E-MAIL* _____

Je souhaite recevoir les newsletters et les offres de l'Humanité

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA - JOURNAL L'HUMANITÉ IMMEUBLE CALLIOPE, 5, RUE PLEYEL 93528 SAINT-DENIS CEDEX ICS : FR15ZZZ421690

RÉF. UNIQUE DU MANDAT (NE PAS REMPLIR)

PAIEMENT * RÉCURRENT** _____ € PONCTUEL _____ €

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire*

BIC - Code international d'identification de votre banque*

FAIT À * _____ LE * _____

SIGNATURE* _____

À RENVOYER REMPLI ET ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE À L'ORDRE DE L'HUMANITÉ OU DU MANDAT DE PRÉLÈVEMENT À :
L'HUMANITÉ - SERVICE DIFFUSION - 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE - 37550 SAINT-AVERTIN



* Informations obligatoires ** Cocher « Récurrent » dans le cas d'un prélèvement régulier et indiquer la somme prélevée.

Les informations que vous nous communiquez sont nécessaires au traitement de votre abonnement. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant en adressant un courrier à l'Humanité, Service des abonnements, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel, 93258 Saint-Denis Cedex. Elles ne pourront pas être cédées à des organismes extérieurs.

En signant ce formulaire vous autorisez l'Humanité à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions de l'Humanité. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



« L'Humanité », 120 ans et toujours le poing levé !

Point culminant de la semaine célébrant l'anniversaire du journal fondé par Jean Jaurès, un banquet conçu par le chef étoilé Thierry Marx était servi le 20 avril à l'hôtel de ville de Paris.

Il fallait, sans doute, remonter aux grandes heures de l'histoire de France, à la Commune, à la Libération de Paris, pour trouver autant de ferveur populaire sous les ors des salons d'honneur de l'hôtel de ville de la capitale. Samedi 20 avril, les grandes tables dressées pour l'occasion se sont remplies de quelque 700 convives, lecteurs et amis de « l'Humanité », personnalités et anonymes venus fêter côté à côté les 120 ans du journal fondé le 18 avril 1904 par le député socialiste Jean Jaurès. Une fois les ventres réchauffés par le banquet préparé par le chef étoilé Thierry Marx, qui rappelait son histoire

intime avec le journal, les cœurs et les voix se sont ensuite ravivés. D'abord pour ovationner la représentante de la Palestine en France, Hala Abou Hassira, puis pour chanter « l'Internationale » et le « À la », chanson traditionnelle des ouvriers typographes de la presse qui salue « le frère qui nous régale aujourd'hui »... Une belle célébration de ce journal, « unique car il fait de chaque lecteur et lectrice des acteurs et actrices de son histoire », rappelait son directeur, Fabien Gay. Une histoire qui continue de s'écrire avec eux. ●

PARIS
20-4-2024



NICOLAS MORAUD



NICOLAS MORAUD



NICOLAS MORAUD

L'ANALYSE

POURQUOI FREXIT ET FÉDÉRALISME ONT-ILS DÉSERTÉ LES DÉBATS ?

Alors que la campagne pour les élections européennes bat son plein, les thèmes de la sortie de l'Union et de l'Europe fédérale sont désormais absents des discussions. Une disparition qui traduit les aspirations à refonder l'UE sur de nouvelles bases.

ANTHONY CORTES
anthony.cortes@humanite.fr

« J'y crois encore », entonnait Lara Fabian en 2001. Florian Philippot ou François Asselineau seraient tentés reprendre en chœur « nous aussi, encore, toujours », pour ce qui est de défendre le « Frexit », soit la sortie de la France de l'Union européenne, en 2024. Très marginaux dans le paysage politique, le fondateur des Patriotes et le leader de l'UPR sont pratiquement les derniers à proposer ce chemin. Notamment depuis que la France insoumise a abandonné, en 2019, l'un de ses slogans de 2017 : « L'Europe, on la change (plan A), ou on la quitte (plan B) », qui visait à renégocier les traités européens et à agiter la menace d'un Frexit pour y parvenir. Cette idée d'un divorce entre la France et l'UE semble enfin avoir définitivement pris du plomb dans l'aile depuis que, de l'autre côté du spectre politique, le Rassemblement national l'a lui aussi mise au placard. Mais si le RN défend désormais une « alliance européenne des nations », c'est en partie parce que ses alliés engrangent des victoires à l'étranger. Les troupes de Marine Le Pen rêvent de bâtir des majorités d'extrême droite à Bruxelles. « On ne quitte pas la table de négociations quand on est en train de gagner la partie », balaie Jordan Bardella pour résumer sa stratégie : « Nous ne sommes pas pour le Frexit, ni public ni caché. » Serait-ce aussi parce que les Français seraient, de toute façon, hermétiques à cette idée ?

« Le positionnement de l'opinion publique française est complexe, observe Pierre Bréchon, professeur émérite à Sciences-Po Grenoble. Les différentes études montrent que la population française est très critique vis-à-vis de l'UE, parfois à la limite de l'euroscepticisme, tout en demandant plus d'Europe. » Une affirmation qui se vérifie dans le tout récent eurobaromètre du Parlement européen publié ce mois-ci. Selon cette étude, menée dans les 27 pays de l'UE, 65 % des Français pensent que « les choses vont dans la mauvaise direction dans l'UE » (contre 49 % des Européens). Mais ils sont encore plus nombreux (76 %) à penser qu'elles vont dans la mauvaise direction dans leur propre pays. Surtout, ils sont une grande majorité à considérer, malgré leur pessimisme, que la constitution d'une Europe sociale demeure un objectif important, validant ainsi la possibilité de se réunir autour d'une stratégie communautaire. « Le réalisme prévaut dans l'opinion et les partis politiques ne peuvent que s'aligner. L'idée de Frexit est assimilée à la création de difficultés, comme celles qui touchent le Royaume-Uni depuis le Brexit (pénurie de main-d'œuvre, difficultés d'approvisionnement dans l'alimentaire...) », poursuit le professeur en sciences politiques.

« LA POPULATION FRANÇAISE EST TRÈS CRITIQUE VIS-À-VIS DE L'UE, TOUT EN DEMANDANT PLUS D'EUROPE. »

PIERRE BRÉCHON, PROFESSEUR ÉMÉRITE À SCIENCES-PO GRENOBLE



Si le Frexit est loin des débats, comment se porte pour sa part son opposé, l'idée de fédéralisme ? De la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), en 1951, à nos jours, la construction européenne n'a pas totalement tranché entre supranationalité et respect de la souveraineté des États. Reste que l'objectif initial des pères fondateurs était de tendre vers un système fédéral, comme l'avait par exemple affirmé Winston Churchill en 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : « Il y a un remède à la guerre. Il consiste à reconstituer la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie possible de la famille européenne, puis de dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Nous devons ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe. »

LE COVID ET L'UKRAINE SONT PASSÉS PAR LÀ

Cet idéal a longtemps été celui d'une partie de la gauche française, en particulier des écologistes et du Parti socialiste. En 2001, Michel Rocard associe par exemple sa signature à celle de 51 eurodéputés (dont 14 Français) pour un « nouveau fédéralisme » afin de relancer la « dynamique d'intégration » communautaire. Aujourd'hui, vingt-trois ans plus tard, en pleine campagne des élections européennes, ses héritiers sont bien plus réservés sur la question. Candidat sur la liste de Raphaël Glucksmann du PS et de Place publique, Éric Andrieu assume son intention d'atteindre cet idéal « par étapes » tout en refusant de l'appeler « fédéralisme » : « Notre positionnement, ce n'est plus de décréter l'Europe fédérale, mais de créer les conditions de plus d'Europe en investissant le temps long : se doter d'un vrai budget européen, aller chercher des ressources propres, renforcer le Parlement avec plus de pouvoir... » Bref, du fédéralisme, mais sans le nommer. Une pudeur que

refuse toutefois Marie Toussaint, tête de liste écologiste, qui prône pour sa part un « saut vers le fédéralisme budgétaire », sans parvenir à imposer la question dans le débat.

« Chaque peuple a un imaginaire, analyse Stéphane Rozès, politologue, enseignant à Sciences-Po Paris, et auteur de « Chaos. Essai sur les imaginaires des peuples » (2022, éditions du Cerf). Les Français ne veulent pas s'isoler du monde, ils s'y projettent. Mais s'ils croient en une Europe des nations et des peuples, ils sont sceptiques à l'idée d'une fusion des peuples en un seul peuple européen. Parce que ce serait contraire à l'article 3 de notre Constitution (la souveraineté nationale appartient au peuple) et au génie européen qui repose sur la diversité des cultures politiques, sociales ou géopolitiques. »

Plus de souveraineté sur certains points, plus d'Europe sur d'autres. Un ADN renforcé par deux actualités. Le Covid, qui a réactivé les attentes en termes d'autonomie nationale, notamment sur le plan sanitaire et industriel. Et la guerre en Ukraine, qui a « rééquilibré le choix univoque d'un « tout national » en matière de souveraineté et de sécurité », selon Frédéric Dabi, directeur de l'Ifop. Ainsi, selon une étude menée par l'Institut, 77 % des Français « attendent que leur pays propose une réponse européenne globale aux grands enjeux géopolitiques et socio-économiques ». Un juste dosage que l'on ne retrouve ni dans le Frexit, ni dans le fédéralisme. Mais que le PCF, par exemple, a toujours porté vis-à-vis de la construction européenne, défendant une « Europe des peuples libres, souverains et associés, répondant aux urgences sociales, démocratiques, climatiques et de paix ». Un échelon essentiel pour répondre à de nombreux défis, en somme, tout en conservant et respectant un cadre démocratique propre à chaque pays. ●

Pour les Français, les questions de la souveraineté et de la supranationalité seraient une affaire de subtil dosage.

CHA RIVARI

Kretinsky brade «Marianne»

Le sort de l'hebdomadaire semble plié, selon l'expression, désabusée, de l'un de ses journalistes. Denis Olivennes, président du conseil de surveillance de la filière de Czech Media Invest (CMI), et Valérie Salomon, responsable du pôle presse du groupe, ont rencontré les salariés lundi 22 avril. La vente se dessine à grands pas. Denis Olivennes aurait confirmé que « Daniel Kretinsky veut se retirer » et assure chercher « une solution pour préserver l'indépendance du titre », selon le journaliste contacté par nos soins. Après avoir racheté le journal en 2018, le milliardaire tchèque supporterait de moins en moins la ligne éditoriale souverainiste et antilibérale, portée par la directrice de la rédaction, Natacha Polony, dont les idées seraient trop éloignées de celles de son puissant actionnaire, proche revendiqué d'Emmanuel Macron. Ironie du sort : la nouvelle formule, initiée par Polony en mars dernier, trouve largement son public en kiosques. Le président de CMI a précisé que cette vente serait rapide. Plusieurs candidats potentiels se seraient déjà déclarés, parmi lesquels les inévitables milliardaires d'extrême droite Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérin... ●

CAROLINE CONSTANT

LE BILLET

AU VITRIOL

Carlos Tavares, le cost killer à 100 000 euros par jour

La rémunération indécente du PDG de Stellantis, qui pourrait atteindre 36,5 millions d'euros cette année, a relancé le débat sur les revenus des grands patrons. L'intéressé toise les parlementaires.



La crise ? Pas pour Carlos Tavares ! En 2024, la rémunération du PDG de Stellantis pourrait atteindre 36,5 millions d'euros. Une hausse de 56 % par rapport à l'année écoulée si l'intéressé atteint ses objectifs. Des chiffres qui ont de quoi écoûter, alors que plus d'un demi-million de personnes sont tombées dans la pauvreté depuis 2017 et l'élection d'Emmanuel Macron. Pour sa défense, Carlos Tavares martèle : « 90 % de mon salaire est lié aux résultats de l'entreprise ». Ce qui est vrai, la part fixe de ses émoluments ne représente que 7 %. Mais à quel prix ? Depuis 2021 et la fusion de plusieurs constructeurs automobiles – Peugeot, Opel, Fiat, Chrysler, notamment – 26 500 postes ont été rayés d'un trait de plume. La politique du cost killer ne s'arrête pas là. Sous couvert de transition énergétique, 3 000 emplois devraient être détruits en Italie, pour 2024, quand 400 suppressions sont prévues aux États-Unis. Pour les actionnaires, les résultats financiers sont au rendez-vous : « Ils ont touché 18,3 millions d'euros par jour pour l'exercice 2023 », rappelle Jean-Pierre Mercier, délégué SUD. Mardi 16 avril, dans un élan de confiance, Carlos Tavares s'est même permis de toiser les parlementaires : « Si vous estimez que ce n'est pas acceptable, modifiez la loi et je la respecterai. » Message reçu, à commencer par Fabien Roussel, secrétaire national du PCF : « Quand un patron du CAC 40 gagne 100 000 euros par jour, soit 71 Smic, tout le monde devrait crier au scandale, du Medef au gouvernement, le coût du capital devient exorbitant et indécent. » En 2016, le communiste Gaby Charroux avait déposé un texte à l'Assemblée visant à ce que la plus haute rémunération, dans une entreprise, ne puisse pas être 20 fois supérieure à la plus basse. Une proposition rejetée par la majorité de François Hollande, désormais reprise par le groupe socialiste, qui a déposé une proposition de loi pour limiter les revenus à 20 fois le Smic. « La démesure dans la concentration des richesses génère des modes de vie incompatibles avec les limites de la planète », souligne le député PS Boris Vallaud. ●

NAIM SAKHI

Tous les moyens sont bons pour censurer la cause palestinienne

Il existe un chemin pour condamner l'assassinat de 1160 personnes par le Hamas le 7 octobre en Israël et pour dénoncer les bombardements décidés par le gouvernement

Netanyahu qui ont depuis fait 34 000 morts à Gaza. Ce chemin est clair, large et droit. Il ne tient pas de la ligne de crête. Et s'il semble parfois étroit, c'est uniquement à cause d'un enfumage massif auquel se livrent plusieurs responsables politiques, éditorialistes et parfois jusqu'au gouvernement.

À tel point qu'il devient difficile de débattre. Voire impossible de se réunir pour le faire. Trois conférences dans des universités dédiées à la situation en Palestine et organisées par la France insoumise ont ainsi été annulées ces derniers jours, à Bordeaux, Rennes, puis Lille. La FI a voulu tenir le débat dans un autre local, mais la préfecture de Lille le lui a interdit. La gauche, unanime, a dénoncé cette censure. Jean-Luc Mélenchon a ensuite comparé l'attitude du président de l'université de Lille à celle du nazi Adolf Eichmann.

Une sortie qui a choqué, y compris à gauche. Il n'empêche, les interdictions de débattre à l'université faites à la FI au nom de possibles « troubles à l'ordre public » sont insupportables. La volonté de la préfecture de police de Paris d'empêcher la manifestation du 21 avril au motif qu'elle appelait à la « protection des enfants à Gaza » constitue même une attaque grave contre notre République. La préfecture a estimé que l'initiative était de « nature (...) à porter en son sein des slogans antisémites ». Un procès ignoble

fait en permanence à ceux qui appellent à un cessez-le-feu ou tentent de prendre de la hauteur sur le sujet, à l'image de Dominique de Villepin, qui a lui aussi été taxé d'antisémitisme. Sera-t-il demain accusé d'apologie du terrorisme ? En octobre 2023, le gouvernement avait voulu interdire « par principe » toute manifestation de soutien à la Palestine. Au milieu de cette déchéance de rationalité, la réponse est pourtant simple : respect du droit international, appel à un cessez-le-feu, recherche de la paix et respect de la moindre vie humaine, qu'elle soit israélienne ou palestinienne. ●

AURÉLIEN SOUCHEYRE

DURCISSEMENT DU CONTRÔLE DES CHÔMEURS



Femmes de ménage, jardiniers... des services de confort très prisés des plus fortunés et largement subventionnés.



LUOMAN / ISTOCK

Aides à domicile, de l'argent public pour assister la France d'en haut

Dans un rapport à charge, la Cour des comptes préconise un grand ménage dans les aides publiques aux services à la personne. Une dépense de près de 9 milliards d'euros qui profite surtout aux plus aisés, sans créer les emplois escomptés.

Les services à la personne coûtent un pognon de dingue ! À la manière d'Emmanuel Macron, c'est l'exclamation que les magistrats de la Cour des comptes auraient pu pousser lors de la présentation de leur récent rapport consacré au « soutien de l'État aux services à la personne ». Habitués à rester sur leur quant à soi, les « sages de la rue Cambon » sont demeurés courtois. Mais leurs conclusions sont sans appel : la puissance publique devrait couper dans ces dépenses aussi dispendieuses qu'inefficaces.

Jusque dans les années 1990, le secteur relevait surtout de l'aide à domicile et était principalement composé de structures associatives ou publiques. Mais en 2005, le lancement du plan Borloo de développement des services à la personne a misé sur une libéralisation de l'offre, censée encourager la création de postes (l'objectif était de créer 500 000 nouveaux emplois en trois ans ; un second plan tablait sur 100 000 emplois par an) grâce au déploiement des entreprises privées.

Près de vingt ans plus tard, le secteur souffre d'une très grande hétérogénéité

de ses activités. Aide à la vie quotidienne, garde d'enfants, livraisons de repas, entretien et ménage à domicile, jardinage, bricolage... Pas moins de 26 activités font partie de ce maelström dont « le point commun est de réaliser des tâches ménagères ou familiales, la garde d'enfants et l'assistance aux personnes âgées et handicapées au domicile des bénéficiaires », précise la Cour.

L'EFFET DU CRÉDIT D'IMPÔT RESTE « INSIGNIFIANT » SUR L'EMPLOI, PAS SUR LE BUDGET DES 3 % DE FOYERS LES PLUS AISÉS.

Sauf que ces tâches relèvent de régimes juridiques divers : entreprises privées, associations, organismes publics et micro-entrepreneurs. Autant de structures qui bénéficient de soutiens financiers, mais d'aucun pilotage d'ensemble. Et là aussi, c'est le bazar. Aux versements d'aides sociales, comme l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH) en réponse à la dépendance, ou le complément de libre choix du mode de garde (CMG) en soutien aux familles, s'ajoutent des ristournes fiscales aux particuliers employeurs. Publié en 2010, un rapport du Sénat expliquait qu'outre « les aides directes des départements (dépendance et handicap) et des caisses d'allocation familiale, il y a 18 dépenses (« niches ») fiscales et sociales, dont le crédit d'impôt pour l'emploi de salarié à domicile, qui représente 3 milliards d'euros (2009) ».

DÉRAPAGE

En 2022, l'ensemble de ces fléchages budgétaires hétérogènes atteignait 8,8 milliards d'euros, le « crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile » constituant à lui seul près de 6 milliards d'euros. D'où l'alarme de la Cour des comptes. Ce dérapage n'a pas eu l'effet escompté sur l'emploi. Les magistrats jugent que ces mesures aux effets « insignifiants » n'ont permis la création

que d'environ « 70 000 équivalents temps plein supplémentaires depuis 2005 ». Un désastre. À titre de comparaison, salarier le même nombre de travailleurs à 3 000 euros brut par mois ne coûterait « que » 3,5 milliards, soit plus de 2 fois moins que les dépenses publiques actuelles. Pis encore, le système actuel avantage les plus riches. « Parmi les 75 premiers centiles de revenu, le taux de recours aux services à la personne est inférieur à 10 %, alors qu'il est supérieur à 50 % parmi les 3 % de foyers les plus aisés », soulignent les auteurs du document.

BESOINS SOCIAUX PRIORITAIRES

Dernière conséquence : dans ce contexte dérégulé où l'argent public coule à flots, les entreprises privées de services poursuivent leur croissance et captent la plupart des demandes des clients solvables, tandis que les opérateurs publics et associatifs, qui ne sélectionnent pas leur public, voient leur part de marché s'étrangler et les financements se raréfier. Le pilotage en direct de tout cet ensemble par le ministère de l'Économie

70 000

C'est le nombre d'emplois créés depuis 2005 à la suite des mesures déployées par l'Etat. Un résultat très en deçà des 500 000 espérés en trois ans par le plan Borloo.

« reflète une priorité implicite accordée aux objectifs économiques et au secteur privé à but lucratif », relève la Cour des comptes.

Pour mettre un terme à cette gabegie, cette dernière propose deux scénarios. Dans le premier, elle préconise de ne rendre éligibles à des exonérations de cotisations sociales et à des taux de TVA réduits que les services relevant de la satisfaction de besoins sociaux prioritaires (autonomie, garde d'enfants). Exit les services dits de « confort » (vie quotidienne), qui impacteraient

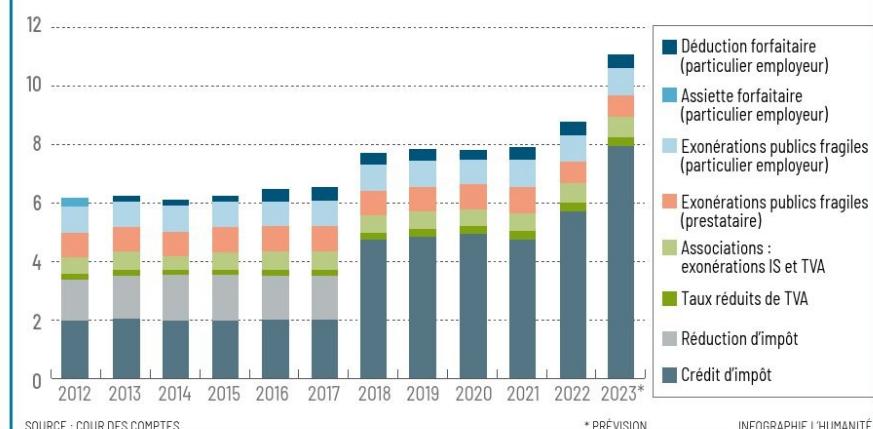
d'abord les plus aisés. Dans le second scénario, les magistrats proposent de circonscrire le périmètre du crédit d'impôt aux seules activités de la vie quotidienne (en excluant cette fois-ci les tâches relevant de l'autonomie et de l'accueil du jeune enfant), ce qui toucherait beaucoup plus de bénéficiaires. Son taux et son plafond seraient abaissés pour diminuer les aides. Des recommandations budgétaires loin d'éteindre le besoin de changer profondément un système qui peine à articuler besoins et moyens. ●

SAMUEL EYENE

samuel.eyene@humanite.fr

LE CRÉDIT D'IMPÔT, SOURCE MAJEURE DES DÉPENSES DES SERVICES À LA PERSONNE

Dépenses fiscales et sociales de 2012 à 2023, en milliards d'euros



SOURCE : COUR DES COMPTES

*PRÉVISION

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

Les entraîneurs français avaient besoin d'un Sage

Le cas de Pierre Sage, entraîneur venu du monde amateur pour revivifier l'Olympique Lyonnais en Ligue 1, suscite une réflexion sur le bon usage des techniciens français dans le football professionnel.

Encore un mois de patience, cinq matchs et le compte devrait être bon. Le 25 mai, au stade Pierre-Mauroy de Villeneuve-d'Ascq, l'Olympique Lyonnais affrontera le Paris SG en finale de la Coupe de France. Avant d'espérer prendre une Coupe dans le Nord, l'OL aura avalé les dernières étapes du championnat. Quatre rencontres, dont une face à Monaco ce 28 avril, vont sceller sa saison abracadabrant esque. Le bilan mentionnera certes des chiffres, mais il soulignera surtout l'irruption d'un entraîneur hors du commun, Pierre Sage, bientôt 45 ans (il les aura le 5 mai). Technicien anonyme pour le grand public - il n'avait jamais entraîné que des équipes amateurs et le centre de formation de l'OL - avant sa prise de fonction (comme intérimaire !) le 30 novembre, il a déplacé son équipe d'une improbable place de relégable à l'approche de l'hiver à un siège pour l'Europe au printemps.

CINQ MOIS POUR UN MIRACLE

L'itinéraire de celui à qui on promettait le pire au milieu d'enfants gâtés mérite bien d'être raconté. Les superlatifs ont déjà accompagné son travail en cinq mois. Mais, après avoir participé au sauvetage sportif de l'OL, Pierre Sage a aussi, paradoxalement, offert un sacré coup de main à ses collègues entraîneurs français dont la cote paraissait en baisse...

L'été dernier, neuf techniciens sur dix-huit engagés au départ du championnat étaient étrangers. Ce n'est pas les nationalités mais le nombre de ces visiteurs qui interrogeait. 50 % de coachs français seulement pour diriger l'élite ? Du jamais-vu quand la proportion était encore de 80 % en 2016. Un fait qui, entre autres, pouvait souligner le manque de confiance accordé à la formation française en la matière. Raymond Domenech, président de l'Unecef (le syndicat des entraîneurs français), semblait lui aussi en prendre son parti. « Lorsque les clubs de L1 étaient détenus par des capitaux français, on pouvait reprocher à nos présidents de privilégier des coachs étrangers au détriment des nationaux, mais ça, c'était avant », confiait-il alors à « l'Équipe ». « Désormais, le nombre de clubs français détenus par des capitaux étrangers est en augmentation constante, leurs actionnaires imposent leurs règles, leur mode opératoire, leur staff et leurs coachs. »

DÉSIGNÉ POMPIER VOLONTAIRE, IL N'ÉTAIT PAS PROGRAMMÉ POUR ALLER AU FEU.

Soit. Mais le football s'amuse à réservé l'imprévu. C'est ainsi que Pierre Sage, pour dépanner dans l'urgence, a succédé à l'Italien Fabio Grosso, qui avait déjà remplacé quelques semaines plus tôt Laurent Blanc, titulaire au début du championnat. Désigné pompier volontaire, Sage n'était pas programmé pour aller au feu. Comme beaucoup d'autres.

Lors de la saison 2022-2023, dix entraîneurs présents l'été n'avaient pas vu la fin du feuilleton annuel. En 2016, le record avait été établi à douze. Le millésime 2023-2024 en a consommé sept.

Avec Jean-Louis Gasset, revenu de toutes les expériences, qui termine la saison à Marseille, et Pierre Sage, appelé sans références dans l'élite à Lyon, on repense aux propos de Raymond Domenech et à l'attitude des actionnaires étrangers : Franck McCourt (Marseille) et John Textor (Lyon) doivent beaucoup aux deux entraîneurs français.

Le « miracle » lyonnais, qui résulte en grande partie à la qualité du management de son coach, rappelle la réussite de Franck Haise, promu à la tête du Racing Club de Lens. En février 2020, l'ancien joueur de Laval et Rouen, jamais assis sur un banc de l'élite, avait pris la direction



des Sang et Or en L2, puis assuré la montée en L1 et finalement conduit sa troupe en Ligue des champions. Un sans-faute. Et la même patte : la connaissance des hommes, l'humilité du travail, la proximité des joueurs gagnée dans les années passées auprès des jeunes du centre de formation. La liste n'est pas exhaustive. Et si les clubs, avides d'éplucher les CV rutiliants, s'essaient à prendre des risques, il y a sûrement des Pierre Sage ou Franck Haise encore anonymes à découvrir...

PASSE TON BREVET D'ABORD !

Et maintenant ? Le statut du coach lyonnais, si vite promu avant même d'avoir le BEPF (brevet d'entraîneur de football professionnel), indispensable pour diriger une équipe de L1 sous peine de payer 25 000 euros d'amende à chaque match, a secoué récemment le foot français. Car la situation de Sage, non admis par la Fédération française (FFF) pour la prochaine session du BEPF (1), a provoqué

une mini-crise. Efficace en L1 et placé sur liste d'attente, cela choquait. La révélation soudaine d'un changement du règlement lui permettant d'obtenir bien-tôt son BEPF via la validation des acquis par l'expérience (VAE) a résolu le problème et apporté un peu de cohérence. Le cas fera jurisprudence pour les meilleurs à suivre...

Comme Franck Haise, Régis Le Bris, maintenu à Lorient, ou Éric Roy, revenu en grâce et sur un banc pour conduire Brest vers une première qualification européenne, Pierre Sage peut envisager la rentrée de septembre. Les techniciens français auront alors l'occasion de montrer sur la scène européenne les vertus du « Made in France ». Même les patrons de clubs de Ligue 1 pourraient s'en apercevoir. ●

ÉTIENNE BONAMY

(1) Douze candidats avaient déjà été retenus mais la direction technique nationale (DTN) avait refusé la candidature de Pierre Sage au motif qu'il n'avait pas assez d'expérience dans le football pro...



Le 2 avril, Lyon gagnait en demi-finale de la Coupe de France 3-0 contre Valenciennes, grâce à celui qui était encore un intérimaire il y a peu.

AGENDA

SAMEDI

RUGBY TOURNOI DES SIX-NATIONS

France - Angleterre

Le traditionnel « crunch » entre les deux meilleures sélections féminines de l'hémisphère Nord referme le tournoi 2024. L'issue de la rencontre, jouée au stade Chaban-Delmas à Bordeaux, devrait aussi déterminer le vainqueur final. Tout pour mettre la pression.

FRANCE 2. 17 H 35

BASKET-BALL COUPE DE FRANCE

Basket Landes - Bourges

Les Landaises, sacrées en 2023, défendent leur trophée en finale. Contre le club berruyer, légende du basket féminin, le challenge est relevé. Avant, à 16 h 25, ce samedi, la finale masculine, toujours à l'Accor Arena de Paris-Bercy, oppose Dijon à Strasbourg. LA CHAÎNE L'ÉQUIPE. 21 H 5

DIMANCHE

JUDO CHAMPIONNATS D'EUROPE

La compétition par équipes clôture les « Europe » organisés cette semaine à Zagreb (Croatie). À trois mois des Jeux, ce rendez-vous, comme celui des Mondiaux à la mi-mai, est à suivre. Le « par équipes » est une spécialité pour la France, médaillée d'or aux Jeux en 2021.

LA CHAÎNE L'ÉQUIPE. 17 HEURES

FOOTBALL LIGUE 1

Stade rennais - Stade brestois

Le duel entre clubs bretons est le sommet du week-end. Rennes cherche encore à gagner sa place dans le top 6. Brest, la révélation de la saison, s'accroche à son siège sur le podium et au fol espoir de jouer la Ligue des champions.

CANAL PLUS FOOT. 17 H 5

MERCREDI

FOOTBALL LIGUE DES CHAMPIONS

Borussia Dortmund - Paris SG

L'équipe parisienne retrouve en demi-finale un adversaire allemand déjà croisé en phase de poules. Ce match aller se joue dans l'immense Signal Iduna Park (80 000 spectateurs) où les champions de France avaient obtenu un nul à l'automne.

CANAL PLUS. 21 HEURES

Le darwinoptère, un pont entre les âges

Des paléontologues ont découvert sur l'île écossaise de Skye les restes d'un petit ptérosaure qui a vécu il y a 166 à 168 millions d'années. Une trouvaille surprenante dans cette région qui aide à affiner la chronologie de l'évolution des reptiles volants.

L'île de Skye se situe dans le nord-ouest de l'Écosse. Ses reliefs découpés, ses rideaux pluvieux, sa brume, ses aurores boréales et ses arcs-en-ciel majestueux en font un des joyaux de ce pays nordique. Si aujourd'hui des moutons et des vaches des Highlands peuplent ses étendues tourbeuses, il fut un temps où des animaux d'un autre genre occupaient la terre et le ciel. Côté terre, à Staffin, sur la côte est de l'île, on trouve la collection la plus impressionnante de restes de dinosaures écossais. Ils ont été trouvés au XIX^e et au XX^e siècle dans les roches jurassiques (entre - 200 et - 140 millions d'années). Plusieurs empreintes réelles y sont d'ailleurs toujours visibles, bien que fréquemment recouvertes de sable. Côté ciel, c'est un fossile de ptérosaure (lire encadré) qui a été découvert, cette fois sur la plage de Cladach a'Ghlinne, dans le sud de l'île. « Ce lieu a déjà livré de nombreux restes de macro et de micro-véértébrés, notamment des requins, un coelacanthe, des tortues, des crocodiliens ainsi qu'une variété de mammifères, explique Elizabeth Martin

Silverstone, paléobiologiste à l'université de Bristol. Mais le reptile volant que nous avons trouvé est exceptionnel. » En effet, la rareté des fossiles de ptérosaures du jurassique moyen (essentiellement découverts en Chine) et leur caractère incomplet sont connus. Ces données parcellaires ont permis de nombreuses spéculations à propos de l'évolution de ces animaux, et plus particulièrement celle des darwinoptères, auquel le spécimen appartient.

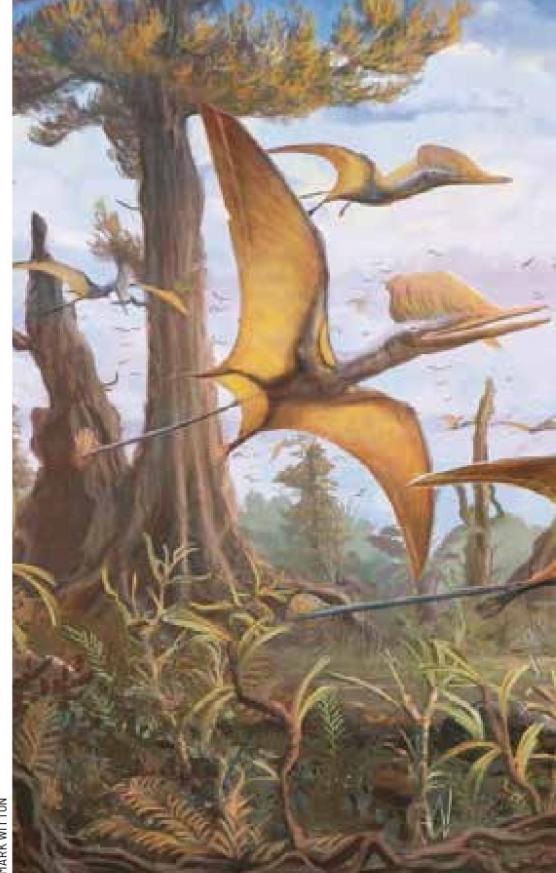
CONTEMPORAINS DES AVIALIENS

La description de l'espèce, baptisée *Ceoptera evan-sae* (lire encadré page ci-contre), a été publiée par l'équipe en février dernier dans une revue internationale et alimente la connaissance de ces animaux, pas plus gros que des mouettes, mais qui n'ont rien à voir avec les oiseaux. Les restes de l'animal volant sont constitués d'un squelette partiel, comprenant des parties des épaules, des ailes, des pattes et de la colonne vertébrale. De nombreux os restent complètement encastrés dans la roche et ne peuvent être étudiés que par tomodensitométrie, c'est-à-dire que le bloc de pierre est entièrement passé au scanner pour permettre d'y déceler les traces osseuses. « Notre découverte indique que les principaux groupes de ptérosaures du jurassique ont émergé bien avant la fin du jurassique inférieur, ce qui bouscule nos précédentes estimations », explique la chercheuse dans l'article. En clair, cela signifie que la découverte fait perdurer les ptérosaures 25 millions d'années de plus que ce qui était supposé jusqu'à maintenant.

Plusieurs espèces de ptérosaures

Les ptérosaures font leur première apparition au trias supérieur il y a 230 millions d'années et persistent jusqu'à l'extinction des dinosaures, il y a 66 millions d'années. Cette branche de l'arbre du vivant se compose des « rhamphorhynchoïdes », avec leur tête allongée et pointue et leur envergure

d'environ 1,20 mètres ; des « ptérodactyloïdes », littéralement « doigts ailés », qui forment sans doute le groupe le plus connu des reptiles volants, et les « darwinoptères », qui semblent constituer des formes intermédiaires entre les deux autres. La nouvelle espèce découverte à Skye appartient à cette famille.



MARK WITTON



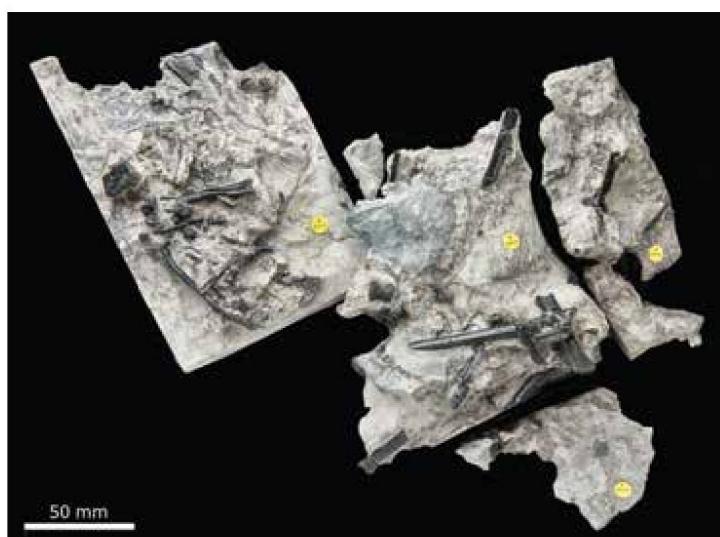
Ceoptera evansae, un nom typique de Skye

Le nom générique est composé du mot gaélique écossais cheò ou ceò (prononcé « ki-yo »), signifiant brume (en référence au nom gaélique commun de l'île de Skye Eilean a' Cheò, ou île de brume), et du latin ptera, signifiant aile (féminin). L'épithète spécifique rend hommage au professeur Susan E. Evans pour ses nombreuses années de recherches anatomiques et paléontologiques, en particulier sur Skye, et pour avoir fait découvrir aux auteurs de l'article la plage riche en fossiles.

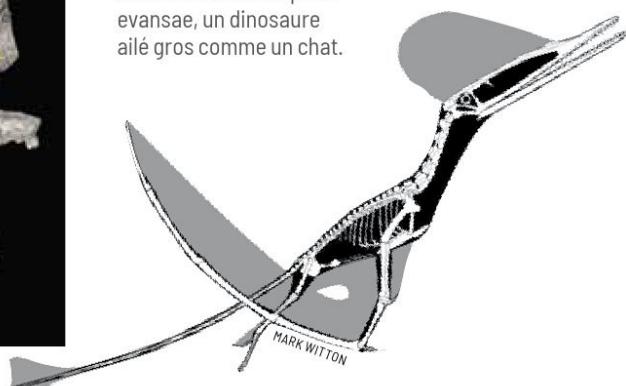
Par ailleurs, « l'arrivée de Ceoptera au jurassique moyen au Royaume-Uni est une révélation majeure pour la compréhension de l'évolution des reptiles volants. Son apparition inattendue dans cette région, étant donné que la plupart de ses parents proches sont originaires de Chine, a bouleversé nos attentes. Cette découverte suggère que le groupe avancé de reptiles volants auquel il appartient est apparu bien plus tôt que ce qu'on pensait et s'est rapidement répandu à travers le monde », poursuit Elizabeth Martin Silverstone dans son article. Ces informations nouvelles apportent la preuve que les

ptérosaures ont persisté aux côtés des avialiens, des dinosaures qui ont finalement évolué pour devenir des oiseaux modernes. Il remet en question les modèles évolutifs car les pressions de sélection, un des moteurs de l'évolution, exercées sur ces animaux entre eux s'en trouvent changées. Une concurrence pour les ressources a pu s'opérer et précipiter l'extinction d'une espèce plutôt qu'une autre. Connaître la façon dont les animaux évoluent sur des millions d'années permet de mieux comprendre les mécanismes complexes de la biodiversité actuelle. ●

JÉRÉMIE BAZART



L'analyse des restes fossiles partiels (épaule, ailes, pattes et colonne vertébrale) et des os pris au piège dans la roche a permis aux chercheurs de reconstituer le Ceoptera evansae, un dinosaure ailé gros comme un chat.



LE DESSIN DE BESSE

Il insulte les profs,
Casse l'école,
Agresse les plus faibles...

Il faudrait penser
à mettre le petit
Attal en internat...



CHRONIQUE

L'escalade, poison des relations internationales

PAR **FRANCIS WURTZ**, DÉPUTÉ HONORAIRE DU PARLEMENT EUROPÉEN



CHRISTIAN PETIT

I est grand temps d'arrêter le cycle dangereux de représailles au Moyen-Orient », insista opportunément Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, face au risque d'un « conflit régional généralisé », lorsque tombèrent les premières dépêches sur « des explosions » près de la ville iranienne d'Ispahan, qui abrite des sites militaires, y compris nucléaires. « Empêcher toute escalade » : tel fut également l'objet de l'appel lancé ce même 19 avril à « toutes les parties » par les ministres des Affaires étrangères du G7 (États-Unis, Canada, Japon, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie). Manifestement, bien que plus limitée que ce qu'on redoutait, cette réplique (israélienne) à la réplique (iranienne) inquiétait en premier lieu – légitimement – Washington, ce qui ne l'empêcha pas de décider aussitôt de nouvelles livraisons d'armes à l'une des « parties »... Or, pour éviter une escalade, il faut que les deux protagonistes le veuillent. Si l'un des deux estime que c'est à l'autre de faire le premier pas, c'est l'engrenage ! Dans l'immédiat, il semble qu'on ait évité ce piège. Mais tant que subsisteront ces deux régimes, nous resterons loin d'une relation apaisée entre les deux pays ; comme le notait le grand quotidien libanais « l'Orient-le Jour » : « La guerre n'est pas évitée, elle est reportée ». Le Moyen-Orient manque cruellement d'une architecture de sécurité assurant à chaque peuple – et d'abord au peuple palestinien – des garanties solides de respect de ses droits fondamentaux créant, par là même, les conditions d'une paix durable.

Dans un tout autre contexte, les mêmes questions de fond se posent face à la cruelle guerre russo-ukrainienne. Même si l'agresseur et l'agressé y sont clairement identifiés, l'escalade militaire n'y mène qu'à plus de guerre, avec la circonstance aggravante que se confrontent ici, indirectement, deux puissances nucléaires : l'OTAN et la Russie. C'est cette spécificité

– sans précédent – qui avait fait dire, dès novembre 2022, au chef d'état-major des armées des États-Unis, le général Milley : « L'une des choses que j'ai toujours en tête, c'est la maîtrise de l'escalade. Les Russes ont la capacité de détruire l'humanité. Tout mouvement doit être mûrement réfléchi. » Et il ajouta, quitte à tourner le dos à l'orientation de son président : « Il peut y avoir une solution politique, où, politiquement, les Russes se retirent. C'est possible ! » Dix-sept mois et des milliers de morts plus tard, on en est toujours, dans chaque camp – celui de l'agresseur comme celui de l'agressé et de ses alliés –, à s'engager à aller « jusqu'au bout » (?) pour « gagner la guerre »... Jusqu'où poussera-t-on cette fuite en avant – tels deux bolides fonçant l'un contre l'autre, chacun escomptant que l'autre cède en premier – au risque du pire ? Est-ce réellement la bonne et la seule voie de la solidarité avec le peuple ukrainien ?

En vérité, dans le monde d'aujourd'hui, plus interdépendant qu'il ne l'a jamais été, l'escalade est un poison des relations internationales. En plus de n'aboutir, dans le meilleur des cas, qu'à une « victoire »

Au Proche-Orient comme en Europe, l'engrenage guerrier rend de plus en plus difficile la quête de stabilité durable des relations avec l'ancien ennemi.

à la Pyrrhus de l'un des deux belligérants, elle rend de plus en plus difficile l'indispensable quête de stabilité durable des relations avec l'ancien ennemi, sitôt la guerre terminée. En Europe aussi, il nous faudra reconstruire une architecture de sécurité aujourd'hui effondrée. C'est, du reste, pour avoir négligé cette tâche, essentielle à une paix durable, dès les lendemains de la chute de l'Union soviétique – en préférant lancer l'irresponsable extension de l'OTAN, quitte à nourrir le nationalisme russe – que nous devons, trente ans plus tard, gérer un désastre anachronique. Il est grand temps d'en tirer les leçons. ●



BIO EXPRESS

3 février 1967

Naissance à
Boulogne-Billancourt.

1993 « J'attendrai
pas cent ans », premier
album chez Boucherie
Productions.

1996 Succès
de son 3^e album,
« Ça s'peut pas ».

2005 Première partie
de Zazie, et sortie
de « Joker ».

2017 « De quoi faire
battre mon cœur »,
son 1^{er} album live.

ALEXANDRE LEMOURUX



CLARKKA

À 57 ans, la chanteuse célèbre ses trente ans de carrière avec « Danse encore », un neuvième album plein de souffle, écrit et composé en partie seule. Elle le dévoilera dans une tournée qui s'annonce très rythmée.

« TRANSMETTRE
DE L'ESPOIR
ME FAIT DU BIEN »

« M

oi la vie, j'la préfère en chansons», fredonne-t-elle dans « Ferme les yeux ». « Cet art intemporel me permet d'extérioriser les choses, ça fait un bien fou ! » jubile Clari-ka, qui fait danser les mots pour susciter l'espoir à coups de refrains lyriques (« Sans les nuages »), ingénus (« Rhabillez-moi »), revendicatifs (« Ce jour-là - 17 octobre 1961 ») et mélancoliques (« Souviens-toi d'après »). Entretien avec une artiste qui, en trois décennies, a su faire évoluer son répertoire.

Dans quel état d'esprit avez-vous abordé l'écriture de cet album ?

Comme je n'ai jamais de chansons d'avance, c'est toujours un peu vertigineux. Mes albums correspondent à des étapes de ma vie, ce n'est pas calculé, c'est le ressenti du moment. Cette fois-ci j'étais dans une dynamique pour avancer, ce souffle se ressent sur le disque.

D'ailleurs la pochette de l'album où vous apparaissiez en train de danser dans une robe à paillettes envoie un message clair !

Oui, je me suis dit allons-y carrément ! (Rires.) D'où aussi le choix du premier titre de l'album, « Ce soir je sors ». Il y a cette envie de prendre l'air par rapport à ce monde chaotique et compliqué. L'idée, c'est de se dire : pendant une nuit ou deux, faisons comme si tout allait bien, on y va !

L'esprit du disque rappelle « Dansez sur moi » et ces fameuses paroles de Nougaro : « Embrassez-vous, enlacez-vous / Ma voix vous montre la voie / La Voie lactée, la voie clarté (...) »...

Il y a une espèce de fièvre que j'aime chez Nougaro. Mais on ne l'entend pas assez. J'ai d'ailleurs l'impression que la nouvelle génération passe un peu à côté de ce grand artiste qui avait une manière très moderne d'aborder les mots. Et effectivement, la danse c'est un peu dans mon album l'énergie du désespoir, c'est-à-dire qu'il faut se bouger, sinon on s'écroule.

Dans « Isadora », vous rendez hommage à la danseuse d'origine américaine Isadora Duncan (1877-1927).

« Dansez, c'est prier », disait-elle...

Elle avait en effet un rapport quasi mystique à son art. J'ai lu sa biographie et j'ai découvert cette femme incroyable qui a eu mille vies. Féministe avant l'heure, elle était bisexuelle. Elle a ouvert des écoles aux États-Unis, elle a dansé nue, c'est pour ça que je chante « elle a dansé avec les dieux ». Elle avait ce rapport complètement éclairé au corps.

« JE N'AJAMAIS DE CHANSONS D'AVANCE, C'EST VERTIGINEUX. LÀ, IL Y A L'ENVIE DE PRENDRE L'AIR, DE BOUGER AU-DESSUS DU MONDE CHAOTIQUE. »

Que pensez-vous du mouvement #MeToo ?

C'est une belle révolution qui permet de faire bouger les lignes, ça fait énormément de bien. Dans le milieu de la musique, j'ai eu la chance de ne pas être personnellement confrontée aux violences sexuelles car je n'étais pas seule, j'avais mon équipe, ça m'a aidée.

Le titre « Rhabillez-moi » est un joli clin d'œil à Juliette Gréco...

« Déshabillez-moi » fait partie de mon panthéon, je la chantonne tout le temps. Le fond de ma chanson c'est de dire que, dans un monde où on surexpose et on montre tout, le fait de ne pas tout dévoiler peut créer l'attraction, le désir, le mystère. Je raconte cela sous une forme ludique et légère.

Dans « Seule la mort », c'est à Delon et au film « La Piscine » que vous faites référence...

Je suis très amoureuse du Delon jeune. Sa beauté m'a toujours interpellée, c'est une image iconique. Il a une féminité, une sensibilité qui me plaît chez un homme. C'est aussi une époque, des films au cinéma qui m'ont touchée comme les polars sombres de Melville, « le Guépard » de Visconti. C'est aussi un truc de midinette, on est parfois porté par des images qui restent et nous touchent.

Pour la première fois, vous avez écrit et composé l'essentiel de l'album seule. À quel besoin cela répondait-il ?

Il se trouve que je me suis mise aux claviers depuis deux ans. J'avais vaguement fait du piano et de la guitare quand j'étais petite et j'ai eu envie d'apprendre des accords, des harmonies. Je baigne dans la musique depuis trente ans, mais je n'ai jamais sauté le pas en soi. J'ai acheté des manuels et consulté des tutos sur Internet. J'ai travaillé comme une vraie autodidacte, mais au départ je ne le faisais pas dans l'optique de composer...

Pourquoi ?

Parce que ça ne me paraissait pas être à ma mesure. Et puis un jour, j'ai commencé à faire le texte et la mélodie de « Manquer à quelqu'un quelque part ».





SOPHIE LIBERMANN / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

J'ai fait écouter le morceau à Jean-Jacques Nyssen, qui a été mon binôme pendant de nombreuses années, et il m'a dit : « Vas-y c'est bien, tu peux faire ton album toute seule ! » J'ai pris confiance et, par la suite, j'étais comme une gamine en entendant mes morceaux !

Votre répertoire est traversé par la mélancolie avec toujours cette petite lumière qui reste allumée...

Je suis angoissée sur beaucoup de choses, mais c'est vrai que j'essaye aussi de voir la face plus éclairée. Transmettre de l'espoir me fait du bien. Mes chansons ne sont pas un journal intime où je suis seulement dans l'introspection, il faut que ça résonne aussi chez les autres. Et je n'ai pas envie de transmettre que du sombre. On peut être très léger à des moments et avoir de la profondeur.

La présence de l'électro dans vos compositions correspond-elle à un besoin de renouveau ?



DANSE ENCORE, de Clarika, (At(h)ome). En concert le 5 juin à la Nouvelle Ève, à Paris, et le 26 novembre à la Cigale, à Paris.

Avec le réalisateur Fred Pallem, on a voulu faire quelque chose d'assez épuré dans cette couleur. J'aime bien l'idée de casser les habitudes tout en gardant les lignes mélodiques et les contrastes avec des ballades et des morceaux plus rythmés.

Dans « Ce jour-là », vous évoquez le massacre des Algériens du 17 octobre 1961 par les autorités françaises à Paris. Un texte adopté le 28 mars dernier par l'Assemblée nationale française condamne ce massacre.

Mais on n'est pas encore dans la reconnaissance d'un crime d'État. Ce massacre diligenté par Maurice Papon s'est produit sur le pont Saint-Michel, où un petit mémorial a été érigé. J'ai un ami d'origine algérienne qui reste très marqué par cette histoire et j'ai eu envie de me nourrir avec des documentaires et des livres avant d'écrire ce morceau. La chanson peut être un formidable vecteur de sens et raconter des faits historiques.

Beaucoup plus légèrement, dans « Adieu salope », vous racontez votre rupture cinglante avec la cigarette...

C'est un deuil à faire, donc je me suis dit que, le faire en chantant, ça peut être pas mal ! (Rires.) La cigarette nous accompagne dans nos chagrins et nos moments de joie. Et quand on doit casser ça, c'est tout un conditionnement qu'il faut remettre en perspective, c'est pour ça que je chante « Salope, tu vas me manquer mais il faut se quitter » car cet amour est toxique.

Quelle image gardez-vous de vos débuts avec feu François Hadji-Lazaro, qui vous a fait signer votre premier contrat dans son label Boucherie Productions en 1993 ?

Je me souviens de ce fameux jour où j'étais chez moi à Belleville, à Paris, quand le téléphone a sonné, et c'était François. À l'époque c'était une figure emblématique, il m'a dit avec sa voix brute de décoffrage : « Ce que tu fais m'intéresse. » Il m'a demandé si j'avais un concert de prévu. On a donc dû l'organiser rapidement, on a fait venir un public de potes et François a convoqué toute son équipe. On a signé un mois plus tard et l'album a suivi trois mois après. C'était assez fou !

À quoi va ressembler la tournée de vos trente ans de carrière ?

Je vais piocher des morceaux dans mes différents albums et me mettre aux claviers sur scène, un défi. Et je préviens : ça va être dense et danse !

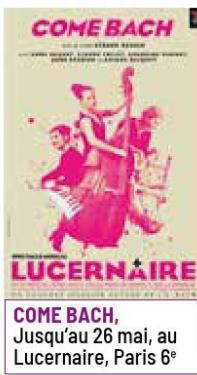
ENTRETIEN RÉALISÉ PAR INGRID POHU

On s'amuse avec Jean-Sébastien

Dans « Come Bach », le quatuor féminin emmené par Anne Baquet revisite avec le sourire l'œuvre du compositeur.

Jean-Sébastien Bach (1685-1750) est un compositeur moderne. Et pas triste. Avec son dernier spectacle titré « Come Bach », la chanteuse Anne Baquet en fait la démonstration. Gérard Rauber signe la mise en scène de ce moment de bonne humeur qui réunit aussi Claude Collet (piano), Amandine Dehant (contrebasse), Anne Regnier (hautbois et cor anglais) en alternance avec Ariane Bacquet. La même équipe avait assuré le succès de « ABC d'airs », leur précédent opus construit autour des lettres de l'alphabet. Tout va donc tourner cette fois autour de Bach, parfois avec une facture assez classique et d'autres fois mis au goût du jour. On reconnaît au passage « la Petite Fugue », de Maxime Le Forestier, ou encore « 12345 », de Marie-Paule Belle... On notera aussi l'interminable et drôlissime « Plus courte chanson » due à François Morel, Damien Nédonchelle et forcément... Jean-Sébastien Bach. Dans une ambiance déglinguée (il est quand même rare de voir une contrebassiste jouer juchée sur un piano), le quatuor fait un

sans-faute. Avec pour tout décor des pupitres sans partition, les musiciennes s'amusent, jouent de mémoire. Cela mérite aussi d'être salué. ■ G.R.



2,58 mètres les séparent de l'amour

Avec force sobriété mais non sans humour, « Lisbeth's », de Fabrice Melquiot, raconte l'étonnante histoire d'une passion avec deux comédiens remarquables, Marie Druc et Valentin Rossier.

Sur le plateau, pas de décor. Juste le noir des rideaux et l'éclat des projecteurs. La lumière joue d'ailleurs un rôle important dans l'affaire, tout comme la remarquable bande-son de David Scufari, qui accentue la tension. Cette pièce écrite par Fabrice Melquiot en 2006 est redoutablement électrique. Seuls deux micros sur pied marquent le terrain de jeu des deux comédiens. Ils n'en sortent pas. Séparés, disent-ils, par 2,58 mètres. Une petite distance qui va révéler combien il est difficile, voire impossible, de se rapprocher, même quand éclatent les éclairs du coup de foudre. Même quand l'humour s'en mêle. Les micros permettent aux deux acteurs de dire haut et fort leur passion naissante, mais aussi de la chuchoter. Le spectateur est transporté dans cet univers sonore sans agressivité, simple artifice de jeu. Valentin Rossier (par ailleurs fondateur de la New Helvetic Shakespeare Company),



LISBETH'S, de
Fabrice Melquiot,
jusqu'au 11 mai,
Manufacture des
Abbes, Paris 18^e

à qui l'on doit cette mise en scène aussi efficace qu'élégante, est Pietr, un homme d'une quarantaine d'années représentant de commerce célibataire. Marie Druc est Lisbeth. Vendeuse de bijoux, mariée à un homme qui est aussi son patron, et qu'elle plaque.

L'enchaînement des séquences peut faire penser à un montage de cinéma ou de pièce radio-phonique. Ce n'est pourtant pas de cela qu'il s'agit. Les deux personnages de « Lisbeth's », très vivants, interprétés avec beaucoup de justesse, ont fait connaissance dans une brasserie de la rue Jules-Michelet, à Tours. Et se sont demandé s'ils aiment les oursins. Entre autres choses. Telle est leur histoire. Commune et extraordinaire. Passionnée et décousue. Irréelle et mensongère. Laissant toutes les fenêtres ouvertes sur le doute. Et c'est un régal. ■

GÉRALD ROSSI

gerald.rossi@humanite.fr





Amy, diva soul (Marisa Abela) amoureuse d'un bad boy toxique, Blake Fielder-Civil (Jack O'Connell).

Dans le secret des vieux

Habitué à tourner sa caméra vers les sans-voix, Claus Drexel part cette fois-ci à la rencontre de personnes âgées.

Amy Winehouse, en version pas très originale

« Back to Black », le biopic consacré à la chanteuse britannique morte en 2011, à 27 ans, recèle certes de beaux moments musicaux, mais pèche par un récit linéaire, balisé et très attendu.

La carrière éclair d'Amy Winehouse a suffi à laisser une trace indélébile. Morte à 27 ans, épaisse par ses addictions aux drogues et à l'alcool, elle a déjà fait l'objet en 2015 d'un splendide documentaire, sobrement titré « Amy ». Asif Kapadia y éclairait le lien entre sa vie et ses textes, entre son art et ses amours, ses relations toxiques et sa descente aux enfers.

Photographe et vidéaste reconnue, exposée à la Maison européenne de la photographie et au Louvre, Sam Taylor-Johnson a moins de références au cinéma. On lui doit notamment le catastrophique « Cinquante nuances de Grey ». Néanmoins, la cinéaste, qui a également réalisé des clips pour R.E.M, The Weeknd ou Elton John, et « Nowhere Boy », un premier long métrage sur la jeunesse de John Lennon, connaît la musique. Et c'est sans doute dans ce domaine que son « Back to Black » est le plus réussi, qu'il s'agisse de celle d'Amy ou de celle de Lauryn Hill



reprise par la chanteuse anglaise au cours d'une très belle séquence dans le métro. Pour le reste, le film, dont le titre est emprunté au deuxième album de la diva londonienne, répond au cahier des charges du biopic. L'émergence, le succès et la chute avec en ange noir, un fiancé volage et drogué. Marisa Abela singe avec talent la chanteuse soul tatouée. Mais dans cette fiction,

le parti pris linéaire, sans véritables aspérités, et le beau rôle donné au père de la chanteuse interrogent. La cruauté et l'avidité de la presse tabloïd sont survolées dans des scènes attendues. De même que la propension au formatage des labels musicaux. Finalement, l'œuvre ne nous apprend pas grand-chose en se contentant de dessiner le portrait d'une femme à la fois libre sur le plan artistique, mais sous emprise dans sa vie amoureuse. Amy Winehouse méritait sans doute mieux. ●

MICHAËL MÉLINARD
michael.melinard@lhumanite.fr

Documentariste allemand, francophone et francophile, Claus Drexel s'attarde volontiers sur ceux que l'on n'entend pas. Les sans domicile fixe parisiens dans le somptueux « Au bord du monde », les travailleurs et travailleuses du sexe dans « Au cœur du bois » ou les trumpistes – avant l'élection de 2016 – d'une bourgade de l'Arizona dans « America ». Avec « les Vieux », il mène une démarche similaire avec des seniors de toutes les classes sociales. Devant la caméra, ses interlocuteurs confient des bribes de vie, des expériences, des impressions et, souvent, leur regard sur la mort. Il crée des contrastes en jouant sur les différences de ses protagonistes. Si le parti pris intrigue, le résultat désarçonne et déçoit légèrement. Car « les Vieux » n'a pas la même ampleur que les œuvres les plus réussies du cinéaste. Il n'empêche, Claus Drexel conserve cet œil photographique et ce sens de la composition qui font de lui un cadre hors pair. Son œuvre très picturale fonctionne comme une suite de tableaux dont les personnages, telles des créatures muséales bien vivantes, sont à l'opposé du rôle de

nature morte auquel la société productiviste en quête constante de rentabilité veut trop souvent les cantonner. ●
M. M.

« FRANTZ FANON PORTAIT LE PROJET D'UN UNIVERSALISME RADICAL »

Le journaliste new-yorkais **Adam Shatz** consacre au psychiatre, révolutionnaire martiniquais, héros de l'indépendance algérienne, une vibrante biographie, publiée en France à la Découverte. Une fresque qui embrasse, avec la vie d'un homme, tout un siècle de décolonisation et de bouleversements intellectuels et politiques.

La biographie qu'il consacre à Frantz Fanon, «Une vie en révolutions» (la Découverte, 2024), se lit comme le roman d'une vie, d'un engagement, comme la traversée d'un siècle qui a vu se libérer, avec le soulèvement des peuples colonisés, la moitié de l'humanité.

La biographie intellectuelle que vous consacrez à Fanon tient de la fresque, elle s'inscrit dans l'histoire longue des luttes dont la mémoire a forgé le révolutionnaire ; elle embrasse une vaste géographie transatlantique. Que disent de Fanon ces coordonnées spatiales et temporelles ?

J'y insiste sur l'aspect pluriel de son trajet : il a pris part à de multiples révolutions, intellectuelles, politiques, philosophiques, telles que la négritude, l'existentialisme, la phénoménologie, l'anticolonialisme, la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, le combat en Afrique. Je voulais souligner son projet de s'ancrer dans des appartenances tout en s'engageant dans les révolutions des autres. Fanon était un nomade et sa pensée en porte la marque. J'y vois un contraste avec son mentor, Aimé Césaire,

le poète martiniquais qui est devenu un homme d'État, et qui a présidé à la départementalisation de la Martinique. L'histoire de Césaire est une histoire d'aller et de retour : il vient en France pour poursuivre ses études, il fonde ce mouvement de la négritude avec Léopold Sédar Senghor et Léon Gontran Damas, et il écrit son fameux poème, « Cahier d'un retour au pays natal », pendant un séjour en Croatie. Et puis il rentre. Et il ne quitte jamais la Martinique. C'est l'homme qui fait retour vers son propre pays. Contrairement à Fanon, l'homme qui quitte son pays pour ne jamais revenir.

Vous revenez longuement sur les rapports contradictoires de Fanon avec la négritude. Comment ce mouvement a-t-il contribué à le forger ?

On a tendance à ne retenir de Fanon que sa critique de la négritude. Mais il devait beaucoup à ce mouvement. On peut même dire que la négritude l'a sauvé. C'est un mouvement qu'il découvre au moment où il poursuit à Lyon des études de médecine – pendant la guerre, il avait fait le choix de rejoindre la France libre, or la revue « Tropiques » a été fondée à peu près au moment où il quittait le pays, il ne se trouvait pas en Martinique lorsque cette révolution intellectuelle a pris corps. Mais c'est dans les pages de « Tropiques » qu'il découvre les écrivains engagés dans ce mouvement : René Depestre, Jacques Roumain, René Ménil, et bien sûr Damas et Césaire. Il est alors en France et c'est en France qu'il se rend compte qu'il est noir. Il a grandi à Fort-de-France, dans une famille de la petite bourgeoisie, élevé par des parents socialistes qui cultivaient une certaine

« SI FANON PENSE QUE LA LUTTE ARMÉE TIEN D'UNE THÉRAPIE DE CHOC POUR LE COLONISÉ, IL SIGNALE AUSSI QUE LA HAINE NE PEUT SOUTENIR UN COMBAT LIBÉRATEUR. »



BASSOCANNARS/JOPALEPHOTO

« POUR FANON, LA FRANCE ET L'OCCIDENT ONT TRAHY LEURS VALEURS D'UNIVERSALISME. IL CRITIQUE UNE HYPOCRISIE. »

Léopold Sédar Senghor : c'est de lui qu'il apprend qu'il a un passé, un passé noir glorieux, qu'il y aurait une essence noire éternelle, mystique. Fanon a même baigné un temps dans ce qu'il appellera, en moquerie, l'irrationalité, croyant jouir de pouvoirs poétiques uniques en raison de sa négritude. Par la suite, il a fini par critiquer et rejeter l'essentialisme de Senghor, mais il en comprenait les ressorts. Il n'a jamais nié l'importance de ce moment dans sa construction. Mais il choisit plutôt, finalement, d'embrasser la négritude d'Aimé Césaire, davantage tournée vers la créativité, l'invention, l'avenir. Une négritude du nouveau monde, très différente de celle de Senghor.

Vous voyez dans Fanon un « jacobin noir », ainsi que C.L.R. James qualifiait Toussaint Louverture et les révolutionnaires haïtiens. Il a pourtant tout fait le deuil de la France universaliste, républicaine, à laquelle il a d'abord cru...

C'est vrai, il a fait le deuil de cette France république universelle, de la patrie des droits de l'homme, qui ne distinguerait ni race ni couleur. Pourtant, il me semble, comme C.L.R. James le souligne à propos de Toussaint Louverture dans son livre « The Black Jacobins », qu'on peut trouver les traces d'un jacobinisme égalitaire et universel dans la pensée de Fanon. Dans « les Damnés de la Terre », son argument n'est pas simplement que ce modèle est une déception, que la prétention à ne pas regarder, à ne pas prendre en considération la race est un mensonge. Cela va plus loin : pour Fanon, la France et l'Occident ont trahi leurs propres valeurs. Il ne rejette pas ces valeurs, il critique l'hypocrisie. Pour C.L.R. James, c'est Toussaint Louverture qui accomplit les rêves de la Révolution française, plus que la révolution elle-même. À mon avis, c'est la même chose chez Fanon.

Vous soulignez à quel point la violence est à ses yeux, pour le colonisé, une nécessité non pas seulement stratégique, mais aussi psychologique. En quoi la violence peut-elle avoir en contexte colonial une portée thérapeutique ?

C'est vrai : Fanon a attribué à la violence des bénéfices psychologiques. Je ne suis pas psychiatre, je »

révérence pour la République française, pour ses principes d'égalité, de liberté, de fraternité. « Je suis français » : voilà les premiers mots que Fanon a appris à écrire à l'école. Un jour, dans un train, en France, un petit garçon, en le voyant, s'est exclamé : « Maman, un Nègre ! » Cette réaction a provoqué en lui un choc. Jusque-là, il ne s'était jamais pensé comme noir. Être ainsi regardé comme un objet l'a terrifié, paralysé.

Il confie en racontant cette scène avoir senti son corps se « disloquer »...

Exactement. Son corps est alors disloqué, fragmenté, il ne peut pas le recomposer. Dans « L'expérience vécue du Noir », le cinquième chapitre de « Peau noire, masques blancs », ce familier de Merleau-Ponty décrit avec les termes de la phénoménologie cette expérience du corps, ce sentiment d'être étranger à soi. Et il se rend compte qu'il lui manque l'anonymat – l'anonymat du corps dont parle Merleau-Ponty – qui est le privilège des personnes non racisées. C'est là qu'il commence à lire les poètes de la négritude. Il lit d'abord le Sénégalais

PROFIL

Adam Shatz est le rédacteur en chef pour les États-Unis de la « London Review of Books ». Il collabore régulièrement à la « New York Review of Books », au « New Yorker » et au « New York Times Magazine ». Il est aussi professeur invité au Bard College et à l'université de New York.

« TOUTE ACTION PALESTINIENNE, MÊME NON VIOLENTE, EST FRAPPÉE DE "TERRORISME". CAR CE QUI EST VISÉ C'EST L'EXISTENCE POLITIQUE MÊME DE LA PALESTINE. » ADAM SHATZ

» reste en ce qui me concerne assez agnostique sur ce point. Pour Fanon, le colonisé est une personne mutilée par une expérience de dépossession. Il se sent impuissant. Il est plongé dans une sorte de désespoir absolu. Des sentiments de fatalisme le submergent. Fanon était très influencé par Alfred Adler, dont il a repris les analyses sur la pulsion d'agressivité. Chez le colonisé, cette pulsion ne peut pas s'exprimer, sauf dans les rêves. Les rêves du colonisé sont tramés par l'agressivité, l'action, le mouvement : toutes choses qui lui sont interdites le jour, puisque seul le colonisateur a le droit de s'exprimer sur le mode de l'agressivité. Alors, pour Fanon, la décision de prendre les armes, de s'engager dans la lutte armée tient de la prise de pouvoir, de la désintoxication, de la thérapie de choc. Mais il exprime des réserves. Il écrit ainsi que même si le colonisé considère au début de la lutte que n'importe quel colon est une cible légitime, à cause du manichéisme primitif du colonialisme, un mouvement anticolonial doit reconnaître un jour que, même chez les colons, il y a des alliés, des gens qui veulent l'indépendance pour tous les citoyens potentiels d'un pays décolonisé. Que des Blancs peuvent être plus noirs que les Noirs, que certains Noirs peuvent être presque blancs dans leur sensibilité politique. Et il écrit aussi que la haine, le désir légitime de vengeance et le racisme antiraciste – une formule qu'il emprunte à Sartre – ne peut pas soutenir un combat révolutionnaire, libérateur. Pour Fanon, la lutte contre le colonialisme est indissociable de la lutte sociale : sans lutte sociale, si le combat anticolonial vise simplement le remplacement des Européens aux postes de pouvoir par une nouvelle bourgeoisie indigène, les buts vraiment libérateurs de cette lutte ne s'accompliront pas.

Fanon tient une place majeure dans les productions intellectuelles contemporaines. Il est sans cesse invoqué. Il est même, dites-vous, « sanctifié ».

Qu'est-ce qui s'est perdu dans cette sanctification ?

L'homme, la complexité de ses idées. Fanon est tour à tour repeint en nationaliste noir, en poststructuraliste, en pourfendeur de l'universalisme, alors qu'il portait le projet d'un universalisme radical. Il s'inscrivait dans une recherche continue. En politique, mais aussi dans sa vie intime. « Peau noire,

masques blancs » se clôt sur une sorte de prière : « Ô mon corps, fais de moi toujours un homme qui interroge. » Ceux qui voient en lui un guide infatigable n'ont pas lu cette prière.

Sa pensée nous donne-t-elle des clés de compréhension de situations coloniales contemporaines, comme celle qui prévaut aujourd'hui au Proche-Orient ?

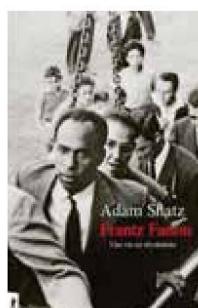
Oui, certainement. Fanon a bien compris que la violence anticoloniale était une contre-violence. L'Algérie française n'aurait pas existé sans la violence, les enfumades, les meurtres de masse, la confiscation brutale des terres. Israël n'existerait pas sans la violence, la Nakba, les guerres contre les Palestiniens, la confiscation continue de leurs terres, la torture, l'humiliation.

Cela ne signifie pas que toutes les formes de violence anticoloniale engendrée par la violence coloniale sont défendables du point de vue moral. Les colonisés sont capables d'atrocités. Fanon écrit que « le colonisé est un persécuté qui rêve en permanence de devenir persécuteur. » Les situations de domination et d'humiliation comme celle qui prévaut en Israël et en Palestine, avec le gouvernement le plus réactionnaire de l'histoire d'Israël, tendent à provoquer une violence horrible, surtout quand toutes les tentatives de changer les choses ont échoué. Les Palestiniens ont essayé, avec la première Intifada, la lutte non armée. Leurs campagnes non violentes, comme Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), sont désignées comme « terroristes », « antisémites ». Ils ne peuvent presque rien faire parce que le projet d'Israël est de poursuivre ce que le sociologue israélien Baruch Kimmerling, survivant de la Seconde Guerre mondiale, a appelé le politicide : la destruction de l'existence politique des Palestiniens, même si cela doit mener à la destruction physique de leur existence.

Est-ce que nous devrions nous étonner lorsque des groupes comme le Hamas commettent des atrocités ? Je ne le crois pas. C'était, à mon avis, inévitable. Et cela ne signifie pas que je vois les attentats du 7 octobre comme un acte de « résistance ». La réponse d'Israël est d'une extrême brutalité. Cette logique de vengeance me rappelle la réponse des Français aux émeutes de Sétif et Guelma en 1945 et à la révolte de Philippeville en 1955. Et comme Fanon l'écrivit dans « les Damnés de la Terre », la guerre coloniale « très souvent prend l'allure d'un authentique génocide ». C'est à cela qu'on assiste aujourd'hui au Proche-Orient. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ROSA MOUSSAOUI

rosa.moussaoui@humanite.fr



**FRANTZ FANON,
UNE VIE EN
RÉVOLTES,**
d'Adam Shatz,
la Découverte,
512 pages, 28 euros

Transformer l'ordre monétaire pour changer le monde

Trois chercheurs reviennent sur le rôle et la place de la valeur monétaire. Ils entendent bâtir un nouveau projet « volontaire » de développement humain et environnemental.

Voilà un livre riche et dense écrit à six mains, ce qui permet aux trois auteurs de mobiliser plusieurs disciplines (économie, histoire, anthropologie, philosophie politique...) pour déchiffrer la nature de la monnaie et son pouvoir. Si le sous-titre, « Transformons la monnaie pour transformer la société », a des allures de manifeste, Jézabel Couppey-Soubeyran, Pierre Delandre et Augustin Sersiron font aussi œuvre de pédagogie. Et exposent leurs deux objectifs dès les premières lignes : « Faire comprendre la nature et les transformations historiques de la monnaie » ainsi que « proposer une nouvelle manière de créer la monnaie (un nouveau mode d'émission) pour relever le défi de la bifurcation écologique et sociale ». L'hypothèse originale des auteurs porte surtout sur le rôle déterminant qu'ils accordent au mode de création de la monnaie.

La monnaie est une institution structurante, elle « fait société ». Elle instaure « un langage commun pour exprimer la valeur des biens et en permettre l'échange ». Bien au-delà de la sphère économique, elle signe aussi l'appartenance à une société, « reflète ses valeurs matérielles et morales », et « coalise la puissance d'agir de toute la communauté ». Structurante, la monnaie est aussi éminemment

changeante et malléable ; et « les grandes bifurcations sociétales sont aussi des grandes bifurcations monétaires ». Démonstration faite à travers un voyage dans le temps qui nous mène des sociétés tribales à la société capitaliste.

UN NOUVEAU MODE D'ÉMISSION

Qu'en est-il aujourd'hui ? Pour l'essentiel, ce n'est pas l'État qui crée la monnaie mais les banques, en accordant des crédits aux entreprises et aux ménages. Or elles ne prêtent pas de l'argent qu'elles ont déjà mais qu'elles créent pour l'occasion, d'un simple jeu d'écriture. Au fur et à mesure des remboursements, l'argent reflue vers la banque, qui le détruit, à l'exception des intérêts. Apparue au XIX^e siècle, la monnaie bancaire, affranchie des métaux précieux et tournée vers l'avenir (les crédits accordés sont un pari sur la rentabilité future des investissements), a permis l'essor du capitalisme. Cependant, elle a engendré un nouvel asservissement puisque à tout crédit correspond une dette, et donc une contrainte financière de remboursement avec intérêts. C'est « une monnaie encastree dans la dette », écrivent les auteurs.

D'autre part, elle est devenue elle-même une marchandise achetée et vendue sur le marché du crédit tenu par les banques. Façonnée au fil des temps par les

évolutions du capitalisme lui-même, elle s'oriente plus désormais vers la sphère financière que vers les projets industriels. Pour financer les nombreux projets non rentables aujourd'hui indispensables (réparation de la nature, rénovation thermique des bâtiments publics, adaptation au changement climatique, etc.), les auteurs proposent de « désencastrer » la monnaie de la dette en imaginant un nouveau mode d'émission. Ils rappellent comment la création monétaire, sous la houlette de la Banque centrale européenne (BCE), s'est transformée sans tabous récemment pour gérer les crises (crise financière de 2008, épidémie de Covid...) et sauver le système. C'est donc possible !

Leur projet ? La création d'un institut public adossé à la BCE qui décide du montant de monnaie sans dette à émettre, puis le dirige vers des caisses de développement durable chargées d'allouer des subventions aux porteurs de projets reconnus utiles socialement ou écologiquement, mais non rentables. Cette « monnaie volontaire » serait l'expression d'une volonté démocratique, avec une gouvernance partagée ouverte sur la société civile. Elle se fondrait dans la masse monétaire, des dispositifs spécifiques permettant d'en surveiller et d'en réguler l'évolution. Elle serait un levier pour le développement d'une économie non marchande, dans une société respectueuse de la planète et de l'humain. ●

DOMINIQUE SICOT



LE POUVOIR DE LA MONNAIE,
de Jézabel Couppey-Soubeyran,
Pierre Delandre
et Augustin Sersiron,
éditions les Liens
qui libèrent,
400 pages, 25 euros

STRUCTURANTE, LA MONNAIE EST AUSSI ÉMINENTMENT MALLÉABLE. « DÉSENCASTRÉE DE LA DETTE », ELLE POURRAIT FINANCER LES PROJETS NON RENTABLES INDISPENSABLES.



TÉLÉVISION

« LA MARTINIQUE EST UN PERSONNAGE À PART ENTIERE DE LA SÉRIE »

L'une déteste les règles. L'autre est dans l'hypercontrôle : les deux policières de « Tropiques criminels » reviennent pour une saison haletante et haute en couleur. Entretien avec les deux interprètes, **Béatrice de La Boulaye** et **Sonia Rolland**, quelques jours avant leur départ vers l'île aux fleurs pour le tournage de la sixième saison.



Sonia Rolland (à dr.) aime que les deux personnages soient contradictoires : « Crivelli (Béatrice de La Boulaye, à g.) incarne les valeurs martiniquaises, alors que Sainte-Rose est plutôt parisienne. »

LOU BRETON

La saison précédente de « Tropiques criminels » finissait tragiquement, puisque la capitaine Gaëlle Crivelli tombait sous les balles d'un tireur inconnu devant les yeux de sa collègue, la commandante Mélissa Sainte-Rose. Cet épisode rebat les cartes des deux personnages. C'est ce qui vous a plu dans cette accroche de nouvelle saison ?

BÉATRICE DE LA BOULAYE. Cet épisode crée un gros bouleversement au niveau humain comme professionnel. Ce genre d'accident renverse toutes les valeurs. Et il dévoile aussi les vrais sentiments qu'elles

ont l'une pour l'autre, passant outre les conventions. Là où les auteurs sont fortiches, c'est qu'on passe d'un drame très poignant à de la comédie assez folle et inattendue.

Dans toute cette saison, Sainte-Rose est confrontée à ses racines martiniquaises, qu'elle a préféré ignorer jusqu'alors...

SONIA ROLLAND. On attendait ce retour aux origines depuis quatre ou cinq saisons. Firmine Richard, qui joue sa grand-mère, lui reproche cette fuite en avant. Je suis très attachée à cette question, importante pour moi, qui connais parfaitement mes origines rwandaises. C'est un vrai sujet qui doit être abordé par une chaîne publique. Et incarnée par un personnage aussi fort, aussi autoritaire, qui donne l'impression d'une invulnérabilité, c'est intéressant à jouer. Et puis ça permet de découvrir la Martinique dans sa pro-

« ON S'IMPOSE EN PRIME TIME AVEC DE LA DIVERSITÉ, DE LA FÉMINITÉ, DES SUJETS SOCIAUX D'OUTRE-MER. »

SONIA ROLLAND

fondeur. Parce que la Martinique est un personnage à part entière de « Tropiques criminels ». La série nous a aussi permis de découvrir les us et coutumes de la région, et de participer à sa mise en lumière. Je trouve ça hyper-malin de la part de France Télévisions de l'avoir fait avec humour, ça permet de déconstruire des clichés. Ce qui est génial, dès le départ, c'est aussi d'avoir imposé deux personnages complètement contradictoires : Crivelli est une femme blanche, qui incarne toutes les valeurs antillaises et martiniquaises, alors que Sainte-Rose au contraire est plutôt parisienne, ne connaît rien de ses origines et découvre ce territoire.

BÉATRICE DE LA BOULAYE. Ce n'est pas une île inventée, comme dans « Meurtres au paradis ». Et les scénarios s'écrivent toujours en lien avec des auteurs martiniquais. On s'imprègne tous de cette culture, et on apprend d'elle. Et il y a une vraie envie de la part de la production »

Deux flics en Martinique

Dans le dernier plan de la saison 4, Gaëlle Crivelli (Béatrice de La Boulaye) s'écroulait, blessée par balle. En ce début de saison 5, elle manque à son équipe : une fois remise sur pied, elle a décidé de ne pas revenir dans la police. Elle a même disparu de la circulation. Pourtant, lorsqu'une nouvelle victime est retrouvée, tuée avec la même arme que celle destinée à l'abattre, ses collègues, Mélissa Sainte-Rose (Sonia Rolland) en tête, vont la débusquer. Parce qu'ils ont besoin d'elle comme témoin, et qu'elle doit être protégée. Crivelli se fait tirer l'oreille : réfugiée sur une île paradisiaque, en très bonne compagnie, elle n'a nulle intention de reprendre du service. Cette nouvelle saison est intéressante à tous égards. Les scénaristes ont choisi de plonger les deux héroïnes dans des situations inédites et très inconfortables pour elles : Crivelli, marquée par le tir dont elle a été victime, peine à prendre une arme entre les mains, son armure de boute-en-train se fendille. Tandis que Sainte-Rose, en retrouvant sa grand-mère, va devoir, de force, renouer avec son histoire familiale. Ce n'est pas la série la plus créative de France Télévisions, mais elle a l'immense mérite d'être la seule du genre. ●

TROPIQUES CRIMINELS
SÉRIE / FRANCE 2 /
VENDREDI 3 MAI / 21 H 10

» et de la chaîne d'être au plus proche de la vérité de la Martinique.

Les séries françaises ont longtemps fait parler des hommes, avec une absence de diversité... « Tropiques criminels » combat ces carences ?

BÉATRICE DE LA BOULAYE. C'est la volonté politique de la chaîne qui le permet. Si on est une exception, il est temps que les choses changent. J'aime dans cette série que tous ces sujets soient abordés sans que cela soit un cheval de bataille. C'est naturel, normal, et le reflet d'une société qui évolue vers plus d'égalité même si le changement n'est pas assez rapide. Ça accompagne un mouvement social qui va dans le bon sens. Et à tout niveau, puisque nous avons aussi des équipes de réalisation très mixtes, à parité.

SONIA ROLLAND. Je suis très fière qu'on s'impose en prime time avec de la diversité, de la féminité, des sujets sociaux d'outre-mer, parce qu'on s'inspire de ce qui se passe dans la société. Et je pense que, si cette série parle autant aux gens, c'est qu'elle reflète ce qu'ils vivent au quotidien.

Combien de temps dure le tournage en Martinique ?

SONIA ROLLAND. Quatre mois. On attend ça avec impatience !

BÉATRICE DE LA BOULAYE. Ce sont nos vacances. On travaille pourtant beaucoup, de 6 heures du matin à 18 heures. Mais nous sommes toutes les deux des hyperactives. À Paris, nous avons 50 casquettes, et nous gérions 12 milliards de trucs. En Martinique, nous ne nous concentrerons que sur le tournage.

SONIA ROLLAND. Notre seule obligation, c'est d'apprendre notre texte.

Vous déposez votre charge mentale, en somme ?

BÉATRICE DE LA BOULAYE. On dépose tous nos autres métiers, productrices, auteures... Et puis, avec le décalage horaire, à partir de midi, Paris a disparu, c'est génial.

SONIA ROLLAND. Et même dans nos vies privées : je suis maman, je tire quand même les ficelles, même à 8 000 kilomètres, je



Pour Béatrice de La Boulaye, la série, « ce sont nos vacances. On travaille pourtant beaucoup. »

n'ai pas le choix. Mais quand je vois mon agenda quotidien, je me dis « Vivement la Martinique ! » Malgré nous, et parce qu'on est hyperactives, on s'impose des agendas de malades.

« LES SCÉNARIOS S'ÉCRIVENT TOUJOURS EN LIEN AVEC DES AUTEURS MARTINIQUAIS. »

BÉATRICE DE LA BOULAYE

Cela vous laisse du temps pour d'autres projets ?

BÉATRICE DE LA BOULAYE. J'ai un seule-en-scène qui s'appelle « Héroïnes », les grandes et les petites, celles de ma vie et celles des autres. C'est un mélange de one-woman-show, de stand-up, avec de la chanson... Je le reprendrai à l'automne, après le tournage.

SONIA ROLLAND. Je viens de finir le film d'un jeune réalisateur, Jonasz d'Adeski, tourné au Rwanda. Je partage l'affiche avec Jean-Hugues Anglade qui joue mon père. C'est ma première fois en tant qu'actrice au Rwanda. Je prépare aussi un documentaire sur le métissage, parce que c'est une question

qui me taraude depuis un moment. J'ai aussi un projet de fiction, en plein développement, pour la télé, sur un sujet sociétal.

BÉATRICE DE LA BOULAYE. On réfléchit à un projet que Sonia réaliseraient, sur l'aventure d'une pionnière. On n'a jamais autant parlé de féminin et de féminisme. On m'a souvent questionnée sur mon féminisme, alors qu'il est totalement intégré. Ce que j'aime dans cette période où le féminin bat son plein, c'est qu'on déterre les héroïnes. On va les chercher.

SONIA ROLLAND. Je parle de Joséphine Baker depuis des années. Pour moi, elle est l'incarnation du féminisme, à une époque où il n'en était pas question du tout, par une femme issue des minorités. Il y a plein d'histoires de ce genre à développer, ça nous offre un terrain de jeu incroyable.

BÉATRICE DE LA BOULAYE. Ce sont des exemples de liberté, de ténacité, des femmes incroyables, libres, joyeuses, anticonformistes...

SONIA ROLLAND. Et dont les problèmes étaient bien plus lourds qu'à notre époque. Parce qu'aujourd'hui, il y a de la sororité. Mais ces femmes, elles étaient tellement seules... ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAROLINE CONSTANT

caroline.constant@humanite.fr

PEINTURE

Et les refusés firent école

Mai 1863. À l'heure où le Salon de peinture et de sculpture accepte uniquement des œuvres sélectionnées par l'Académie des beaux-arts, une nouvelle organisation ouvre ses portes : celle du Salon des refusés. Les œuvres qui n'ont jamais été exposées peuvent enfin trouver leur place. Parmi elles, un tableau suscite l'intérêt : « le Déjeuner sur l'herbe », d'Édouard Manet. Un vent nouveau souffle sur l'art. Mais il faut attendre 1874, après la guerre franco-allemande et la Commune de Paris, pour qu'explose ce nouveau courant, l'impressionnisme. Morisot, Pissarro, Monet, Degas, Cézanne ou encore Renoir organisent leur première exposition collective, totalement indépendante. Ce groupe de jeunes peintres se dresse contre l'académisme en peignant des œuvres qui cassent les codes : des paysages croqués en plein air et des scènes de la vie moderne. En parallèle de l'exposition qui se déroule actuellement au musée d'Orsay, ce docu-fiction retrace avec brio les débuts de la révolution impressionniste : une merveilleuse immersion dans ce pan du troisième art. ■ M. B.



GÉDÉON PROGRAMMES

1874, LA NAISSANCE DE L'IMPRESSIONNISME DOC. / ARTE / SAMEDI 27 AVRIL / 20 H 50

HISTOIRE

Aux origines de la révolution des œillets

L'histoire est connue. Il est peu après minuit lorsque, en cette soirée du 25 avril 1974, retentissent sur les ondes de Radio Renascença, station de l'Église catholique portugaise, les paroles de « Grândola, Vila Morena ». La diffusion de la chanson composée par José Afonso est censée être interdite par l'Estado Novo, le régime autoritaire fondé par António de Oliveira Salazar. Le moment est venu pour les soldats de l'armée portugaise de renverser « la plus vieille dictature d'Europe ».

À l'occasion des 50 ans de la révolution des œillets, « la Case du siècle » revient sur les origines de ce putsch ayant évolué en une révolution démocratique. Plus que le renversement du régime mené par Marcelo Caetano en lui-même, le documentaire élargit le champ de vision et rappelle les causes de ce soulèvement. Il est ainsi rappelé que la révolution prend ses racines dans un conflit long d'une décennie. Celui qui oppose le colonisateur aux colonisés : ici, les peuples du Mozambique, d'Angola



CINÉMATIC PORTUGUESE

et de la Guinée-Bissau. Mais aussi la situation catastrophique dans laquelle se trouvait l'économie portugaise, alors que le pays est le plus pauvre d'Europe occidentale durant les années 1970. Le résultat : une population affamée, opprimee, illettrée (un tiers des citoyens ne sait alors pas lire) et endeuillée par une guerre perdue d'avance. Une seule échappatoire : se révolter. ■

TOM DEMARS-GRANJA

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS DOCUMENTAIRE / FRANCE 5 / DIMANCHE 28 AVRIL / 23 HEURES

HARCÈLEMENT SCOLAIRE

L'affaire Marion Fraisse vue par sa mère

Le 13 février 2013, Nora Fraisse se précipitait dans les escaliers de sa maison à Vaugrigneuse, en Essonne. Elle pousse la porte et découvre l'horreur : sa fille de 13 ans, Marion, s'est pendue à l'aide d'un foulard. Sous son lit en hauteur, son téléphone portable, lui aussi pendu à un fil, comme pour faire taire symboliquement les milliers de messages abominables qu'elle recevait quotidiennement.

C'est ainsi que s'ouvre le film de Bourlem Guerdjou, « Marion, 13 ans pour toujours », réalisé d'après le livre de Nora. Le récit de sa propre enquête sur le harcèlement scolaire qui a coûté la vie à sa fille et changé à tout jamais la sienne. On suit à travers les yeux de Marion (brillamment incarnée par Luâna Bajrami) la mise en marche de son calvaire. Jalouse de certains camarades, effet de

groupe, classe agitée, puis les insultes, les violences physiques et sexuelles, glaçantes de cruauté. Après le drame, Nora, jouée par la bouleversante Julie Gayet, se lance dans le combat de sa vie pour rendre justice à sa fille, alors que le délit de harcèlement scolaire n'existe pas encore. ■ E. M.

MARION, 13 ANS POUR TOUJOURS
TÉLÉFILM / FRANCE 2 / MERCRIDI 1^{er} MAI / 22 H 40

UNION EUROPÉENNE

Tractations

En automne 2022, les eurodéputées Lara Wolters, Heidi Hautala et Manon Aubry bataillent pour le «devoir de vigilance», un projet de loi qui responsabilise les entreprises de l'UE, tant en matière de droits humains que de respect de l'environnement. Les lobbies bloquent, et certains parlementaires aussi. Les trois élues doivent éviter deux écueils: affadir le texte au point de le priver d'impact et le voir rejeté lors du vote. ● H.L.

LE COMPROMIS. DANS LES COULISSES DU POUVOIR DOC. / ARTE / MARDI 30 AVRIL / 22 H 30

PETIT ÉCRAN

Trash et clashes

Christophe Dechavanne replonge dans les talk-shows plus ou moins trash, les JT et les face-à-face politiques iconiques des années 1980 aux années 2000. «Droit de réponse», «Ciel, mon mardi!», «7 sur 7»... le présentateur décrypte les dérapages mythiques de la télévision avec Patrice Carmouze, Léa Salamé, ou encore Marc-Olivier Fogiel. Un programme amusant, si seulement il ne dépeignait pas Thierry Ardisson en «provocateur de génie». ● E.M.



QUAND LA TÉLÉ DÉRAPE DOCUMENTAIRE / FRANCE 3 / VENDREDI 3 MAI / 21 H 10



DÉCOLONISATION

Indochine ou la mère des «sales guerres»

C'est le conflit le plus long dans lequel s'est engagée la France au XX^e siècle et pourtant le moins connu, ignoré alors et oublié depuis : de 1947 à 1954, Paris a tenté d'empêcher dans le sang la séparation de l'Indochine de son empire colonial. Mesurant, après la débâcle de juin 1940, que les Français ne sont pas invincibles, Laos, Cambodge et Vietnam sont prêts pour l'indépendance. Mais ce dernier ne veut pas, comme ses voisins, d'un dirigeant fantoche poussé par la France. Hô Chi Minh, qui fonde le Viêt-minh en 1941, proclame en 1945 le Vietnam «libre et indépendant» après le départ des Japonais qui occupaient le pays et avant que les colons français ne réagissent. De Gaulle, chef du gouvernement provisoire, lui envoie la division Leclerc. C'est le début d'un bras de fer qui dégénérera en conflit ouvert à la Noël 1946, quand «oncle Hô» appelle au soulèvement général.

Dans l'Hexagone, pourtant, les intérêts en jeu, économiques et stratégiques, autant que la crise politique qui fait valser les gouvernements, détournent l'opinion du sujet. Il faudra attendre que le PCF dénonce, dans «l'Humanité», cette «sale guerre» pour que le pays s'en émeuve. Les images clandestines de cercueils de soldats rapatriés discrètement, filmées par des militants, puis l'arrestation des activistes communistes Henri Martin et Raymond Dien enfonceront le clou. David Korn-Brzoza et Olivier Wievorka livrent ici un travail honnête, même s'il n'est pas dépourvu de piques anti-communistes lorsqu'on évoque les vies révolutionnaires d'Hô Chi Minh. Il est toutefois regrettable que, pour clore le triste épisode de Diên Biên Phu, ils aient donné la parole à Hélie de Saint Marc, officier de la Légion qui a toujours cultivé ses attaches à l'extrême droite et sera plus tard condamné à la prison pour avoir participé au putsch des généraux en Algérie. Autres temps, mêmes guerres... ●

GRÉGORY MARIN

INDOCHINE, LA GUERRE OUBLIÉE DOC. / FRANCE 3 / MERCREDI 1^{er} MAI / 21 H 10



GNONS ET POGNON Coquillages, yakuzas et crustacés

« Like a Dragon » est sans doute la série de jeux vidéo qui parvient le mieux à multiplier les embardées burlesques, excentriques, absurdes, voire franchement débiles, tout en développant de front un discours grave, subtil, profond et sans concession sur la société japonaise. Le nouvel épisode, baptisé « Infinite Wealth », propose de retrouver Ichiban Kasuga, ancien yakuza, ancien taulard et ex-SDF au grand cœur, qui vient de perdre son dernier boulot. Le voilà qui file à Hawaï, où il profite des chaises longues et du soleil tout en enchaînant les petits boulots et en découvrant la misère qui se cache derrière les plages de sable fin. Ce « working class hero » sera comme d'habitude pris dans une intrigue saisissante et une aventure d'une richesse surprenante qui interroge sans cesse le joueur, notamment sur les contradictions du Japon concernant le métissage, la prostitution, et surtout le nucléaire. Le tout avec un système de combat au tour par tour qui pourrait sembler anachronique s'il n'était pas aussi dynamique. ● A.S.

LIKE A DRAGON: INFINITE WEALTH SEGA / RYU GA GOTOKU STUDIO / PS4 ET 5, XBOX ONE ET SERIES / PC / 60 EUROS

FANTASY SANS FIN

Un monument de la renaissance

Peut-on rebâtir un chef-d'œuvre ? Les artistes qui s'affairent sur Notre-Dame de Paris prouvent que oui. Ils ne sont pas les seuls. Square Enix s'est mis en tête de reconstruire « Final Fantasy VII », l'un des jeux vidéo les plus cultes de tous les temps, sorti en 1997, dont l'aspect technique et visuel semble désormais vieillot. La démarche tient en partie de l'opportunisme commercial et artistique, d'autant plus que les développeurs japonais peinent depuis des années à faire évoluer leur saga. Il n'empêche. Cette refonte, si généreuse qu'elle a finalement été divisée en trois épisodes, tient de la madeleine de Proust rutilante et gargantuesque.

Après « Final Fantasy VII. Remake », sorti en 2020, « Final Fantasy VII. Rebirth » apporte cette année une pierre décisive à un projet de plus en plus fascinant. L'intrigue reprend après que le groupe de Cloud a quitté la cité cyberpunk de Midgar. Une mégapolis polluée et polluante, dirigée par la multinationale Shinra, qui a sombré dans un totalitarisme politique, économique et militaire. Devant Cloud s'ouvre le

monde préservé, à sauver, avec ses écosystèmes, ses cultures, sa nature en majesté. Tout au long du voyage, Rebirth ne cesse de renaître et de se renouveler, d'approfondir une intrigue et des personnages pourtant connus, de sublimer le matériau d'origine, d'allier la technologie du jour ébouriffante avec le charme d'antan. Il crie haut et fort que le jeu vidéo est tout à la fois fait pour se divertir, s'émouvoir, mais aussi penser le monde. Vus comme des écoterroristes par leurs adversaires, Cloud et sa bande ne sont d'ailleurs rien d'autre que d'authentiques résistants. ●

AURÉLIEN SOUCHEYRE



FINAL FANTASY VII, REBIRTH SQUARE ENIX / PS5 / 70 EUROS

READY ? FIGHT !

« Tekken 8 » instaure la castagne pour tous

Pourquoi les jeux de baston existent-ils encore ? Parce que là où le joueur se dit qu'il a fait le tour, débarque un épisode comme « Tekken 8 », à la réalisation grisante, au contenu riche, au système de combat spectaculaire. Mais là où ce jeu se démarque surtout, comme Street Fighter 6 juste avant lui, c'est en tentant de démocratiser sa formule, de faire le pont



entre combattants chevronnés et joueurs du dimanche, avec différents niveaux d'accessibilité pour tous. Personne n'est jamais pris de haut ici, à l'image des différents personnages,

dont les motivations variées se superposent et forment un kaléidoscope qui tient du joyeux foutoir, de la volonté d'écraser le monde de Kazuya Mishima (pour en réalité collectionner les baskets) à celle de réussir le meilleur café possible pour Azucena. ● A.S.

TEKKEN 8, BANDAI NAMCO, PS5, XBOX SERIES / PC / 70 EUROS

RADIO & PODCASTS

CULTURE

ESPAGNE

Qui refuse encore de condamner le franquisme ?

Quarante-neuf ans après son décès, le dictateur espagnol Franco continue de hanter les mémoires. Celles des combattants républicains qui ont versé leur sang, celles des citoyens ayant vu leurs proches expulsés, torturés ou assassinés, celles des générations suivantes, chargées d'un lourd héritage. De la marginalisation, le régime franquiste a évolué vers la légitimation durant la période d'après la Seconde Guerre mondiale. C'est pour ne pas oublier la violence d'un tel processus – alors que des victimes attendent encore et toujours des réparations – que la maîtresse de conférences Sophie Baby a publié, en mars dernier, « Juger Franco ? Impunité, réconciliation, mémoire » (éditions la Découverte). Elle a été invitée à prolonger son travail au micro d'André Loez, créateur du podcast « Paroles d'histoire ». L'intégration de l'Espagne au sein des instances diplomatiques prend sa source dans la guerre froide, alors que le régime franquiste profite de l'anticommunisme



OSCAR GONZALEZ / NURPHOTO

ambiant. S'il « reste à l'écart de l'OTAN » – notamment grâce au scepticisme de la France, qui avait déjà demandé à l'ONU de prendre des sanctions économiques contre l'Espagne en 1946 –, le mal est fait. La mort de Franco, le 20 novembre 1975, n'y changera rien : ses exactions sont amoindries, puis mises de côté lors

de la transition démocratique. Encore aujourd'hui, le combat de mémoire se poursuit. ●

TOM DEMARS-GRANJA

L'IMPUNITÉ DU FRANQUISME
PODCAST / PAROLES D'HISTOIRE /
DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES

AVALANCHE

Montroc, les cicatrices de la vallée

Il a vécu cette affaire « comme un traumatisme ». Lorsque le téléphone du peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) sonne en ce 9 février 1999, son

commandant, Blaise Agresti, seulement 27 ans, n'imagine pas qu'il va se trouver au centre d'un drame inédit : une avalanche vient d'ensevelir le hameau de Montroc, dans la vallée de Chamonix (Alpes).

Quatre jours que la neige ne cessait de tomber, jusqu'au moment fatidique. Un plan d'évaluation des risques établi en 1991 avait pourtant classé le hameau en « zone blanche », indemne de tout risque ; la surprise est totale. Blaise Agresti revient sur cet épisode au micro de Thomas Firh et Nicolas Alberty, pour le média en ligne les Others. Ce nouveau numéro des « Baladeurs » expose les causes

d'un tel incident. Car si l'opération – qui a notamment mobilisé 1 000 artificiers, pisteurs, gendarmes pour des déclenchements préventifs – s'est avérée une épreuve, l'enquête qui a suivi n'a fait que prolonger la sidération ambiante. Les tensions entre les services des autorités locales se sont amplifiées, l'omerta de certains habitants et élus s'est effritée. Reste qu'une partie du hameau fut rasée et que des familles furent décimées. ● T. D.-G.



JULIEN HEMIAN / SYGMA / GETTY IMAGES

ALERTE AVALANCHE, AVEC BLAISE AGRESTI
PODCAST / LES OTHERS /
DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES

Annonces classées

Vacances

TLC vacances

Pour vos locations de vacances d'été

-5%

Code Promo : **HUMANITE**

02 35 21 69 63

Divers

ANTIQUAIRE ACHÈTE AU PLUS HAUT PRIX DU MARCHÉ !

- MANTEAUX DE FOURRURE : vison, astrakan, renard, etc...
- BAGAGES DE LUXE : Hermès, Vuitton, Chanel, etc...
- ARGENTERIE : couverts et pièces de formes
- ARMES ANCIENNES : fusil, épée, pistolet, insigne, etc...
- MONTRES GOUSSET ET BRACELET : Rolex, Patek, Lip, Jaeger, etc...
- INSTRUMENTS DE MUSIQUE : piano, violon, saxo, etc...
- LIVRES ANCIENS : dictionnaire, bd, missel, Jules Verne, etc...
- MACHINES À COUDRE ET POSTES RADIO
- MEUBLES ET OBJETS ANCIENS : pendules, tableaux, sculptures, luminaires, miroirs, tous mobiliers anciens, etc...
- VINS ET SPIRITUÉUX même périmés
- ART ASIATIQUE : porcelaine, jade, bronze, mobilier, etc...
- BIJOUX : or, argent, fantaisie, etc...
- PIÈCES DE MONNAIE : françaises et étrangères.

PAIEMENT IMMÉDIAT
Estimation gratuite et déplacement gratuit dans toute la France
M. Stéphan Christophe : **06.03.68.63.45**
stephanchristophe2@yahoo.fr

Location

SAINT-CYPRIEN-PLAGE (66)

LOUE VILLA 4-6 PERSONNES

Tout confort. Cour, Parking, Piscine dans résidence...

de 280 € à 500 € par semaine

06 71 45 65 51 - 03 23 58 41 73

Passez votre annonce dans
Contactez
annonces Classées
Laure Thierry
laure.thierry@comediance.fr
tél. 01 49 22 74 89

comédiance

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES
l'Humanité
magazine
www.humanite.fr

Divers

Mugs Tee-shirts Parapluies
Gourdes Clés USB Doudounes
Stylos Panneaux Banderoles

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS, SYNDICATS
POUR TOUS VOS BESOINS

LMcommunication.com

MARQUE
DANS NOS ATELIERS
FRANCE

02 32 18 07 70

LMcommunication.com

Une nouvelle violence faite aux femmes explose sur les réseaux, la diffusion de trucages sexuels générés en quelques clics par l'IA. Bien que la législation française évolue, les avancées restent floues. Pendant ce temps, les victimes continuent d'en payer le prix.

DEEPMFAKES PORNO: LA DÉFERLANTE MISOGYNE



CYBERHARCÈLEMENT

Le temps de vivre

VINCENT MOTRON/L'HUMANITÉ

« **E**t elle, tu peux la dénuder s'il te plaît ? » C'est un fléau souvent invisible pour ses victimes : jour après jour, des internautes créent, diffusent et s'échangent de fausses photos de femmes nues, souvent dans un contexte pornographique et dégradant.

Il n'est même plus question de clichés intimes dont l'auteur aurait perdu le contrôle : ces deepfakes – ou hypertrucages – sont désormais extrêmement communs. Une simple photo trouvée sur Instagram suffit.

Thomas (1) accompagne depuis plusieurs années des stameuses dans leur carrière et fait face quotidiennement à ce genre de contenu. « Que ce soit en photo et vidéo, ça prend une dimension complètement dingue depuis un an et demi, témoigne le manager, préférant rester anonyme. L'intelligence artificielle rend les choses beaucoup plus faciles. Leur popularisation en fait un outil accessible à tous et à toutes, y compris aux mineurs, et les résultats sont de plus en plus réalistes. » Pour protéger Marion, Camille et Lucie (1) et leur épargner une lourde charge mentale, Thomas surveille les réseaux sociaux et les sites dédiés : comme ces forums où les discussions à caractère sexuel, le piratage de données privées, le revenge porn et les deepfakes sont la norme.

Il y a deux ans, lui et d'autres professionnels du secteur s'entretiennent à ce sujet avec le gouvernement français. Thomas, pourtant critique de la majorité, salue les avancées qui en découlent. « Il y a aujourd'hui un contact constant entre eux et des plateformes comme Reddit ou Twitter. Cela nous permet de faire supprimer ces contenus de manière presque immédiate. »

Reste que les messageries cryptées comme Telegram et ces forums, qui peuvent disparaître et réapparaître du jour au lendemain, sont difficiles à contrôler. Pour contrer leur popularisation, Thomas préconise de ne pas diffuser leur nom publiquement. Pas simple lorsque l'on souhaite exposer ces dérives sur les réseaux sociaux. « Pour les victimes, il y a une ambivalence entre le fait de se protéger et en même temps d'alerter sur ce problème. » Des femmes en très grande majorité, parfois mineures. Certaines ont choisi de dénoncer publiquement ces

pratiques, à l'instar de la célèbre vidéaste Léna Situations ou la journaliste Salomé Saqué (voir la Rencontre page 28). Mais la plupart d'entre elles sont de simples anonymes. Sur l'un des forums en question, on échange nonchalamment des clichés de camarades de classe, de collègues, voire de membres de sa propre famille. Des photos transformées en quelques minutes, dont certains internautes font même parfois commerce et qu'il est très difficile de faire disparaître.

UNE SOCIÉTÉ SEXISTE

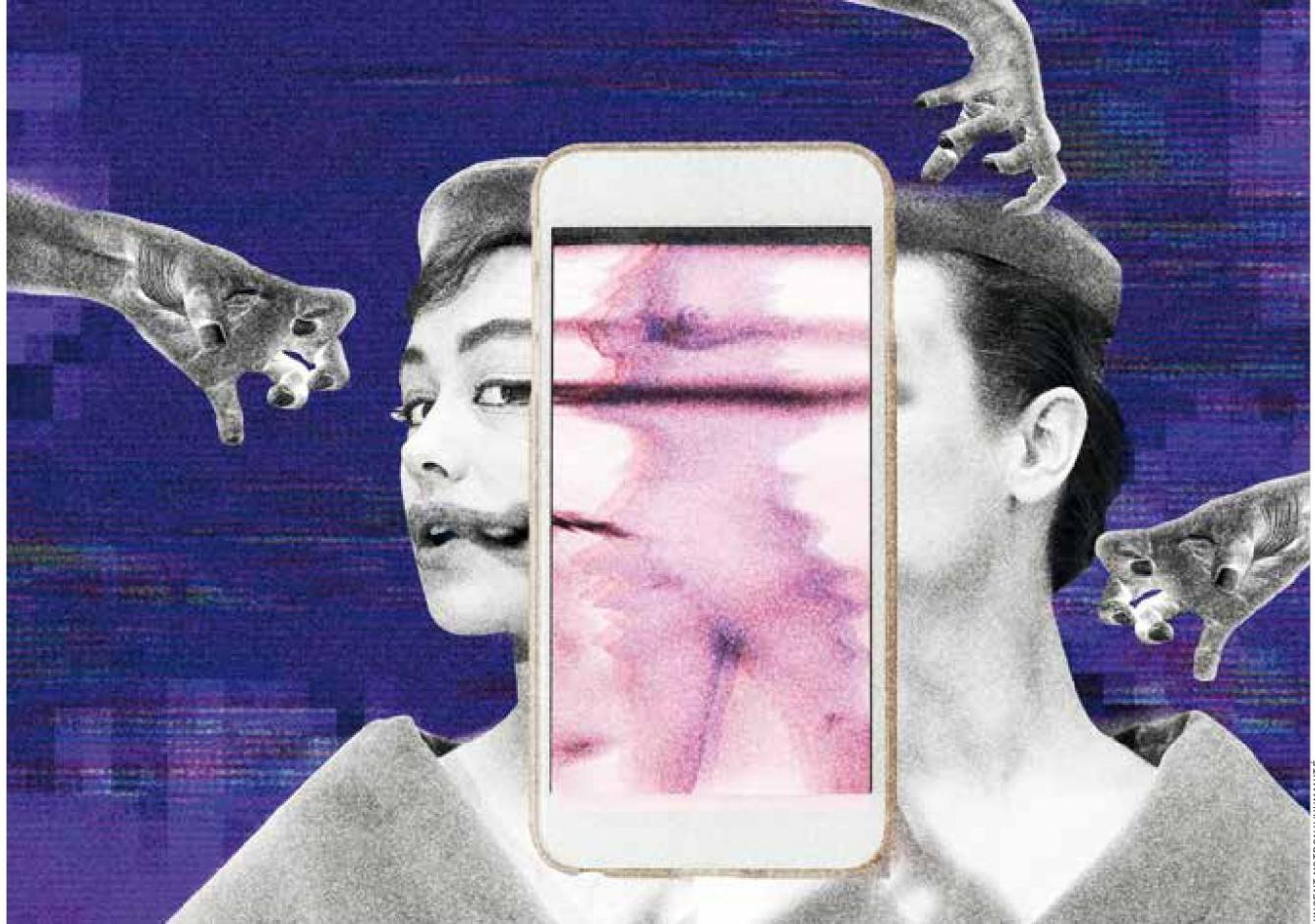
Voilà plusieurs années que de nombreux experts sont préoccupés par l'ampleur du phénomène, occulté par les problématiques de désinformation et de propagande que pose cette technologie. C'est le cas de Ketsia Mutombo, cofondatrice de l'association Féministes contre le cyberharcèlement. « À l'époque, j'alertai déjà sur le fait que, dans une société sexiste, ces outils allaient nécessairement être utilisés à des fins de violences misogynes. »

Pour les victimes, les conséquences sont réelles : « D'abord, à la vue de ce type de contenu, il y a pour les victimes un sentiment viscéral, étrange, de dégoût. Mais c'est surtout une violation de leur vie privée. On se sent beaucoup moins en maîtrise de sa présence en ligne et cela peut amener à l'autocensure. » Sans compter le risque de propagation des contenus, de harcèlement, de manipulation et le développement de troubles psychologiques qui coïncide souvent avec ce type de pratique.

Les stameuses dont Thomas gère l'image en viennent même à couper leur caméra lorsqu'elles se lèvent de leur siège pour éviter de diffuser leur corps de la tête aux pieds. Pour Ketsia Mutombo, il est indispensable de politiser le problème : « Ces cyberviolences sont au cœur de notre société, ce ne sont pas des rapports individuels qui dégénèrent. » Le député Éric Bothorel (Renaissance) s'intéresse lui aussi de près au développement des hypertrucages. L'élu breton s'interroge encore sur les moyens de les contrer efficacement. « Le monde informationnel de demain, de toute façon, sera massivement saturé de contenus synthétiques. Quelle est la bonne démarche à adopter ? Doit-on nécessairement essayer de les identifier comme tels ? »

Renforcer l'arsenal juridique pour lutter contre les deepfakes pornographiques serait un premier pas. Au niveau européen, une directive s'apprête à être adoptée et plusieurs pays s'y mettent à leur tour. C'est le cas en France avec le projet de loi Sren (« sécuriser et réguler l'espace numérique »), adopté à l'Assemblée le 10 avril. La publication d'un montage contenant des paroles ou une image à caractère

SI LA LÉGISLATION CONDAMNE LA DIFFUSION DE DEEPFAKES, LA PORTÉE DU TEXTE RESTE LIMITÉE ET SES CONDITIONS D'APPLICATION PEUVENT PÉNALISER LES VICTIMES.



VINCENT MOTRON/L'HUMANITÉ

sexuel d'une personne sans son consentement est désormais passible de deux ans d'emprisonnement et de 60 000 euros d'amende.

Dont acte. Sauf que les conditions d'application pourraient pénaliser les victimes, comme le fait de ne pas mentionner expressément l'utilisation de l'IA dans la création d'un contenu. Pour l'avocat spécialisé Gérard Haas, « cela complexifie en effet la charge de la preuve. (...) Mais le législateur a beau essayer de contrer le phénomène, il est aujourd'hui dépassé. C'est comme si vous mettiez un feu rouge pour arrêter des voitures qui roulent à 300 km/h : si les conducteurs ne veulent pas s'arrêter, cela ne fonctionnera pas. »

LE GARDE-FOU DU CONSENTEMENT

Dès lors, lui et Ketsia Mutombo s'accordent sur la nécessité de renforcer l'éducation au numérique, de s'attaquer à la racine du problème. « Auparavant, on avait le fléau de l'usurpation d'identité. Aujourd'hui, celle de nos images et de nos paroles », s'inquiète Gérard Haas, insistant sur la nécessité de conscientiser les internautes à ce propos.

Un avis rejoint par Éric Bothorel. « Le vrai sujet, c'est : est-ce qu'on a le consentement de la personne dont on utilise l'image, que ce soit de l'IA ou pas ? » L'élu admet lui aussi les limites du législateur et l'importance de diffuser des bonnes pratiques, notamment pour les jeunes. « Je suis par

« CETTE VIOLATION DE LA VIE PRIVÉE ALTÈRE CHEZ LA VICTIME LA MAÎTRISE DE SA PRÉSENCE EN LIGNE ET CONDUIT À L'AUTOCENSURE. »

THOMAS, COACH DE CRÉATRICES DE CONTENUS SUR LES RÉSEAUX

exemple de ceux qui sont pour une généralisation du contrôle parental. C'est sur ce champ-là aussi qu'il faut investiguer, en faisant attention à ne pas créer de loi systémique qui va créer des externalités négatives. »

En septembre 2023, « Libération » relayait le cas d'une vingtaine de plaintes déposées en Espagne après la diffusion de deepfakes mettant en scène des adolescentes. Les suspects, âgés de 12 à 14 ans, ne seront pas poursuivis en raison de leur âge. Selon une étude de l'entreprise Deepspace de 2019, plus de 90 % des deepfakes sont des contenus pornographiques diffusés sans le consentement des personnes concernées. Et si Gérard Haas n'a pas encore eu connaissance de plainte à ce jour, il se prépare à une amplification du phénomène. « On peut très bien mettre en place des règles pour sanctionner les auteurs mais, le temps de neutraliser ce type de contenu, cela peut malgré tout faire de très gros dégâts. » ●

JULIEN MARSAUT

(1) Les prénoms ont été modifiés.



Le Jardin des Plantes, quel savoir vert !

C'est un havre de paix, de beauté et d'instruction au cœur de Paris, ouvert au public depuis près de quatre cents ans. Un lieu regorgeant de couleurs, de vie et d'histoire, qui fascine à tout âge et émerveille à toute heure.



Commune

Paris

Type de balade

Pédestre

Difficulté

Facile

Durée

Une demi-journée

passion par une armada d'artistes jardiniers, et ses arbres somptueux, de toutes espèces. Au fond trône la grande galerie de l'Évolution (1), ouverte en 1994, et qui offre un voyage dans le temps, sur les traces de l'histoire du vivant.

SAVEURS ET PARFUMS

Cinq rectangles, bordés d'une double allée de platanes qui offrent leur ombre en été, conduisent le regard à travers une perspective qui s'étire sur 480 mètres et 2,5 hectares, entre les statues de Lamarck, côté Seine, et de Buffon, à l'autre bout. Une promenade colorée, agréable et changeante pendant toute la belle saison, grâce aux deux séries de plantations

annuelles qui en modifient radicalement l'aspect. Chaque halte interpelle par sa couleur, son originalité, son parfum, son histoire. Car le Jardin des Plantes, situé dans le 5^e arrondissement de la capitale, n'est pas un parc comme il en existe tant, mais un jardin botanique qui date du XVII^e siècle. Autrefois nommé « Jardin royal des plantes médicinales », il fut créé en 1635, sur décision de Louis XIII pour en faire un lieu de formation des futurs médecins et apothicaires du royaume. Raison pour laquelle nos amis à quatre pattes, mais aussi les vélos et autres trottinettes en sont bannis. Nous déambulons ici dans un musée à ciel ouvert, qui induit un comportement calme et attentif. Les lieux invitent à la flânerie, pour s'émerveiller, lire les fiches de renseignement fort bien

Nous entrons par la grande porte. Celle qui donne sur les quais de la Seine, à deux pas de la gare d'Austerlitz. Devant nous, le Jardin des Plantes déploie ses allées sablonneuses, encadrées de parterres de fleurs transformés à chaque saison, soignés avec goût et

**PÉPITE À DÉCOUVRIR,
LE JARDIN ALPIN ET
SES 2 000 ESPÈCES
MONTAGNARDES,
DE HAUTE, MOYENNE
ET BASSE ALTITUDE.**

Le jardin de l'école de botanique et la grande serre tropicale font partie des 11 espaces qui composent cet écrin de verdure dédié aux sciences de la nature.

documentées et parfaire ses connaissances. Certains aiment aussi y courir. Après une vue de l'ensemble, nous nous arrêtons au jardin des plantes-ressources (sur la droite) pour se rappeler les bienfaits des plantes médicinales aux vertus antiseptiques, antioxydantes et purifiantes. Un carré plus loin, voici les plantes-textiles, puis les plantes tinctoriales, celles utilisées par l'industrie cosmétique, les potagères, les aromatiques et condimentaires. Tout un petit monde de saveurs et de parfums. Nous reprendons notre promenade vers des arbres stars que les habitués des lieux visitent à chaque floraison printanière : le *Prunus shirotae* ou cerisier du Japon d'un blanc éclatant, 4 mètres de haut, 15 de large, dont les branches rasent le sol, et 30 mètres plus loin son voisin aux fleurs doubles et roses, le *Prunus kanzan*. Arrivés au centre du jardin, nous voici face à l'école de botanique, une école sans mur et à ciel ouvert, où amateurs et professionnels peuvent réviser leurs leçons de choses végétales provenant de toutes les régions tempérées du globe.

PISTACHIER, CÈDRE ET GINKGO

L'étape suivante nous conduit à un choix : poursuivre soit vers les grandes serres, soit vers le jardin alpin, un jardin dans le jardin. Les premières vous en coûteront la modique somme de 7 à 9 euros pour un voyage inattendu jusqu'aux origines de l'homme. Le second est libre d'accès et vous transporte en zone escarpée ; créé en 1640, agrandi puis embellie au fil des siècles, il rassemble sur 4 000 mètres carrés plus de 2 000 espèces végétales montagnardes. On y trouve aussi, vers le mur du fond, un hôte de marque : le pistachier de Vaillant, un des doyens du Jardin des Plantes. C'est grâce à lui que Sébastien Vaillant, élève émérite de Joseph Tournefort, prouva l'existence de la sexualité végétale en 1718 : selon les connaissances du moment, ses fleurs ne produisant que du pollen, c'était donc un

mâle. Cependant, Vaillant avait connaissance d'un autre arbre dont les fleurs femelles étaient jusqu'alors encore stériles. Il tenta de féconder ce dernier grâce à une branche de l'autre pistachier et parvint à obtenir des fruits. Une révolution avant l'heure. C'est encore un fort beau spécimen, rapporté d'Asie centrale, semé par Vaillant en 1702 et classé désormais comme « arbre remarquable », un des trois plus anciens du Jardin.

Pour finir notre promenade, nous leur rendrons visite : sur le chemin qui monte vers le labyrinthe, le cèdre du Liban rapporté d'Angleterre en 1734 sous forme de

plant par le botaniste Bernard Jussieu a lui aussi bien grandi et dépasse aujourd'hui les 20 mètres de haut. Nous redescendons vers le ginkgo biloba greffé en 1838. Appelé aussi « arbre aux 40 écus » à cause du prix que l'importation, par pied, coûta aux botanistes, cette espèce rare, voire éteinte à l'état sauvage, peut vivre, dit-on, plus de mille ans. Chaque automne, ses feuilles se colorent d'un jaune lumineux et la pelouse se couvre d'or. ●

ANNE DRIVAS

(1) www.jardindesplantesdeparis.fr/fr/galeries. Les galeries sont ouvertes tous les jours sauf le mardi. On peut y accéder aussi par la rue Geoffroy-Saint-Hilaire (bus 24, 89, 67, M^e ligne 7, Place-Monge ou Censier-Daubenton).

Dans la forêt vierge avec Nenette



DANIEL THIERRY / PHOTONONSTOP

Il vous reste encore beaucoup de choses à découvrir au Jardin des Plantes. Outre les trois galeries (celle de l'Évolution, celle consacrée à la paléontologie, celle de géologie et minéralogie, sur la gauche de l'esplanade), les grandes serres permettent elles aussi une visite passionnante,

à privilégier en hiver puisqu'elles sont chauffées et abritées. Il y a enfin la ménagerie, l'une des plus anciennes d'Europe. On peut même y parrainer un animal. Crée sur un espace arboré de plusieurs hectares où la nature est partout présente, on y croise des kangourous (et des wallabies visibles gratuitement à

l'extérieur), des félins, des tortues et plusieurs espèces de singes, dont les fameux orangs-outans de Bornéo. Le groupe se compose de cinq individus, d'âges et de caractères très variés. Mais la vedette, c'est Nénette. Elle a 54 ans et deux activités favorites, la peinture et le bricolage. Faire des blagues aux autres, aussi.

Tataki, un aller-retour pour le Japon

Sous nos latitudes, on qualifie de bleue une pièce à peine saisie. Au pays du Soleil-Levant, on pratique plutôt le « tataki », une viande ou un poisson en mode cuit-cru réhaussé d'une marinade. Facile à réaliser et délicieux !

Plus qu'une recette, le tataki est une technique de cuisson des viandes et des poissons venue du pays du Soleil-Levant. Permettant d'obtenir des aliments chauds à l'extérieur et frais à l'intérieur, elle en préserve tous les bienfaits, habituellement diminués par les cuissons complètes.

Certains voient dans l'origine de cette manière différente de cuire un moyen d'éliminer les bactéries des protéines, à une époque où la conservation des denrées, surtout lors des périodes chaudes, était compliquée. Une autre version attribue la popularisation de cette technique à Sakamoto Ryōma, un samouraï du XIX^e siècle qui se serait inspiré des navigateurs portugais postés à Nagasaki. Initialement, les aliments étaient directement saisis à la flamme. Aujourd'hui, cette spécialité est rattachée à Tosa, ville située dans la préfecture de Kochi, au sud du pays.

Avec très peu d'artifices au menu, il est impératif que le tataki soit fait avec de bons produits frais. Pour le poisson, des espèces à la chair dense, offrant une belle tenue à la cuisson – comme le thon, rouge

**D'AUCUNS ATTRIBUENT
 CETTE TECHNIQUE
 CULINAIRE À UN
 SAMOURAÏ DU XIX^e SIÈCLE.**

de préférence, ou le saumon –, sont excellentes. Pour ce qui est de la viande, les pièces nobles du bœuf font référence, même s'il est aussi possible de se laisser tenter par du veau. D'une manière générale, la plupart des protéines animales servies en tartare peuvent se prêter au jeu du tataki.

IDÉAL POUR LES SPORTIFS

Pour obtenir une cuisson optimale, il est recommandé de mettre la pièce au frais avant de se lancer dans la préparation. Plus la différence de température est élevée entre la source de chaleur, bien souvent la sauteuse, et le cœur du produit, plus le tataki sera réussi.

L'une des spécificités de la plupart des recettes réside dans la marinade. Souvent réalisée à base de sauce soja, elle peut s'agrémenter de miel, d'ail, de mirin – sorte d'alcool de riz fermenté –, de saké, de gingembre ou de ponzu – sauce soja japonaise aux agrumes acides. L'idéal est d'y plonger la viande ou le poisson après cuisson pendant au moins 2 heures, et jusqu'à 12 heures pour un maximum de goût. Au moment de servir, la marinade, réduite quelques minutes à feu moyen, fait une excellente sauce d'accompagnement. Le peu de graisse et l'énorme quantité de protéines que contiennent les poissons et les viandes en tataki en font l'un des plats idéals pour les sportifs et pour les personnes au régime. Pour les plus gourmands, le tataki s'accompagne également très bien d'une mayonnaise japonaise, plus vinaigrée que celle que l'on trouve chez nous. À essayer pour tous les curieux du goût. ●

ANDRÉ GOULVEN





CREDIT PHOTO/AGENCE

Pour 6 personnes

Temps de

préparation : 15 min

Temps de repos :

2 heures

Difficulté : facile

INGRÉDIENTS

800 g de thon frais

4 c-à-s de sauce soja

3 cm de gingembre frais

2 gousses d'ail

1 oignon nouveau ou une cébette

1 citron vert

1 c-à-c de miel

4 c-à-s de graines de sésame

Poivre

Le tataki de thon

Faire chauffer une sauteuse

à feu vif avec une cuillère à soupe d'huile végétale.

Sortir le morceau du

réfrigérateur au dernier moment et le mettre directement dans la poêle chaude.

Laisser cuire une vingtaine

de secondes sur chaque face, côtés inclus, puis réserver.

Déglaçer le fond de la poêle

avec un peu d'eau pour décoller les sucs et verser dans un plat.

Préparer l'ail et le couper en fines tranches d'environ 2 mm de côté.

Éplucher le gingembre avec une cuillère et le râper. Le verser dans le saladier avec la sauce soja, le miel et un peu de poivre.

Mélanger le tout pour obtenir la marinade, ajouter le poisson,

filmer et mettre au frais pendant au moins deux heures.

Retourner le morceau

de poisson au bout d'une heure pour que les deux faces s'imprègnent bien de la marinade.

À la sortie du réfrigérateur,

placer le poisson dans une assiette et filtrer le reste de marinade dans une casserole.

Laisser réduire de moitié

à feu moyen, jusqu'à obtenir une sauce bien liée. Pendant ce temps, recouvrir le thon de graines de sésame puis le détailler en fines tranches biseautées. Découper la tige de la cébette en petits morceaux.

Recouvrir le poisson de cébette et de sauce juste tiédie avant de servir.

MIKAWA MIRIN

Umami qui vous veut du bien

C'est l'ingrédient incontournable pour twister ses recettes japonaises. Cet alcool de riz fermenté accompagne aussi bien les sauces que les marinades, en leur apportant le fameux « umami », saveur si caractéristique de la cuisine nippone.



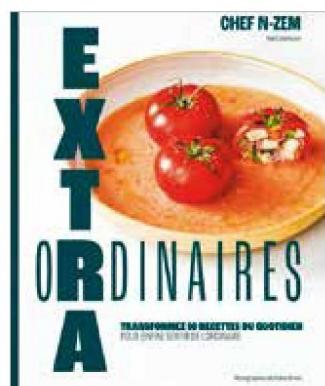
MIKAWA MIRIN,
www.nishikidori.com,
15 euros les 300 ml

RECETTES

Exquis ordinaire

50 recettes du quotidien revisitées par le médiatique Chef N-Zem pour en faire des plats d'exception. Au menu, oignons gratinés au morbier, œuf surprise, omelette soufflée aux chips et différentes variantes d'un excellent tataki, à accommoder selon vos envies.

EXTRAORDINAIRES, de Nabil Zemmour, Marabout, 19,90 euros



Aquajogging, courir en apesanteur

Accessible à tous, même aux débutants et à ceux qui souffrent de douleurs articulaires, l'aquajogging combine les effets d'une course classique et les bienfaits de l'eau, sans heurter le corps ni risquer les blessures.

Après l'aquagym et l'aqua-bike, un autre sport habituellement pratiqué à l'air libre se transpose dans l'eau. L'aquajogging, tout comme son cousin l'aquarunning (qui utilise un tapis de course immergé), propose de mimer les mouvements d'un footing dans les couloirs loisir d'une piscine ou en eau vive. Pas de chrono ou de vitesse maximale, le principal intérêt de cette pratique est de travailler le cardio tout en brûlant efficacement les graisses.

Effectuer les mouvements de la course à pied dans l'eau sollicite tous les membres, sans à-coups.

course à pied. Contrairement à cette dernière, les risques de blessures sont moindres une fois le corps entouré d'eau. L'enveloppe aqueuse et la gravité atténuée réduisent considérablement les chocs musculaires en réduisant le poids du corps.

MISE EN JAMBES

Concrètement, les mouvements seront plus durs à réaliser et plus amples, mais ils travailleront les muscles en profondeur à bonne intensité. Pour les débutants, une séance d'un quart d'heure suffit, après un bon échauffement. Pour des sportifs plus confirmés, notamment ceux habitués à la course, une demi-heure à trois

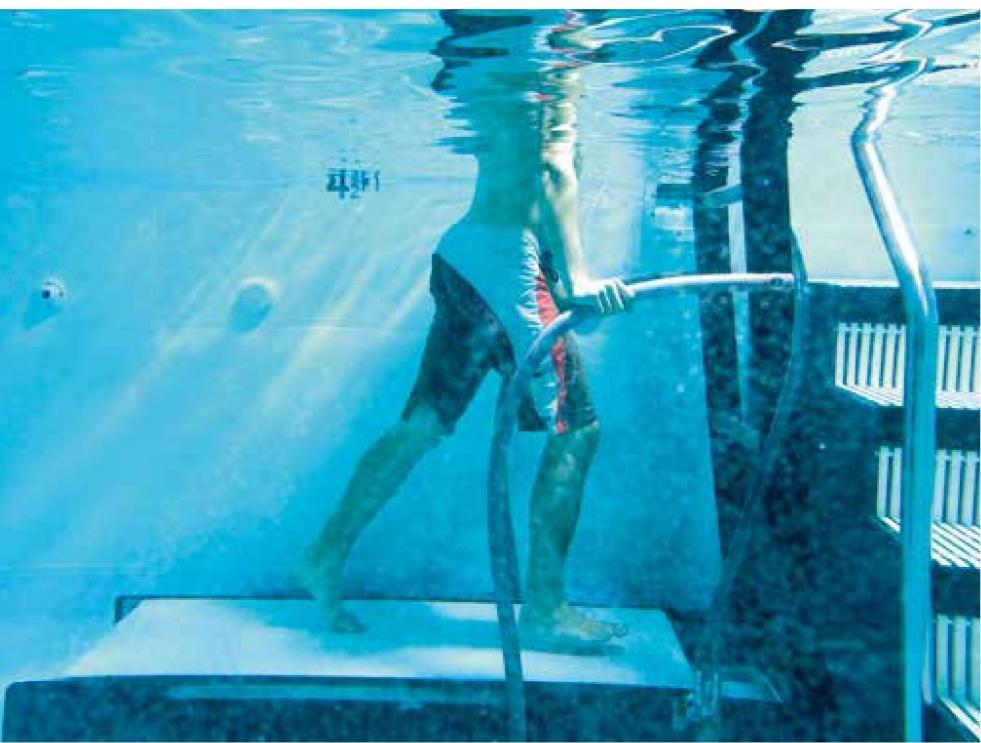
quarts d'heure remplacent aisément une session de jogging classique, variant en supplément le travail des muscles. De quoi enchaîner les efforts sans traumatiser son corps.

Pour jouir pleinement de l'efficacité de la méthode, les aquajoggeurs en herbe doivent suivre rigoureusement les mouvements imposés. Spontanément il est tentant d'effectuer de petits pistons avec les pieds de haut en bas, comme pour stabiliser la tête hors de l'eau. L'idée est plutôt d'imiter consciencieusement les foulées d'une course classique, ou plus simplement de garder les épaules droites, alignées avec l'eau, tout en poussant avec ses jambes. Ces petits ajustements nécessitent quelques cours avec un professeur au début, avant de pouvoir pratiquer seul en toute sérénité. Pour les exercices, c'est à la carte. Comme pour le jogging il est possible de faire du fractionné, de l'endurance ou de la distance.

ÉQUIPEMENT

En plus du maillot de bain, l'aquajogging nécessite un minimum d'équipement pour faciliter les déplacements et mouvements dans l'eau. Une ceinture de flottaison spéciale (le plus souvent en mousse) ajustée au niveau du dos permet de conserver une position verticale. Elle est disponible pour une vingtaine d'euros dans les magasins spécialisés. Pour ceux qui aimeraient simplement essayer sans investir, les ceintures disponibles gratuitement dans les piscines font très bien l'affaire au début. Afin de pouvoir réaliser un maximum d'exercices, des pullsteps d'aquagym, sortes de croisement entre les raquettes des neiges et les palmes, existent aussi pour le même tarif. Utilisés en eau profonde, ils démultiplient la sensation de course marine. ●

ANDRÉ GOULVEN



ABEJON / GETTY IMAGES

La PrEP, une innovation décisive dans le traitement préventif du VIH

En France, depuis janvier 2016, il est possible de se faire prescrire de la prophylaxie pré-exposition, un antirétroviral communément appelé PrEP. Elle est destinée aux personnes non séropositives, afin d'empêcher une contamination par le VIH en cas d'exposition lors d'un rapport sexuel sans préservatif.

On pourrait presque l'appeler la « pilule anti-sida ». Aujourd'hui, plus de 5 millions de personnes dans le monde ont recours à la PrEP. En France, depuis 2016, près de 100 000 personnes ont utilisé ou continuent de l'utiliser. « On a maintenant suffisamment de recul sur l'efficacité et la tolérance de la PrEP », explique Jean-Michel Molina, professeur d'infectiologie à l'université Paris-Cité et investigateur d'ANRS Ipergay, l'essai franco-canadien publié dans sa première version en 2015, qui a montré la très haute efficacité du traitement et a conduit à l'autorisation de la PrEP en France et par l'OMS.

Commercialisée à l'origine comme traitement curatif pour les personnes séropositives, la combinaison emtricitabine et ténofovir a démontré son efficacité en prévention de l'infection par le VIH. Fin 2015 devant l'Assemblée nationale, Marisol Touraine, alors ministre de la Santé, avait ainsi donné le feu vert à l'utilisation du Truvada, « un médicament qui doit nous permettre d'avancer significativement dans la lutte contre le VIH », avait-elle estimé, annonçant dans la foulée une prise en charge intégrale de la PrEP « au début de l'année 2016 ». Il est désormais possible de se procurer des versions génériques produites par différents laboratoires.

BIENTÔT SOUS UNE FORME INJECTABLE ?

Concrètement, « prendre la PrEP », c'est ingérer soit de façon continue, en prise quotidienne, soit à la demande, c'est-à-dire avant et après un ou plusieurs rapports sexuels, un comprimé selon un schéma de prise précis. « Aujourd'hui, on sait qu'on est efficace à 99 % avec la PrEP orale », précise Constance Delaugerre, professeure en virologie à l'université Paris-Cité, et qui a également collaboré à l'essai ANRS Ipergay.

« AVEC LA PROPHYLAXIE PRÉ-EXPOSITION ORALE, ON SAIT QU'ON EST EFFICACE À 99 %. »

CONSTANCE DELAUGERRE, PROFESSEURE EN VIROLOGIE



DANIEL BORN / THE TIMES / GALLO IMAGES / GETTY IMAGES

La prescription peut être établie par différents professionnels de santé : médecin spécialiste du VIH, médecin généraliste ou spécialiste. Elle est valable trois mois. Pour pouvoir la renouveler, les patients doivent réaliser un bilan complet des IST-MST. Ainsi, les maladies et infections potentiellement détectées, et pour lesquelles il existe un traitement, peuvent être soignées : « C'est pour ça qu'on appelle ça de la santé sexuelle », ajoute la professeure en virologie. Mais il reste des efforts à faire en matière de prévention et de communication autour de cet outil innovant de lutte contre le VIH. « On devrait expliquer aux gens que le sida existe toujours, que pour s'en protéger on a maintenant deux options : le préservatif et l'utilisation de la PrEP », suggère Jean-Michel Molina. Ces possibilités « ne sont pas exclusives », selon lui. Autrement dit, rien n'interdit d'utiliser à la fois un préservatif et la PrEP.

Dans les faits, s'ils en font la demande, tous les publics peuvent y accéder, aujourd'hui, en France. L'innovation, elle, ne s'arrête pas là : des essais sont en cours pour développer une forme injectable de la PrEP. Après tout, à l'heure où aucun vaccin n'est disponible pour guérir le VIH, prévenir, c'est aussi guérir. ●

Aujourd'hui, dans l'Hexagone, tous les publics peuvent accéder à la PrEP s'ils en font la demande.

NATHAN HALLEGOT



IZA HABUR / ISTOCK

L'enquête paritaire, une arme contre le harcèlement

Face à des suspicitions de harcèlement moral ou sexuel, l'employeur a l'obligation d'investiguer. Dans les sociétés avec un CSE, l'enquête paritaire peut jouer un rôle clé de prévention.

« Un élève infirmier en stage a écrit à la direction pour dénoncer des faits de harcèlement sexuel à son égard de la part d'un aide soignant du service. Avec une autre élue du CSE, nous avons participé à l'enquête paritaire », raconte Mélanie Jacob, élue CSE de l'hôpital de Saint-Avold. Dans le cadre d'un webinaire organisé par le site Miroir social et intitulé « Harcèlement : comment conjuguer sanction individuelle et prévention collective », elle a partagé son expérience. Tout juste nommée référente harcèlement et sans avoir bénéficié d'une formation, elle a, avec sa collègue, conduit une dizaine d'entretiens de témoins. Avec la direction, elles ont ensuite rencontré la victime et l'auteur présumé et rendu leurs conclusions – habituellement, la direction est présente au cours de tous les entretiens. Il est important de rassurer les témoins sur la confidentialité de ces entretiens. « Les gens ont peur que ce qu'ils disent puisse avoir des conséquences sur leur emploi », souligne Mélanie Jacob. Autre difficulté pour les élues, les multiples pressions de collègues. « Certains nous ont même dit que comme il s'agissait d'un élève infirmier, seulement de passage, on ne devait pas en tenir compte », s'indigne-t-elle. Si des faits pouvant s'apparenter à du harcèlement moral ou sexuel sont rapportés à la direction, elle

doit agir pour prévenir, faire cesser et sanctionner ces actes (Code du travail L. 1152-4 et L. 1153-5). Pour cela, elle doit diligenter une enquête. L'employeur peut la mener unilatéralement, la réaliser en interne ou la confier à un cabinet spécialisé à un avocat. « L'employeur a toute liberté concernant sa méthodologie, il n'est même pas tenu au contradictoire », rappelle Stéphane Roose, directeur adjoint du cabinet JLO, lors de ce même webinaire. Il n'a pas non plus l'obligation d'informer le CSE de l'existence de cette enquête et encore moins de lui fournir ses conclusions.

DIFFÉRENTE D'UNE PROCÉDURE DISCIPLINAIRE

La direction peut toutefois opter pour une enquête paritaire. Des élus participent à l'intégralité de l'enquête et les conclusions doivent être présentées en CSE. Selon l'article L. 2312-13 du Code du travail, le CSE conduit des enquêtes en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, il peut aussi être saisi de faits présumés de harcèlement moral ou sexuel. L'enquête employeur et l'enquête paritaire n'ont pas le même but. « L'enquête paritaire n'est pas un outil fait pour sanctionner. Cela ne veut pas dire pour autant que l'employeur ne va pas s'appuyer sur les résultats de l'enquête pour éventuellement entamer une démarche de sanction. Cette procédure disciplinaire sera distincte de l'enquête », précise Stéphane Roose. L'intérêt de cette enquête paritaire est de comprendre l'enchaînement des faits, mais surtout de mettre en place des mesures pour éviter qu'ils ne se reproduisent ultérieurement. On oublie trop souvent que l'employeur n'est pas seulement tenu à une obligation de santé et de sécurité de ses salariés, mais aussi de prévention ! ●

MÉLANIE MERMOZ

Si vous cherchez un logement, peut-être avez-vous été surpris par cette mention « bail résidence secondaire » ou « bail Code civil ». Cette pratique qui se rencontre dans les zones tendues n'est pas nouvelle, même si elle reste rare. « Un propriétaire qui souhaite louer son appartement pendant qu'il part à l'étranger nous a indiqué qu'il ne voulait pas un bail classique, mais un bail Code civil. Cela lui permet d'échapper à l'encadrement des loyers », explique ainsi un agent immobilier parisien. « Nous voyons régulièrement cette pratique, notamment quand les locataires sont étrangers (étudiants, salariés...). Des agences leur font signer un bail Code civil alors qu'il s'agit pourtant clairement de leur résidence principale, ils ne sont pas couverts par l'encadrement des loyers et leur bail est plus court », dénonce Marie Ribeiro, coresponsable du pôle juridique de l'Adil 75.

ATTENTION AU BAIL « CODE CIVIL » !

Ces baux, réservés aux résidences secondaires et aux personnes morales, sont nettement moins protecteurs que les baux classiques. Pour contourner les réglementations, certains propriétaires peu scrupuleux n'hésitent pourtant pas à les imposer pour des résidences principales !

1 DES CONTRATS PLUS PERMISSIFS QUE CEUX RÉGIS PAR LA LOI DE 1989

Les baux Code civil sont des contrats de location régis par les articles 1719 et suivants du Code civil. Ils sont nettement moins protecteurs que les baux classiques, car ce sont le bailleur et le locataire qui fixent les termes du contrat. « Le principe est de considérer qu'ils sont à égalité. Ce qui n'est pas le cas dans la réalité, particulièrement dans les zones tendues », souligne la juriste. C'est pour rétablir davantage d'équilibre entre les deux parties que différentes lois pour régir leurs rapports ont été adoptées. La plus connue est la loi du 6 juillet 1989 qui régit actuellement les rapports entre bailleurs et locataires. La loi Elan de novembre 2018 a prolongé pour cinq ans l'expérimentation de l'encadrement des loyers dans les zones tendues (ce dispositif a ensuite été prolongé jusqu'en 2026). Le cadre d'application de ces textes

est toutefois précis : s'ils s'appliquent tant aux logements vides que meublés, ils ne concernent que la résidence principale du locataire (il faut qu'il l'habite au moins huit mois par an) et celui-ci doit être une personne physique.

2 BAILLEUR ET LOCATAIRE SONT LIBRES DE S'ENTENDRE SUR LES CLAUSES DU CONTRAT

Dans les autres cas, ce sont les articles 1719 et suivants du Code civil qui s'appliquent. C'est notamment le cas si le logement loué est une résidence secondaire ou si le locataire est une personne morale (souvent une association d'intermédiation locative qui loue des appartements pour des personnes en difficulté, ou un employeur qui loue un appartement pour loger des salariés étant des personnes morales). Les deux parties sont libres de s'entendre sur les clauses du contrat (montant du loyer, durée du bail...). Ils peuvent alors intégrer les mêmes clauses que dans un bail classique basé sur la loi de 1989, mais, dans les faits, les conditions sont la plupart du temps moins protectrices. Bien sûr, le locataire qui ne trouve pas d'appartement est surtout « libre » d'accepter s'il veut trouver un logement. Même dans cette configuration moins protectrice, un bailleur ne peut pas louer n'importe quoi. L'article 1719 du Code civil prévoit que le logement fourni au preneur doit être décent et qu'il doit être entretenu.

3 UNE REQUALIFICATION EST NÉANMOINS POSSIBLE

Il est toutefois possible de requalifier un bail Code civil en bail classique (loi 1989) si le logement est votre résidence principale. La démarche est particulièrement importante s'il s'agit d'un logement vide, car le bail classique va d'une durée de trois ans renouvelable si le bailleur est une personne physique à six ans renouvelable si c'est une personne morale. « La première étape est d'envoyer au bailleur un courrier de mise en demeure de requalification du bail par lettre recommandée avec accusé de réception », explique Marie Ribeiro. Attention, il faut envoyer ce courrier non pas à l'agence gestionnaire du bien, mais au propriétaire. En cas de non-réponse ou de refus de rédiger un nouveau bail, il faut ensuite s'adresser au tribunal judiciaire. Si la tentative de conciliation préalable échoue, ce sera au juge de trancher. Pierre-Louis Monteiro, chargé de mission à l'Adil 75, regrette toutefois que « la situation tellement tendue du marché dissuade les locataires d'entamer les démarches ». ● M. M.



PETITES BULLES AVEC PIF ET HERCULE

BLAGOUNETTES ET PIFINETTES

BLAGUE DE PIF !

Pif : Tu connais la blague sur les magasins ?

Hercule : Non.

Pif : Elle n'a pas supermarché.

DEVINETTE D'HERCULE

Quelle mamie fait peur aux voleurs ?

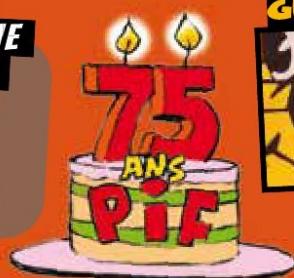
Réponse : Mamie Tralillette



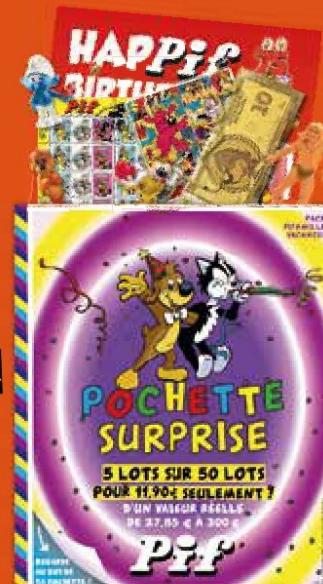
CONTREPÈTERIE DE PIFTACHE

Herculotté, paon de Dinard !

Réponse : Herculotté part de Diman !



UN SOUVENIR GRATUIT



CHEZ TON MARCHAND DE JOURNAUX !

abonne-toi, abonne tes proches, abonne tes enfants et petits-enfants !

Attention : vos abonnements débuteront à partir du prochain numéro à paraître !

- OUI, JE M'ABONNE À PIF LE MAG AU PRIX DE 25,90 EUROS (FRAIS DE PORT INCLUS POUR LA FRANCE) OU...
- JE M'ABONNE À LA PIF COLLECTION : PIF LE MAG POUR 1 AN + 2 HORS-SÉRIES + 1 TEE-SHIRT DES 75 ANS DE PIF + 1 CASQUETTE PIF AU PRIX DE 71,90 EUROS (FRAIS DE PORT INCLUS POUR LA FRANCE)

Nombre d'abonnements
total commande (en euros)

Tu offres l'abonnement ?
Dis-nous à qui tu l'offres !

Nom

Nom

Prénom

Prénom

Né(e) le

Né(e) le

Courriel
(obligatoire)

@

Courriel
(obligatoire)

@

Adresse

Adresse

Code postal

Ville

Code postal

Ville

Téléphone (facultatif)

Téléphone (facultatif)

Signature obligatoire



- Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Pif & Hercule
 Je règle par carte bleue Visa, en capturant ce QR code à l'aide de mon smartphone

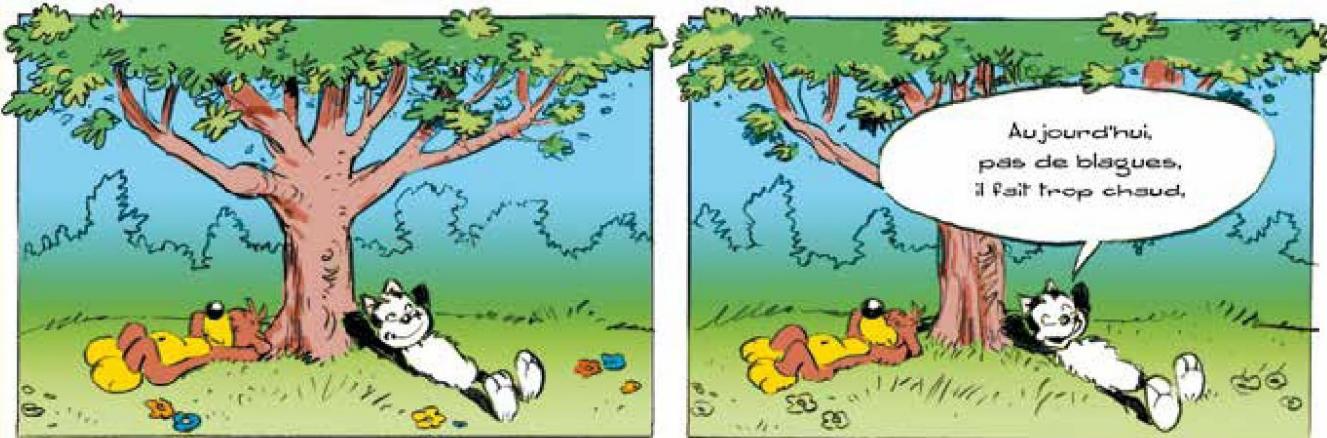
Renvoyez ce bon dûment rempli à : service abonnement Pif & Hercule / Boconseil
6, lieu-dit la Cohainière - 72370 Ardenay-sur-Mérize

En application de la loi informatique et libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Celles-ci peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à Pif & Hercule - 28, rue de l'Université - 75007 Paris.

i Pod



Canicule



Réseaux sociaux



Économies d'énergie



M. Arapu d'après C. Arnal

À VOUS DE JOUER

TROIS PAGES POUR EXERCER SES MÉNINGES. À VOS CRAYONS !

LE SUDOKU

Complétez ces deux grilles séparément, de manière que pour chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de neuf cases, tous les chiffres de 1 à 9 soient utilisés.

Facile

4		9		3				6
			5		4	9	3	8
		6	9			2		
2		7		5	9	6		1
9		6	2	8		3		7
		4		6	2			
1	9	5	7		3			
6			1		7		3	

Moyen

	1			6		3		
			9	2		8		1
4					3	2		
						5		4
4	9						8	7
6		5						
		9	5				1	
1		4		7	2			
8			4				5	

Solutions en page 81.

LE QUIZ

Découvrez le nom d'un instrument à vent.

Relevez la lettre correspondant à votre choix et inscrivez-la ci-dessous dans la case correspondant au numéro se rapportant à la question. Vous saurez vite si vous avez vu juste.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

1. L'olifant, cor du Moyen Âge, était taillé dans...
A. Du bois de chêne
F. Une corne de bœuf
D. Une défense d'éléphant
2. À quel instrument s'apparente la bombarde ?
I. Au hautbois
E. À la clarinette
H. À la guimbarde
3. Quel instrument est au cœur du sujet du film « Tous les matins du monde » ?
R. La flûte
E. La harpe
D. La viole de gambe
4. Qu'est-ce qu'un cor de basset ?
S. Une petite contrebasse
J. Une clarinette basse
U. Une guitare
5. Comment appelle-t-on un joueur d'orgue ?
E. Un organiste
G. Un organisateur
F. Un organigramme
6. Lequel de ces instruments n'est pas dit à cordes pincées ?
B. La harpe
R. Le violoncelle
E. Le clavecin
7. Quel instrument, perfectionné par Johann Gottfried Silbermann, Bartolomeo Cristofori inventa-t-il ?
I. Le piano-forte
R. La flûte traversière
L. Le violon
8. La balalaïka est un instrument...
I. À percussion
S. À vent
D. À cordes
9. Lequel de ces instruments à vent ne possède pas de pistons ?
O. Le cor
S. Le trombone
A. La trompette
10. Sous quel nom la guitare hawaïenne est-elle plus connue ?
R. Le banjo
O. L'ukulélé
N. Le luth

À VOUS DE JOUER

TROIS PAGES POUR EXERCER SES MÉNINGES. À VOS CRAYONS !

Retrouvez

l'Humanité
magazine
sur Internet



Pour les abonnés
à **l'Humanité.fr**,
l'intégralité
des contenus
du magazine
sur notre site, des
versions longues
des entretiens de
la semaine et des
articles inédits.

Des contenus
vidéo (reportages,
entretiens,
décryptages)
exclusifs et
des infographies
interactives.

Des directs avec
nos journalistes
au cœur des
mobilisations.

Un dispositif
pour couvrir
les échéances
électorales.

PAR MARTIAL
DUBOIS

LES MOTS FLÉCHÉS

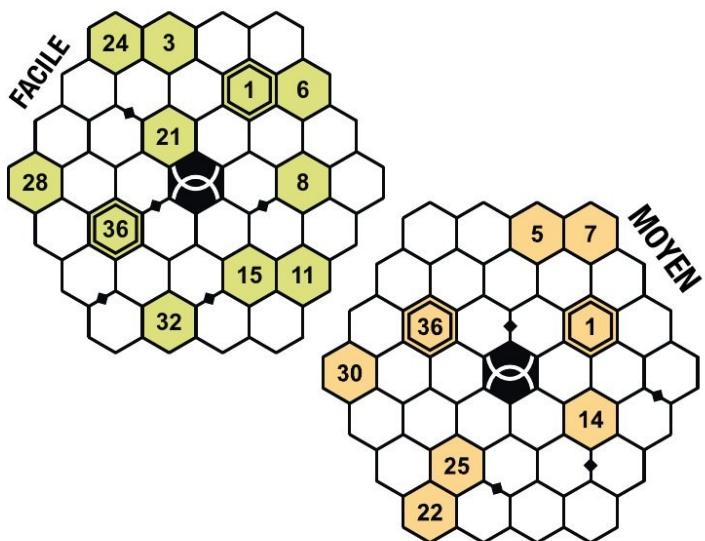
FUTURES ÉTOILES	↓	ÉCIMÉ	↓	PÂTIS- SERIES	↓	INSTRU- MENTISTE	↓	TISSUS DE SOIE À GROS GRAINS	↓	COHÉRENT	↓
DÉCIDA		ANASTO- MOSERA		CITÉ ANTIQUE		RÂPÉ	→			SCHOOL- NERS	
	→		↓		↓	OR					↓
FUS DANS L'ERREUR	→						↓		ATOMÉ	→	
ALLURE DU CHEVAL	→								COUCHE		
	→			JAMBES	→			↓			
BOUQUINÉE	→			TOUT VA BIEN		CLIGNE	→				
ARIDE						AUDACE					
	→			DÉCLAMÉE	→	↓	↓				DEHORS !
SALLE DE SPEC- TACLES	→			LIEU DE TIR	→				TRAVAIL FORCÉ	→	
SAISON				SIGLE D'UN SENTIER					RIGIDE		
	→									PRONOM FAMILIER	→
RÉGION DE DUNES	→			LASSES	→				DANS LE VENT		
CHAMOIS											
	→							PEINTRE (1891/1976)			

LE RIKUDO

Placez tous les
numéros de 1 à 36
pour former
un chemin de nombres
consécutifs.

Des nombres et liens
entre certaines cases
sont donnés afin
d'arriver au but.
Deux nombres
consécutifs doivent
être voisins. Un lien
entre deux cases
indique deux nombres
consécutifs,

autrement dit un
morceau de chemin.



DISPONIBLE
DÉBUT MAI*

HORS-SÉRIE
l'Humanité

Manouchian la France reconnaissante

JE COMMANDE *

Déjà plus de
8000 exemplaires
vendus

9,90 €

l'Humanité

l'Humanité
magazine

Le hors-série *Manouchian, la France reconnaissante* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port **, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €.
Total de ma commande : €

PRÉNOM

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

E-MAIL

*Toujours en vente chez votre marchand de journaux

**France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de
votre smartphone



l'Humanité magazine

Supplément à l'Humanité
Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter
du 1^{er} janvier 1957)

Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Capital social 2500 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble
Calliope, 93528 Saint-Denis cedex
Tél. : 01 49 22 72 72
Service aux abonnés
Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Publicité
Comédiance
Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 43 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Ventes en kiosque

Gestion, réglage et promotion,
modifications de service, réassorts,
implantations : agence Boconseil. Otto
Borscha : oborscha@boconseilame.fr,
tél. : 09 67 32 09 34

Actionnaires principaux

L'Association des lectrices et lecteurs
de l'Humanité ; l'Association des
diffuseurs de l'Humanité

Directoire

Fabien Gay, président du directoire
et directeur de la publication ;
Maud Vergnol, codirectrice

de la rédaction ; Anthony Daguet,
secrétaire général et codirecteur

de la publication ; Silvère Magnon,
directeur des développements
et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Direction de la rédaction

Sébastien Crépel
sebastien.crepel@humanite.fr

Maud Vergnol

maud.vergnol@humanite.fr

Rédaction en chef

Cédric Clerin

cedric.clerin@humanite.fr

Laurent Mouloud

laurent.mouloud@humanite.fr

Direction artistique

Véronique Blondeau

veronique.blondeau@humanite.fr

Vincent Motron

vincent.motron@humanite.fr

Secrétariat de rédaction, maquette

Aïcha Legendre,
première secrétaire de rédaction

aicha.legendre@humanite.fr

Isabelle Gibelli

isabelle.gibelli@humanite.fr

Sandrine Guiot

sandrine.guiot@humanite.fr

Marc Héliès

marc.helies@humanite.fr

Édition

Lisa Daumont-Ivani

lisa.daumont@humanite.fr

Nicolas David

nicolas.david@humanite.fr

Iconographie

Gina Le Denematz, cheffe de service

gina.ledenematz@humanite.fr

Sandrine Husset

sandrine.husset@humanite.fr

Conception graphique

Rampazzo&Associés

Correction-Photogravure

L'Humanité

Impression News Print

Numéro ISSN 1771-1908

Dépôt légal mai 2024

Commission paritaire

1124 C 79615

Imprimé sur du papier provenant
d'Allemagne - 100 % de fibres recyclées.
Eutrophisation : 0,003 kg/tonne
de papier. Papier certifié PEFC.



LE TRI
+ FACILE



LE SUDOKU

Facile

6	8	2	9	1	5	7	4	3
1	9	5	7	4	3	8	6	2
3	7	4	8	6	2	1	9	5
7	2	9	5	6	8	4	1	3
5	1	3	2	7	4	6	2	8
2	3	7	1	2	3	9	5	6
4	6	2	5	9	7	3	8	1
2	1	7	6	4	5	3	2	7
8	5	3	6	9	7	2	4	1

Moyen

5	6	7	8	9	2	4	1	3
1	2	3	4	5	6	7	8	9
7	8	9	1	2	3	4	5	6
3	4	5	6	7	8	9	1	2
9	1	2	3	4	5	6	7	8
6	7	8	9	1	2	3	4	5
2	3	4	5	6	7	8	9	1
8	9	1	2	3	4	5	6	7
4	5	6	7	8	9	1	2	3

LE QUIZ

Différend

9	0	Le cor...-10	0	Urukuléle
7	1	2	3	4
6	8	9	5	7
5	4	3	2	1
4	3	2	1	0

LES MOTS FLÉCHÉS

Facile

9	0	Le cor...-10	0	Urukuléle
7	1	2	3	4
6	8	9	5	7
5	4	3	2	1
4	3	2	1	0

LE RIKUDO

Facile

3	1	2	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
3	1	2	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
3	1	2	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
3	1	2	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

3	1	2	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58</td
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	--------

CHRONIQUE

En urbex sur les chemins de la Loire

PAR **NICOLAS OFFENSTADT**, HISTORIEN, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I, CHERCHEUR À L'INSTITUT D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE



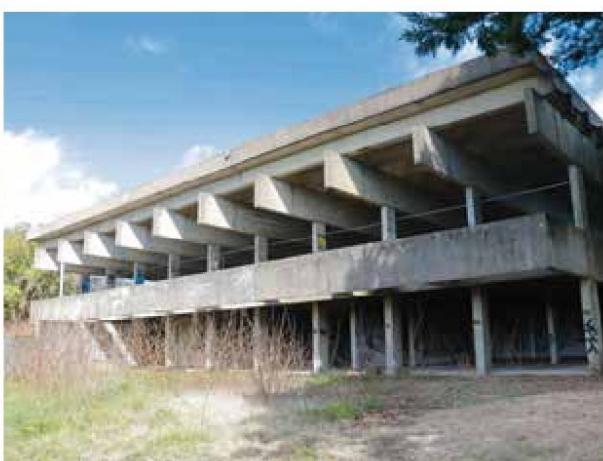
C'est un site de promenade champêtre ou presque, à Combleux près d'Orléans. Il y a autour des constructions récentes mais aussi une friche végétale de grande taille. Si bien que l'on n'aperçoit que progressivement ce bâtiment moderne, en béton, à l'abandon ou presque, entouré de végétation. Il est longé par une voie de promenade de la Loire, l'ancien chemin de halage. Et lorsque l'on est à l'intérieur, on entend les enfants qui jouent ou les promeneurs qui devisent. C'est l'ancien restaurant de l'entreprise d'informatique IBM, pour quelque 700 personnes, dont les principaux bâtiments ont été détruits après les échecs de tentatives de réindustrialiser les lieux. Délaissés au début des années 2000, ils furent « urbexés » en leur temps. On les voit encore, imposants, sur Google Earth, mais plus rien ne demeure, dans le réel, sauf ce restaurant évidé,

dont la structure a fait le bonheur des graffeurs. D'ailleurs, une association, l'Escale, qui cherche à préserver et valoriser le lieu, a affiché sur un mur un avertissement pour les visiteurs d'occasion et les « amateurs d'urbex », leur rappelant l'interdiction d'y pénétrer, invitant à le respecter et même à soutenir l'association... Elle entend militer « pour la création d'un lieu associatif, touristique, culturel et solidaire », un « tiers-lieu » selon une expression de plus en plus courante. C'est ainsi que l'Escale a déjà organisé plusieurs événements dans le bâtiment, avec concerts, spectacles, ateliers et marchés locaux.

La friche végétale, elle, suscite les débats : la mairie y promeut une grande opération immobilière tandis que les riverains défendent la présence de la nature. Il s'est ainsi constitué une autre association « de défense du site de Combleux ». Le président affirme : « Il est très important que nous fassions tout pour préserver et améliorer cet ancien site IBM. La destruction des bâtiments à permis à la flore et la faune de reprendre ses droits. Le combat ne fait donc que commencer » (site de France 3 Centre-Val de Loire, 30 juin 2023). Ainsi à Combleux, urbanisme, luttes patrimoniales et écologiques s'entremêlent, sans trouver encore l'équilibre. ●



L'ancienne cantine de l'entreprise IBM à Combleux. Mars 2024.



LA TERRE PRINTEMPS 2024

Chez les marchands de journaux et sur la boutique en ligne <https://www.laterre.fr/boutique/>



INÉDIT

Des paroles vraies et claires. Des mots forts.
Des cris d'alarme et des idées concrètes...
Ce quatorzième numéro de La Terre nouvelle version publie les originaux des cahiers de doléances de la Creuse.

• AU SOMMAIRE

Le cri de la terre, par Patrick Le Hyaric ■ Reportage dans le Pas-de-Calais. La montée des eaux, ses dégâts, ses traumatismes et ses leçons ■ Manon Pengam : « Les doléances révèlent la capacité des citoyens à dire ce qui doit changer » ■ Mercosur. Multinationales de l'automobile contre multinationales de la viande ■ Relever les défis de l'insécurité alimentaire avec l'Organisation Mondiale des Cités et Gouvernements locaux Unis (OGLU) ■ Les objectifs de la PAC doivent évoluer pour favoriser la résilience économique et écologique, contribution collective du réseau du Lierre, etc.

Retrouvez nos recettes de saison, nos conseils jardinage et bricolage.

ABONNEMENT

■ 1 AN ▶ 35 €

4 numéros + **Les nouvelles de La Terre** bimensuel par courriel et en cadeau, une feuille de papier ensemencée à planter.

■ 2 ANS ▶ 60 €

8 numéros + **Les nouvelles de La Terre** bimensuel par courriel et en cadeau, une feuille de papier ensemencée à planter.



■ 1 AN ▶ 45 €

4 numéros + **Les nouvelles de La Terre** bimensuel par courriel et en cadeau, une feuille de papier ensemencée à planter et un hors-série Biodiversité et agriculture - Le Tour de France de deux étudiants en agronomie.

■ 2 ANS ▶ 75 €

8 numéros + **Les nouvelles de La Terre** bimensuel par courriel et en cadeau, une feuille de papier ensemencée à planter et deux hors-série : Guerre et Faim et Biodiversité et agriculture - Le Tour de France de deux étudiants en agronomie.

Nom

Prénom

**Offre valable jusqu'au
31 décembre 2024**

Date de naissance souhaitée

Bulletin à retourner à
« LA TERRE », Service Diffusion,
1, route de Vouvray - Huisne - 72160 DUNEAU

Adresse

laterre.abo@boconseil.net
Tél : 09 72 15 67 39

Ville

Code postal

Chèque à l'ordre
de LA TERRE

Tél.

Vous pouvez recevoir tous les quinze jours *Les nouvelles de la Terre* en nous indiquant votre adresse électronique :

@



**EN FRANCE,
ONZE MILLIARDAIRES
DÉTIENNENT 80 %
DE LA PRESSE QUOTIDIENNE GÉNÉRALISTE**

**DÉFENDEZ
UN MÉDIA INDÉPENDANT
SOUTENEZ**

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES
l'Humanité

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

€

NOM / PRÉNOM

ADRESSE

E-MAIL

VILLE **CODE POSTAL**

TÉL.

J'autorise l'Humanité à me faire part de ses offres spéciales

DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITÉ DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

*Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €.
Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.*

- Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.*
- Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.*

*Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope,
5 rue pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.*